Budget Primitif

2017

l'esprit grand ouvert

Région
PAYS DE LA LOIRE

SOMMAIRE

Introduction générale . . . . . p 3

Le projet de loi de finances pour 2017 . . . . . p 5

Les grands équilibres budgétaires du budget primitif 2017 . . . . . p 9

Les recettes du budget primitif 2017 . . . . . p 15

Les conditions de l'équilibre budgétaire . . . . . p 27

Les trois combats du redressement régional . . . . . p 31

Annexes . . . . . p 51

INTRODUCTION GENERALE

Le Conseil régional a débattu le 20 octobre dernier de ses orientations budgétaires pour 2017. Ce débat a permis de rappeler le contexte particulièrement contraint dans lequel s'inscrit ce budget :

- sur le plan économique tout d'abord, en raison d'une croissance mondiale, européenne et nationale insuffisante ;
- sur le plan budgétaire également puisque la nouvelle majorité doit gérer l'existence et les conséquences d'une dette élevée et d'un volume important de restes à payer dont une partie avait été cachée en n'étant pas inscrite au budget de la collectivité. Ce qui limite considérablement les marges de manœuvre de la nouvelle mandature, au surplus quand le désengagement de l'Etat est amplifié ;
- sur le plan institutionnel enfin, en raison des transferts de compétences décidés par la loi NOTRe, non compensés intégralement par l'Etat, et qui vont modifier les missions et le périmètre budgétaire de la collectivité.

Le vote de ce budget primitif pour 2017 constitue la traduction de notre engagement politique, à savoir le soutien à des priorités fortes et recentrées autour de trois axes majeurs :

- le combat pour l'emploi local
- le combat pour l'équité territoriale
- le combat pour l'efficacité régionale

Ce projet stratégique resserré mais ambitieux s'inscrira pleinement dans la nouvelle trajectoire financière de la Région dont les fondements vous ont déjà été présentés :

- rompre avec l'emballement de l'endettement régional en stoppant la dérive financière de la région et stabiliser la capacité de désendettement de la région Pays de la Loire à hauteur de 7 années en fin de mandature ;
- diminuer progressivement le recours à l'emprunt pour casser le rythme de progression de la dette (+ 54 % de 2010 à 2015) ;
- réaliser 100 millions d'économies de fonctionnement en cumulé sur le mandat ;
- maintenir un haut niveau d'épargne brute à hauteur de 250 millions d'euros ;
- réduire progressivement le montant des dépenses d'investissements sur le mandat pour atteindre une cible entre 400 et 450 millions en fin de mandat ;
- ne pas recourir au levier fiscal sur la durée du mandat 2016-2021.

L'année 2016 s'est ainsi caractérisée par l'installation de notre nouvelle majorité et s'ouvrait sur de nombreuses incertitudes, notamment la situation financière de la Région laissée par la précédente majorité ou les impacts organisationnels, budgétaires et institutionnels de la loi NOTRe. Malgré ces incertitudes et ces difficultés, l'année 2016 s'est traduite par l'impulsion d'une dynamique nouvelle avec la mise en œuvre de notre programme stratégique à travers l'engagement de plans d'action dans plusieurs domaines : l'apprentissage, l'agriculture, la mytiliculture, la pêche, la ruralité, la stratégie européenne, répondant ainsi aux premières attentes des ligériens. De plus, la restructuration des services s'est avérée nécessaire pour mettre en oeuvre les nouvelles politiques publiques.

Par ailleurs, les résultats de l'audit financier, longs à établir en raison des défauts de pilotage et de la non comptabilisation budgétaire d'une partie de la dette, ont permis d'affiner notre connaissance de

la santé financière de la collectivité, et dès 2016 des choix financiers ont été faits afin de redresser les finances. L'année 2017 sera celle de la concrétisation des actions déjà engagées et de la mise en œuvre des grandes priorités du mandat.

Dans le cadre de cette gestion rigoureuse des finances régionales que nous défendons, nous avons d'ores et déjà engagé de profondes mutations afin de renforcer significativement la gouvernance financière de la collectivité. Ainsi, en avril dernier, la Région a souhaité bénéficier de la possibilité offerte aux collectivités territoriales par la loi NOTRe de s'inscrire dans une démarche de certification de leur compte et s'est donc portée candidate auprès de la Cour des Comptes. Elle a été retenue, seule région de France métropolitaine dans ce cas.

Naturellement, cette gouvernance financière n'a de sens que si elle s'accompagne de la volonté de relever les défis sociaux, institutionnels, économiques et climatiques qui s'imposent à nous à travers l'ensemble de nos politiques publiques, que ce soit par le développement de l'apprentissage, l'enseignement, le développement de la recherche et de l'innovation, le soutien à l'économie, l'attention portée aux infrastructures aéroportuaires, routières ou numériques, la mise en œuvre d'une véritable politique de transition énergétique et la définition d'une politique soucieuse de la qualité de vie, qu'il s'agisse d'environnement, de transports, de sport, de culture ou de vie associative.

Toutefois, ce serait faire preuve d'un grand manque de lucidité quant au contexte financier actuel que d'affirmer qu'il suffira pour assumer nos responsabilités et relever ces défis, de simplement irriguer financièrement le territoire ligérien. Au contraire, il est fondamental d'agir par un mode d'action renouvelé tourné vers davantage d'efficience, de rationalisation et d'efficacité, et ce, dans le cadre d'une institution en mouvement, capable de s'adapter aux changements rapides et incessants qui caractérisent notre époque.

C'est à cette condition que nous pourrons à la fois protéger les Ligériens contre la crise, en étant réactifs et en actionnant tous les leviers dont nous disposons, et projeter les Pays de la Loire vers l'avenir, en étant plus prospectifs, en élevant la ligne d'horizon afin que notre région relève les grands défis économiques, techniques, sociaux et environnementaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Protéger les Ligériens et projeter la région : c'est la double exigence que porte la nouvelle majorité à travers les nouvelles politiques qui ont été engagées.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017

Alors que le Gouvernement annonçait un geste historique en faveur du renforcement de l'autonomie financière des Régions, l'analyse du projet de loi de finances permet de tirer deux enseignements qui viennent profondément en relativiser la portée :

- Outre leur insuffisance quant à leur montant ou à leurs modalités de mise en œuvre, ces annonces gouvernementales ne trouvent, à ce jour, aucune traduction législative définitive dans le projet de loi de finances
- Plus grave encore, le Gouvernement profite de ce nouveau véhicule législatif pour accélérer subrepticement son désengagement financier à l'égard de l'échelon régional.

Or, le langage de vérité est toujours préférable pour établir une relation de confiance durable. De telles manœuvres démontrent une nouvelle fois le manque de lisibilité ainsi que les contradictions de la démarche gouvernementale, brouillant gravement le message véhiculé auprès des Régions. Plusieurs choix gouvernementaux illustrent cette situation :

Le fonds de compensation des actions en faveur du développement économique : une mesure qui ne se révèle pas à la hauteur des enjeux véritables

Pour mémoire, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) organise le transfert de nouvelles compétences des départements aux régions, notamment dans le domaine des transports. Au-delà de ces transferts de compétences, la loi NOTRe est venue supprimer la clause générale de compétence qui, autrefois, permettait notamment aux départements d'intervenir en faveur du développement économique. Depuis cette loi, les départements voient leur interventionnisme économique fortement réduit sans que cette compétence ne soit pour autant transférée aux régions et, de fait, ne soit compensée financièrement, fragilisant la poursuite du financement des mesures d'accompagnements dont bénéficient certaines entreprises.

Les Régions, qui ont identifié ce risque de désengagement, ont appelé l'Etat à prendre ses responsabilités. Alors que près de 800 M€ auraient été nécessaires pour permettre aux Régions d'assumer leurs nouvelles compétences économiques et ainsi garantir la pérennité des dispositifs mis en place, et qu'un accord avec le Premier ministre avait pu être envisagé à 600 M€, il semble que l'Etat a pris la décision de limiter le fonds de compensation à un montant de 450 M€, une mesure insuffisante pour garantir pleinement la poursuite des actions anciennement menées par les départements.

A ce jour, le projet de loi de finances n'étant pas voté, aucune certitude n'existe sur la mise en place de ce fonds de compensation. Un amendement a été déposé visant à introduire dans la loi cette compensation financière au bénéfice des Régions.

L'attribution d'une part régionale de TVA : une mesure reportée à 2018

Afin de renforcer l'autonomie financière des Régions, le gouvernement a annoncé, le remplacement, à compter de 2018, de la DGF et du fonds de compensation des aides au développement économique par une fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée.

La Région milite pour l'avancement du calendrier et l'entrée en vigueur de cette mesure dès 2017.

L'aggravation du désengagement de l'Etat

La poursuite de la baisse de la dotation globale de fonctionnement

Depuis 2014, la contribution au redressement des finances publiques a été répartie entre les catégories de collectivités. A travers le projet de loi de finances pour 2017, le Gouvernement, au nom du soutien à la reprise de l'investissement local, procède à l'ajustement de la contribution du bloc communal qui voit ainsi son effort diminué de moitié.

S'il est essentiel de préserver la capacité d'agir du bloc communal, cellule de base de la démocratie, la Région dénonce l'analyse du gouvernement qui a abouti à cet ajustement unique, la contribution des régions et des départements demeurant, quant à elle, inchangée, alors même que, pour ces derniers, le gouvernement leur à laisser le solde des dépenses de la compétence économique. Aussi, avancer l'argument du soutien à l'investissement local pour diminuer uniquement la contribution du bloc communal c'est nier, d'une part, le fait que les départements et les régions portent plus de 35 % de l'investissement public local. C'est nier, d'autre part, la capacité du bloc communal, à l'inverse des Régions, à compenser la baisse des dotations à l'aide du levier fiscal. La Cour des Comptes affirme au deumerant, s'agissant du bloc communal que le dynamisme des impôts directs et indirects a plus que compensé la baisse accrue des dotations de l'État. Les Régions auraient pu elles aussi, comme les communes, bénéficier de ces ajustements.

La Cour des comptes a par ailleurs dénoncé, à maintes reprises ce coup de rabot ainsi que la méthode utilisée. Elle va même plus loin en affirmant, dans son dernier rapport sur les finances publiques locales publié en octobre 2016, que le dispositif de baisse de la DGF avait atteint ses limites.

La répartition de la baisse de la DGF entre catégories de collectivités locales est rappelée ci-dessous :

en Md€	Bloc communal	Départements	Régions	Total
2015	2,071	1,148	0,451	3,67
2016	2,071	1,148	0,451	3,67
2017	1,035	1,148	0,451	2,634

Entre 2013 et 2017, la baisse de la DGF représente pour la Région une perte nette de 77,7 M€ et 172,6 M€ en manque à gagner cumulé, soit une perte de 30 % par rapport à son montant de 2013, alors même que cette recette constituait 25 % des ressources de fonctionnement en 2013.

La baisse de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : une manœuvre subreptice qui accentue le désengagement de l'Etat

L'article 14 du projet de loi de finances présente 47 alinéas parmi lesquels une disposition s'agissant de l'élargissement de l'assiette des variables d'ajustement à travers l'intégration de la DCRTP.

De prime abord cette nouvelle mesure, noyée dans un flot de dispositions législatives pourrait paraitre tout à fait technique et dénuée d'enjeux véritables.

En réalité, il n'en est rien. **Au contraire, cette disposition, intégrée par le Gouvernement, sans annonce préalable, représenterait, pour la Région des Pays de la Loire, une perte de 3,5 M€ en 2017**. Cette baisse pourrait d'ailleurs s'accentuer les années suivantes.

On ne peut que dénoncer cette manœuvre déloyale du Gouvernement qui s'est évertué à inscrire en catimini une telle disposition, contredisant pleinement le message véhiculé auprès des régions quant à son ambition de réduire le goulot d'étranglement financier auquel celles-ci sont exposées.

Il est donc attendu du gouvernement une modification de cette disposition inscrite, au moment de la rédaction de ce rapport général, dans la loi de finances 2017.

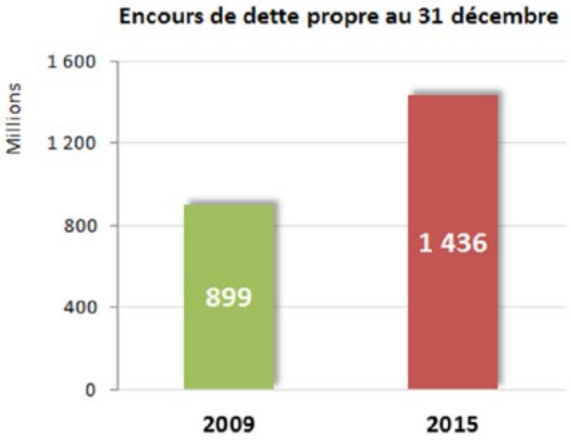
LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES DU BUDGET PRIMITIF 2017

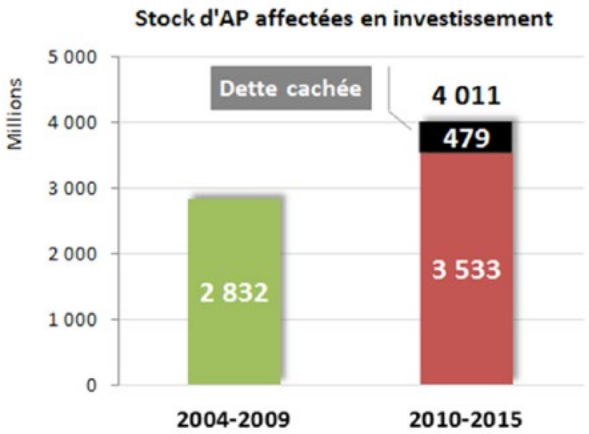
Un budget 2017 inscrit dans une perspective pluriannuelle responsable

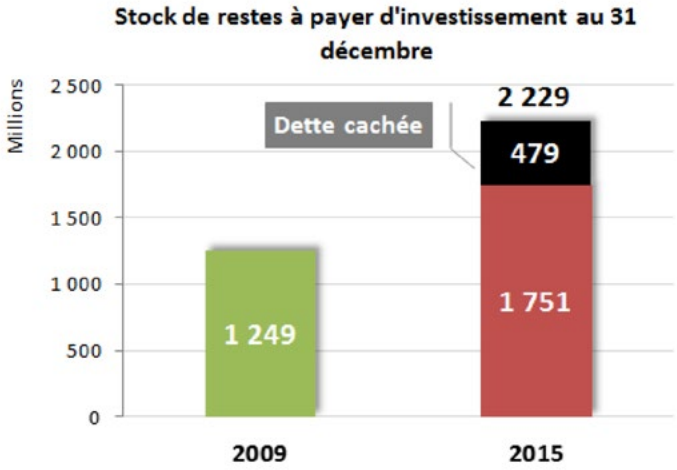
Une nécessité impérieuse : mettre fin à la dérive des dépenses et de la dette de l'ancienne majorité

Les choix budgétaires effectués par l'ancienne majorité, en particulier depuis 2013, exercent encore des effets sur la situation des comptes publics de la Région pour la préparation du budget primitif 2017.

En effet, en plus d'une croissance continue des dépenses de fonctionnement, l'exécutif précédent a fortement contraint l'avenir par des dépenses d'investissements beaucoup trop élevées au cours des années 2013/2015 (moyenne de 584 M€), au regard de nos capacités financières misant sur d'hypothétiques recettes qui ne sont jamais venues. Cela se constate simplement à travers la croissance simultanée des autorisations de programme (plus de 4 Milliards d'euros entre 2010 et 2015 en reprenant les engagements non budgétés contre 2,8 Milliards entre 2004 et 2009), l'accroissement considérable de la dette (+ 537 Millions d'euros) et l'augmentation très forte des restes à payer (+ 980 Millions d'euros).







Cette dérive des dépenses a généré une dette et des restes à payer qui contraignent les volumes de dépenses d'investissement sur le mandat actuel.

Un choix responsable : limiter le montant des autorisations de programme sur le mandat pour préserver la maîtrise des équilibres budgétaires

Un choix responsable est aujourd'hui de ramener le volume des autorisations de programmes, qui sont des futurs crédits de paiement, à un niveau soutenable. C'est pourquoi, il est impératif de quitter cette zone des 4 milliards d'euros du mandat précédent pour aller même en-dessous du volume du mandat 2004/2009, de 2,8 milliards d'euros. Notre trajectoire pluriannuelle nous permettra ainsi de maitriser notre capacité de désendettement à hauteur de 7 années d'épargne brute à la fin du mandat. Le montant des autorisations de programme sera donc dimensionné pour permettre des dépenses d'investissement annuelles de 450 M€ en moyenne, avec une cible proche de 400 M€ en fin de mandat, à périmètre constant.

S'agissant des autorisations de programme, celles-ci s'élèvent à 582,56 M€ sont en diminution de 27,4 %, soit - 219,4 M€ et ce alors même qu'elles intègrent 35,6 M€ d'AP au titre des fonds européens (contre 0 en 2016) et 19,5 M€ pour le schéma directeur numérique. Au titre des nouveaux projets lancés à l'occasion de ce Budget primitif, il peut être souligné les nouveaux contrats de territoire (75 M€), la politique routière d'intérêt régional (28 M€), les infrastructures ferroviaires (53,9 M€).

Globalement les autorisations d'engagement augmentent de 8,4 % par rapport au BP 2016, soit + 49,8 M€ à 642,8 M€. Cette augmentation intègre 14,3 M€ d'AE supplémentaires au titre du fonctionnement du réseau de transport régional, 15,6 M€ d'AE pour le schéma directeur numérique et 73 M€ supplémentaires sur la formation professionnelle (hors plan 500 000 formation), soit une hausse de 102,9 M€. Il est rappelé qu'une part importante des AE concernant la formation professionnelle est votée seulement tous les 2 ans.

Hormis ces trois postes, globalement, les AE sont en diminution sur l'ensemble des autres politiques.

Une transparence volontaire et inédite : la Région Pays de la Loire est la seule Région en France métropolitaine engagée dans une démarche de certification des comptes

Au-delà de la volonté de maintenir sur le mandat une gestion responsable, nous avons décidé de nous porter candidat à l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités territoriales. C'est un choix lourd, structurant, qui permettra, en toute transparence, de fiabiliser les comptes et de disposer des marges de manœuvres pour assainir la situation financière de la collectivité à travers une analyse approfondie des comptes de la collectivité par une équipe de commissaires aux comptes.

La certification représente un gage de crédibilité auprès des financeurs, une garantie de la qualité et de la transparence de l'information comptable rendue aux citoyens et à leurs représentants au sein des assemblées délibérantes. Par ailleurs, cette démarche constitue également un véritable levier d'optimisation et un instrument de pilotage de l'organisation, des contrôles et des procédures internes pour l'ordonnateur en lien avec le comptable public.

Dès cette année 2017, une équipe de magistrats et d'experts de la Cour des Comptes et de la Chambre régionale des Comptes des Pays de la Loire viendra établir ses premiers constats sur nos procédures budgétaires et comptables. Les chantiers d'amélioration, et il y en aura, seront ensuite mis en œuvre au cours des trois années suivantes. La Région des Pays de la Loire sera alors la première région métropolitaine à s'engager dans la certification de ses comptes en 2020.

Une diminution des dépenses de fonctionnement, à périmètre constant

Le budget primitif 2016 avait permis une première baisse de 5 M€ des dépenses de fonctionnement au regard du budget 2015. Ce budget primitif 2017 ajoute une diminution de 10 M€, à périmètre constant. Cet effort supplémentaire particulièrement significatif est apparu indispensable à la fois pour faire face aux baisses de dotations de l'Etat (- 23,04 M€ de DGF) et pour permettre de dégager une épargne brute élevée (de 246,7 M€, soit + 11 M€), et ainsi de limiter l'emprunt à 219,5 M€ et les frais financiers à 35 M€.

Cette réduction des dépenses se constate sur les frais de structure qui sont réduits de 7%.

De même, les dépenses de communications sont une nouvelle fois réduites pour 2017 (de 300 000 €), après une forte baisse de 1,47 M€ au BP 2016. Le budget actions de communication de 5,2 M€ va ainsi permettre une stratégie de communication concentrée sur les grandes priorités de la collectivité et les nouvelles compétences que sont l'apprentissage, le développement économique, l'accompagnement des territoires, la transition énergétique et les transports.

Parallèlement, il est apparu normal d'associer les partenaires et les bénéficiaires des subventions de la Région à l'effort qu'elle fait elle-même. C'est pourquoi les subventions versées à des tiers ont été réduites, de l'ordre de 10 %. Naturellement, il est plus facile de laisser la dépense filer et répondre à toutes les sollicitations. Certaines pourraient au demeurant être tout à fait légitimes. Mais, il est de notre responsabilité de construire, dans la durée, un budget maitrisé. Un examen attentif de l'ensemble des dépenses de fonctionnement est apparu donc indispensable pour initier une vraie rupture avec les pratiques précédentes.

Compte-tenu de la hausse des dépenses des ressources humaines (+ 5 M€) imputables pour l'essentiel à la mise en œuvre des dispositifs ou des augmentations décidés par le Gouvernement (augmentation du point d'indice, réévaluation de la grille indiciaire de certaines catégories de fonctionnaires...) et de la hausse des dépenses liées à la convention avec la SNCF (+ 3 M€), les efforts d'économie des autres directions ont été particulièrement significatifs pour aboutir à une baisse nette, à périmètre constant, de 10 M€.

Ainsi, au global et à périmètre identique, le comparatif du niveau des dépenses de fonctionnement est le suivant : 770,34 M€ en 2017 contre 780,73 M€ au BP 2016 (-10,39 M€ soit -1,3%).

Des dépenses d'investissement significatives compatibles avec une trajectoire financière maitrisée

Des dépenses d'investissement de politiques publiques de 469 M€, hors FEADER

Une première rupture sur le niveau des dépenses d'investissement a été décidée en 2016, avec un budget, y compris budget supplémentaire et décisions modificatives de 544,15 M€, hors remboursement de capital et hors FEADER, alors que les dépenses inscrites au budget en 2015, à périmètre équivalent, étaient de 614,7 M€.

Pour 2017, ces dépenses d'investissement seront, toujours sur ce même périmètre, de 469,12 M€.

Cette réduction doit être rapprochée des prévisions d'atterrissage envisagées par l'ancien exécutif à l'occasion des orientations budgétaires 2015, qui prévoyaient pour 2016, un montant de 430 M€ (page 25 du rapport DOB 2015). Elle ne peut donc être contestée dans son montant. Il est simplement regrettable qu'elle n'est pas été respectée, ce qui aurait permis de ne pas dégrader autant la situation financière de la Région.

Les dépenses consolidées, c'est-à-dire en intégrant les effets de la loi NOTRe et les dépenses relatives au FEADER, représentent un montant de 592,70 M€.

Un niveau d'investissement qui soit le plus haut possible compatible avec la trajectoire financière

Le choix de ce niveau d'investissement, haut mais soutenable, permet de préserver la capacité de la Région à agir demain. Il aurait été plus aisé, comme pour les dépenses de fonctionnement, de multiplier les financements des projets d'investissements. Mais la situation financière rencontrée nous oblige. En effet, compte tenu des emprunts contractés, nous devons prévoir une inscription de 107 M€ pour le remboursement du capital.

Nous avons fait le choix de laisser à la fin du mandat une situation financière satisfaisante. Les budgets ultérieurs poursuivront cette stratégie, la seule possible pour l'avenir de notre Région.

Un niveau élevé de dépenses d'investissement en faveur de l'économie

Les priorités, en particulier en faveur de l'emploi local, pour faire émerger les PME du futur, pour faire des grandes mutations un moteur de production et pour faire de la formation la garantie des emplois de demain seront renforcées.

Les deux principaux ratios budgétaires, l'épargne brute et l'emprunt d'équilibre, s'améliorent par rapport au BP 2016

Le budget Primitif 2017 s'élève au total, hors gestion active de la dette, à 1 756,08 M€ en recettes comme en dépenses réelles, dont 1 056,38 M€ au titre des dépenses de fonctionnement et 699,7 M€ pour l'investissement.

A périmètre constant, c'est-à-dire hors loi NOTRe, plan 500 000 formations et FEADER, celui-ci s'élève à 1 384,28 M€ dont 808,16 M€ en fonctionnement (en incluant les frais financiers) et 576,12 M€ en investissement (en incluant le remboursement du capital de la dette).

L'épargne brute connait une progression de 10,9 M€ entre 2016 (235,8 M€) et 2017 (246,7 M€).

Simultanément l'emprunt est nettement réduit à 219,7 M€ en 2017 contre 235,8 M€ en 2016 (-16,1M€, soit -6,7%).

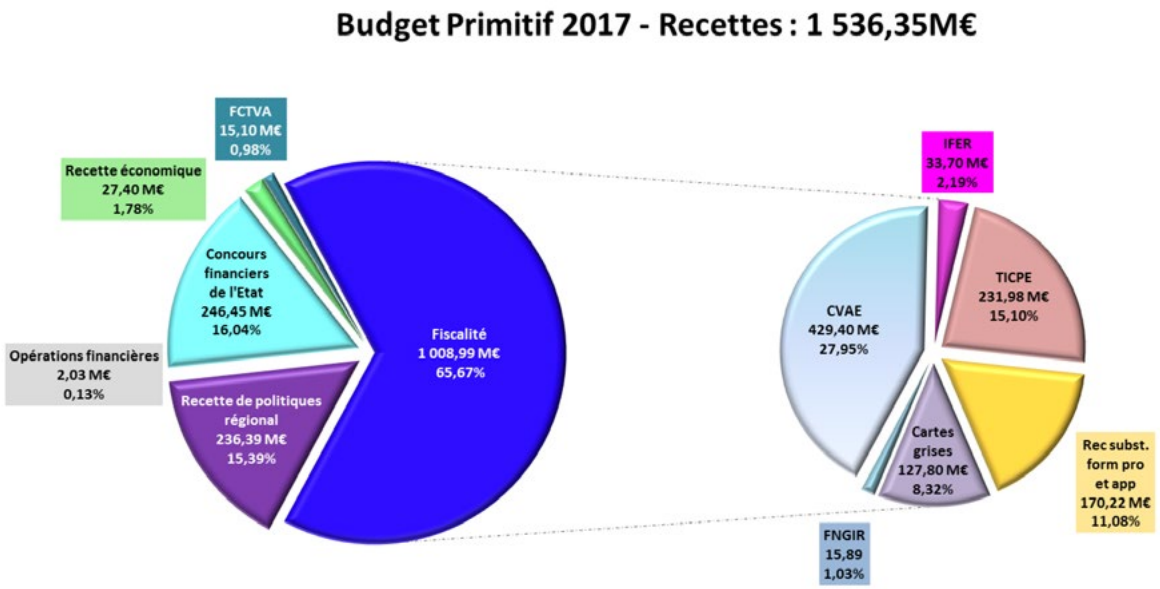
LES RECETTES DU BUDGET PRIMITIF 2017

Il est proposé d'inscrire au budget primitif 2017 un montant de recettes réelles de 1 536,35 M€ dont 1 303,08 M€ au titre de la section de fonctionnement et 233,27 M€ au titre de la section d'investissement.

L'analyse de l'évolution des recettes, à périmètre réel révèle une croissance des recettes réelles de + 25,21 % (soit + 309,36 M€) par rapport aux inscriptions présentées dans le budget primitif 2016.

S'agissant de la section de fonctionnement, cette analyse à périmètre réel démontre une croissance de + 23,91 % (soit + 251,48 M€).

S'agissant de la section d'investissement, l'exercice de comparaison à périmètre réel met en exergue une évolution des recettes de + 33 ,00% (soit + 57,87 M€).



Le budget primitif 2017 est l'expression des mutations majeures que subissent actuellement les Régions dont le rôle, au sein du paysage institutionnel local, a été profondément renforcé via divers véhicules législatifs successifs qui, en 2017, produiront pleinement leurs effets.

La montée en puissance des Régions se traduit par l'extension de leurs compétences, et, *de facto*, des recettes nécessaires au plein exercice de ces compétences.

En section de fonctionnement, ces nouvelles recettes sont les suivantes :

- **le transfert d'une nouvelle part de CVAE afin de compenser les transferts de compétences organisés par la loi NOTRe** notamment dans le domaine des transports. L'article 89 de la loi de finances pour 2016 prévoit l'attribution d'une part supplémentaire

de CVAE à hauteur de 25 % à l'attention des Régions. A compter de 2017, les Régions percevront ainsi 50 % de CVAE (dont 25 % issus de la CVAE départementale) tandis que les départements en percevront 23,5 %. Sous l'impulsion de la CVAE qui augmente ainsi de 111,86 %, les recettes fiscales affichent ainsi une hausse de 30,20 %.

- **La perception d'une nouvelle recette à inscrire pour un montant de 27,40 M€**. Comme évoqué plus en amont, au-delà des transferts de compétences, la loi NOTRe a supprimé la clause générale de compétence sur laquelle les départements, autrefois, se fondaient juridiquement pour organiser leur interventionnisme économique. Sous l'empire de cette nouvelle loi, les actions départementales en faveur du développement économique se trouvent dès lors fortement réduites sans que l'exercice de cette compétence ne soit pour autant transféré aux régions. Cette nouvelle recette est destinée à pérenniser la poursuite de ces actions au niveau régional. Toutefois, les intentions du Gouvernement n'ayant pas été inscrites en loi de finances, l'incertitude règne sur les modalités de perception de cette recette.
- **La montée en puissance de la formation professionnelle**, comme levier de réduction du chômage, en partenariat avec l'Etat, à travers le plan 500 000 formations. La prise en charge régionale de ce plan implique l'inscription d'une recette de 33,67 M€.

S'agissant de la section d'investissement, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) a transféré aux Régions la gestion des fonds européens. La montée en puissance de cette compétence permet l'inscription d'une recette en hausse de plus de 207 % (soit + 82,2 M€) s'agissant du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) par rapport au budget primitif 2016. Cette inscription justifie la croissance des ressources constatée sur la section d'investissement.

Toutefois, il convient de souligner que ces recettes sont exclusivement destinées à compenser les compétences nouvellement transférées aux Régions, telles que présentées ci-dessus.

Dès lors, la neutralisation de ces recettes destinées à financer de nouvelles dépenses est essentielle pour saisir pleinement les enjeux financiers de ce nouvel exercice budgétaire. En effet, l'analyse des ressources régionales à périmètre constant, révèle un contexte financier autrement plus contraint.

S'agissant de la section de fonctionnement, après neutralisation de la nouvelle part de CVAE, de la nouvelle recette liée au développement économique et du plan 500 000 formations, cette analyse révèle une baisse des recettes de 31,94 M€, celles-ci passant de 1 051,60 M€ au budget primitif 2016 à 1 019,66 M€ au budget primitif 2017 soit une baisse de 3,04 % qui se justifie essentiellement par :

- **La poursuite de la baisse des concours financiers (- 10,77 % par rapport au BP 2016) liée à la nouvelle retenue sur la dotation globale de fonctionnement (- 23,43 M€)**. Toutefois, en 2017, cette baisse est, par ailleurs, amplifiée par la baisse de la DCRTP à hauteur de 22,05 % (- 3,5 M€).
- **Une évolution limitée de la fiscalité** (+ 1,35 % en section de financement, réduit à + 1,32% en ajoutant la fiscalité en investissement). Le dynamisme attendu sur la CVAE (hors CVAE loi NOTRe) par rapport aux prévisions 2016 est contrebalancé, par, d'une part des prévisions en baisse s'agissant des recettes fiscales liées à la formation professionnelle et à l'apprentissage qui accusent une perte de 1,58 % et, d'autre part, un dynamisme atone s'agissant de la fiscalité indirecte.
- **Une baisse des recettes associées aux politiques régionales de 25,56 %**, qui s'explique essentiellement par la clôture de la période 2007-2013 des fonds européens.

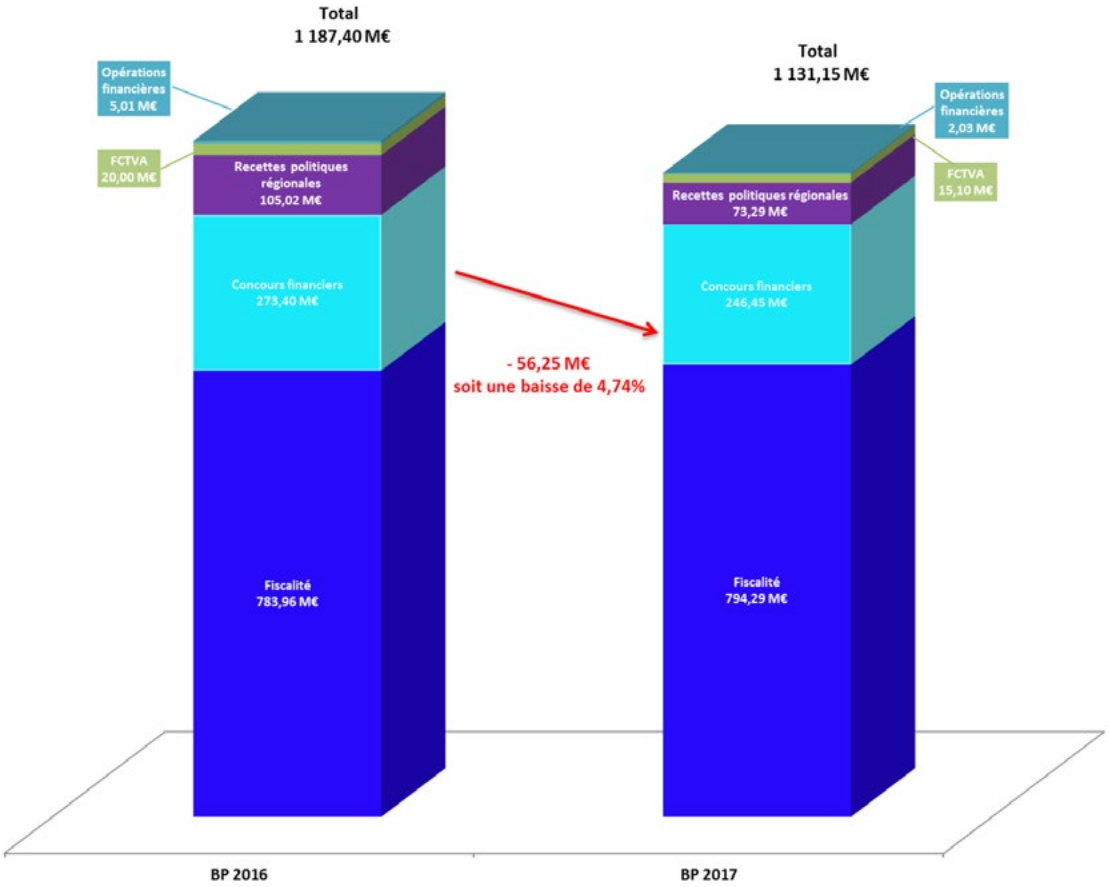
S'agissant de la section d'investissement, après neutralisation du FEADER, les recettes, qui passent de 135,80 M€ au budget primitif 2016 à 111,49 M€ au budget primitif 2017, accusent une baisse de 24,30 M€ soit - 17,90 % qui s'explique essentiellement par :

- **Une prévision à la baisse du FCTVA (-5,00 M€ soit une baisse de 25,00%)**
- **Des recettes associées aux politiques régionales (hors FEADER)** également en baisse de 17,85 M€ soit une diminution de 35,18% -principalement en raison de la clôture de la période 2007-2013 pour la gestion du FEDER.

A périmètre constant, la Région doit ainsi faire face, en 2017, à une baisse globale de ses recettes de 4,74 % soit 56,25 M€, par rapport aux inscriptions 2016.

Présentation de l'évolution des recettes à périmètre constant

hors plan 500 000 formations, hors loi NOTRe, hors FEADER



Les concours financiers de l'Etat continuent de diminuer fortement

En 2017, la Région des Pays de la Loire doit faire face à une nouvelle baisse des concours financiers de l'Etat (- 9,86 % par rapport aux prévisions budgétaires 2016). Outre la dotation globale de fonctionnement, en baisse depuis 2013, l'Etat amplifie, en 2017, son désengagement à l'égard de l'échelon régional, à travers l'annonce de la baisse de la DCRTP.

Au regard des dispositions législatives existantes, la Région des Pays de la Loire anticipe une baisse de sa dotation globale de fonctionnement de 23,43 M€. Aussi, il est proposé une inscription budgétaire d'un montant de 185,44 M€ contre 208,87 M€ au budget primitif 2016.

Par ailleurs, au regard du texte actuel de la Loi de Finances 2017, il convient d'anticiper une baisse de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) de 22,05 % soit un montant en baisse de 3,50 M€. Ainsi, il est proposé d'inscrire au budget primitif 2017, une recette de 12,37 M€.

Il est proposé de plus de reconduire, en 2016, le montant de la recette notifiée en 2016 de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) soit 18,60 M€.

Pour la Dotation Régionale d'Equipement Scolaire (DRES) il est proposé d'inscrire au budget primitif 2017, un montant de 23,12 M€ soit un montant identique à celui des exercices précédents.
Enfin, pour 2017, le montant attendu au titre de des allocations compensatrices de fiscalité est estimé à 6,92 M€ pour les Pays de la Loire, ce qui traduit une diminution de 4,69 % par rapport au budget primitif 2016.

Structure et évolution des concours financiers de l'Etat :
(du BP 2016 au BP 2017)

En millions d'euros

Concours Financiers	BP 2016	BP 2017	Evolution
Allocations compensatrices	7,26	6,92	-0,34
DRES	23,12	23,12	0,00
DGD	18,28	18,60	0,32
DCRTP	15,87	12,37	-3,50
DGF Forfaitaire	208,87	185,44	-23,43
TOTAL	**273,40**	**246,45**	**-26,95**

Les ressources fiscales : une évolution limitée soulignant le dynamisme contrasté de la fiscalité régionale

Comme évoqué plus haut, les nouveaux transferts de compétences organisés par la loi NOTRe s'agissant notamment des transports ont engendré une nouvelle répartition de la CVAE entre les Départements et les Régions qui se sont vues attribuer 25 % de CVAE supplémentaires autrefois perçue par les départements. A compter de 2017, les Régions percevront ainsi 50 % de CVAE (contre 25% auparavant) tandis que les départements en percevront 23,5% (contre 48,5% auparavant).

La CVAE devient ainsi la ressource principale de l'architecture fiscale régionale, son poids, dans le panier fiscal régional, représentant dorénavant 44,3 %.

A périmètre réel la fiscalité régionale croît de 28,70 % (section de fonctionnement et d'investissement cumulées), sous l'impulsion de la CVAE.

A périmètre constant, après neutralisation de la part supplémentaire de CVAE exclusivement destinée à compenser les nouveaux transferts de compétences, il convient de relativiser le dynamisme de la fiscalité régionale qui, d'une part, se limite à + 1,32% et, d'autre part, révèle une évolution contrastée selon la nature des ressources fiscales.

La fiscalité directe sans pouvoir de taux

Le produit attendu au titre de la fiscalité directe devrait s'établir à 478,99 M€ soit une augmentation de 89,99 % par rapport au budget primitif 2016 principalement due au transfert d'une part supplémentaire de CVAE estimée à 211,80 M€.

La neutralisation de cette nouvelle part permet de relativiser le dynamisme de la fiscalité directe alors limité à 4,83 %.

La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La CVAE est due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €. Le montant brut de cette cotisation est égal à la valeur ajoutée retenue comme base d'imposition à laquelle est appliqué un taux unique national fixé à 1,5 %. Jusqu'en 2016, les Régions bénéficiaient de 25 % du montant total de la CVAE collectée au niveau national. A compter de 2017, comme évoqué plus haut, elles percevront 50 % du produit de CVAE collecté.

S'agissant des prévisions 2017, les premières tendances communiquées par les services fiscaux font état d'une recette d'un montant de 429,40 M€.

En neutralisant la part issue de la loi NOTRe, la CVAE correspondant à l'ancienne part régionale représente 214,70 M€.

Conformément aux informations provisoires transmises par les services de l'Etat, il est proposé d'inscrire au budget primitif 2016 une recette de 429,40 M€.

L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

S'agissant de l'IFER ferroviaire, une analyse rétrospective sur la période 2012-2015 fait état d'une évolution moyenne de 2,00 %. Aussi, s'agissant des inscriptions 2017, il est proposé d'appliquer ce dynamisme et d'inscrire une recette de 12,00 M€.

S'agissant de l'IFER télécom, il convient d'anticiper une baisse de la recette. Cette dégressivité se justifie par la nature de l'assiette. En effet, cette taxe est assise sur les boucles locales cuivre des lignes téléphoniques. Or, avec le développement des techniques modernes de télécommunication telles que l'ADSL ou encore le déploiement de la fibre optique, la boucle cuivre est progressivement amenée à disparaitre. Pour 2017, il est proposé une inscription en baisse de 0,20 % soit un montant de 21,70 M€.

Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Ce reversement est non indexé, par conséquent, il est proposé de le reconduire à un montant identique à celui définitivement notifié par l'Etat en 2016 soit 15,89 M€

La Fiscalité indirecte avec pouvoir de taux : une évolution atone

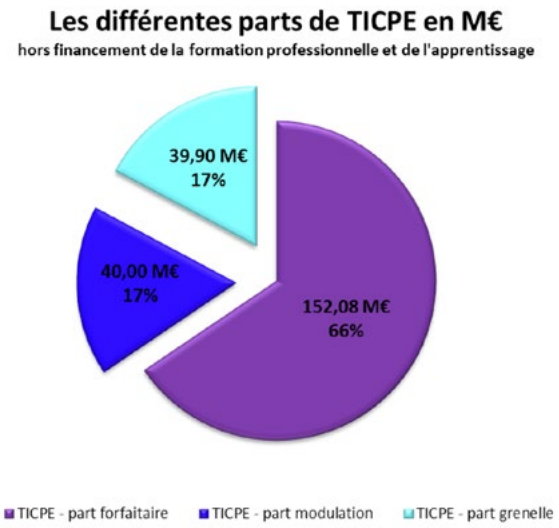
Depuis la réforme de la taxe professionnelle, la capacité de la Région à agir sur ses recettes fiscales, tant sur le taux que sur l'assiette, s'est fortement réduite. Ainsi, la fiscalité à pouvoir de taux regroupe exclusivement des taxes indirectes que sont la Taxe Intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TIPCE) et la Taxe sur les Certificats d'Immatriculation des Véhicules (TCIV) dite taxe sur les cartes grises. La Région des Pays de la Loire a choisi de ne plus lever la taxe sur les permis de conduire depuis 2004.

Le montant global estimé pour 2017 au titre de ces 2 taxes est de 359,78 M€ (dont 39,90 M€ s'agissant de la section d'investissement) contre 358,90 M€ au budget primitif 2016 soit une progression très limitée de + 0,25 %.

La Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)

La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est une fiscalité « partagée » entre plusieurs échelons institutionnels à savoir l'Etat, les Départements et - pour une moindre part - les Régions.

La taxe intérieure présente une structure complexe qui se décline en 3 parts distinctes :



La part régionale dite « fraction » :
La prévision 2017 n'anticipe qu'une très légère augmentation par rapport à la prévision 2016 liée à la compensation des transferts de personnels du CREPS estimée à 0,27 M€. A l'exception de cet ajustement, la Région n'anticipe pas de nouvelle valorisation de cette recette, les transferts de compétences étant principalement compensés via une nouvelle part de CVAE.

La part modulation
Chaque année, depuis 2011 cette modulation est reconduite dans les mêmes proportions à l'instar de la grande majorité des Régions métropolitaines.

S'agissant de la section de fonctionnement, les recettes générées au titre de la part fraction et de la part modulation sont estimées à 191,08 M€ soit une progression de 0,17 %

La part Grenelle
Les recettes générées sont évaluées à 39,9 M€ en 2017, et seront imputées en section d'investissement.

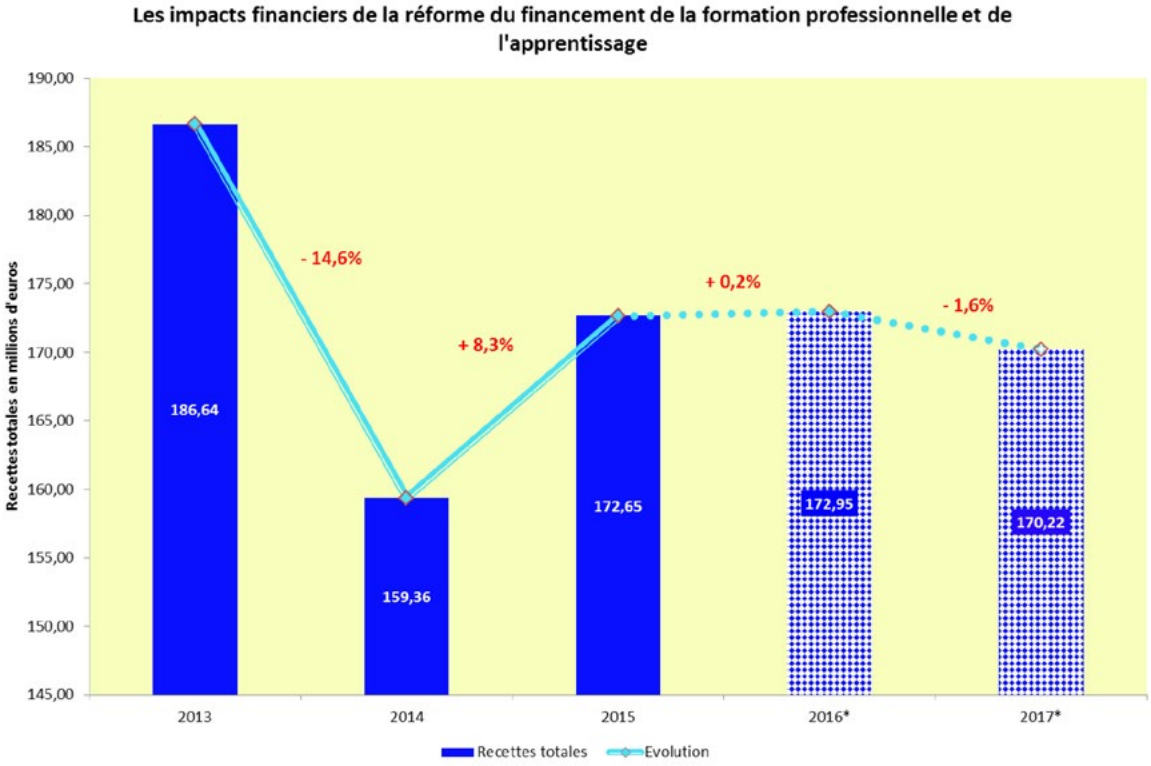
Taxe sur les cartes grises

Comme en matière de TICPE, le produit de taxe sur les cartes grises est relativement atone.

Le produit attendu en 2017 au titre de cette fiscalité indirecte est alors estimé à 127,8 M€ soit une progression très limitée de 0,25 % par rapport aux prévisions 2016.

Les ressources de substitution des recettes de la formation professionnelle et de l'apprentissage :

Le léger dynamisme attendu pour 2016 ne s'observera pas en 2017. Au contraire, il convient d'anticiper une baisse des recettes fiscales liées à la formation professionnelle et à l'apprentissage que l'on doit, pour l'essentiel aux aides et aux primes aux employeurs d'apprentis en baisse de 13,19 %. Le dynamisme constaté sur les autres ressources de formation professionnelle et d'apprentissage permet de contenir cette baisse à hauteur de - 1,58 %.



Les nouvelles ressources de formation professionnelle et d'apprentissage se composent de 3 blocs distincts :

- **Les recettes de formation professionnelle :** en 2017, seule la part relative aux frais de gestion devrait générer un dynamisme estimé à 0,59 %, ce qui conduit à proposer une inscription de 29,50 M€ à ce titre. 13,95 M€ sont par ailleurs attendus au titre de la part TICPE, un montant stable compte-tenu de la faiblesse des bases de TICPE.
- **La part régionale de la nouvelle taxe d'apprentissage : 106,1 M€** : elle comprend une part fixe qui s'élève à 98,4 M€ et une part variable d'un montant de 7,6 M€.
- **La compensation des primes aux employeurs d'apprentis :** Il convient de distinguer deux dispositifs, pour lesquels nous anticipons une baisse globale des recettes à hauteur de 13,19 % par rapport aux inscriptions 2016. Pour Les primes aux employeurs d'apprentis pour les entreprises de - 11 salariés, jusqu'en 2016, un mécanisme transitoire a été instauré s'agissant des contrats conclus avant 2013. A compter de 2017, ce mécanisme transitoire disparait et le nouveau dispositif de compensation au réel s'applique pleinement. La disparition de ce mécanisme transitoire justifie l'anticipation d'une baisse de 6,51 %. Il est donc proposé l'inscription d'une recette de 15 M€. Pour la nouvelle aide au recrutement d'un premier apprenti ou d'un apprenti supplémentaire pour les entreprises de - 250 salariés, l'année 2016 fut une année exceptionnelle. En effet, la mise en œuvre de la réforme du financement de l'apprentissage a pris du retard en 2015. Par conséquent une partie des recettes de 2015 a été basculée sur l'exercice 2016. La prise en compte de ce rattrapage nécessite d'anticiper une baisse de cette recette de 26,92 % pour l'exercice 2017 soit l'inscription d'un montant de 5,70 M€ correspondant au rythme de croisière anticipé pour cette recette.

Les recettes liées aux politiques régionales

Les recettes liées aux politiques régionales devraient s'établir à 236,4 M€ en 2017, soit une hausse de 63,46 % par rapport au Budget primitif précédent.

Cette hausse est essentiellement liée au plan national 500 000 formations (33,7 M€), dispositif mis en place en 2016 et intégré à l'occasion du Budget Supplémentaire 2016, aux recettes issues du FEADER pour la programmation 2014-2020, en progression de 82,2 M€, ainsi qu'aux recettes tarifaires liées aux transports routiers (7,6 M€)

En fonctionnement, les inscriptions atteignent 81,7 M€, soit une augmentation de 50,58% par rapport aux prévisions 2016. En investissement, les recettes sont prévues à 154,7 M€, soit une hausse de 71,2 %.

Cependant, si on neutralise ces recettes qui sous-tendent des dépenses équivalentes, les recettes de politiques régionales accusent une baisse de 30,2 % (- 35,18 % en investissement et - 25,56 % en Fonctionnement).

Participations :

Les participations d'investissement sont évaluées à 8,58 M€. Elles sont en baisse en raison de l'achèvement de projets générateurs de fortes dépenses d'investissements tels que la construction du Technocampus Océan (recette de 4 M€ en 2016). On peut noter en matière de Recherche, un dynamisme des recettes attendues au titre des versements des différents co-financeurs, à hauteur de 2 550 000 € pour l'Institut de recherche en ingénierie à Angers dont le bâtiment sera livré en 2017 et à hauteur de 4 146 300 € pour l'Institut de recherche en santé 2 à Nantes, établissement déjà livré, qui regroupe les équipes de recherche en infectiologie.

Les participations de fonctionnement sont prévues à 45,1 M€, soit une très forte progression de plus de 282,8 % liée au dispositif national 500 000 formations (33,7 M€). En dehors de cette recette qui implique des dépenses équivalentes sur toute la durée du dispositif, les participations de fonctionnement enregistrent une légère baisse de 2,82 M€, montant qui ne représente qu'une légère baisse de 2,9 %.

Gestion des fonds structurels européens :

Les recettes liées à la gestion des fonds européens connaissent une croissance rapide et importante liée à la montée en puissance de la Région en tant qu'autorité de gestion des politiques, pour la programmation 2014-2020. Les recettes du FEADER, en investissement, sur cette période, sont effet prévues à 121,8 M€, soit une progression d'un peu plus de 207 %. En fonctionnement, pour cette même période de programmation, les recettes du FEDER et du FSE ont également une progression très rapide, respectivement de 155 % et 133 %.

Au total, les recettes issues des fonds structurels européens augmentent de 66 %. Cette hausse concerne uniquement la programmation 2014-2020. La précédente est en forte diminution puisqu'il n'est plus attendu de recettes au titre du FEADER, ni du FSE. Seules des recettes d'investissement sur l'Axe 1 Innovation du FEDER, à hauteur de 3,7 M€ sont prévues pour 2017 au titre de la programmation 2007-2013.

Recettes tarifaires et de gestion :

Les recettes tarifaires s'établissent à près de 29 M€. Ces recettes correspondent à l'encaissement de produits domaniaux, de tarifs adoptés, de remboursements de charge et de recettes liées à l'activité courante de la collectivité. Pour 2017, elles sont uniquement imputées en fonctionnement. Elles sont en forte progression au Budget primitif 2017 (+34,25 %) en raison des recettes en matière de Transport scolaires, interurbains et maritimes liées au transfert de compétence de ces politiques vers les régions. Hors ces nouvelles recettes, les recettes tarifaires et de gestion sont stables par rapport au Budget Primitif 2016 ; il n'est enregistré qu'une légère baisse de 1,2 %.

Les recettes attendues les plus notables sont celles du fonds académique de rémunération des personnels d'internat (FARPI), à hauteur de 9 M€, des loyers des Technocampus Océan (1,58 M€ et Technocampus EMC2 1,23 M€)

Remboursement de prêts et d'avances

Les remboursements de prêts et d'avances devraient générer 7,5 M€ de recettes en 2017 dont 6,46 M€ en investissement correspondant pour une large partie au remboursement du capital prêté par la collectivité aux entreprises, dans le cadre de sa politique d'aide au financement des projets économiques innovants et contribuant à la préservation ou la création d'emplois.

En fonctionnement, l'inscription de 1,04 M€ est également proposée, correspondant essentiellement aux intérêts des avances remboursables en matière économique et prêts régionaux de redéploiement industriel (P2RI).

Recettes exceptionnelles :

Les recettes exceptionnelles s'établissent à 3,53 M€, en légère progression par rapport au Budget Primitif 2016. On peut noter une recette attendue de 0,9 M€ notamment pour le lycée E. Mounier à Angers. Egalement, 2,48 M€ de reversements de subventions sont prévues pour des opérations d'infrastructures ferroviaires concernant les lignes Nantes-Saint Gilles-Croix-de-Vie et Nantes-Pornic.

Le Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le BP 2017 prévoit des recettes en baisse par rapport aux années précédentes en raison d'un niveau de dépenses éligibles moindre, la part de subventions étant plus importante que les opérations en maîtrise d'ouvrage.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2016 a introduit une nouveauté concernant le FCTVA, à savoir l'élargissement du bénéfice du fonds aux dépenses d'entretien des bâtiments et de la voirie. Depuis 2009, ces charges d'entretien s'élèvent en moyenne aux alentours de 2 M€.

Les prévisions d'inscription budgétaire pour l'exercice budgétaire 2017 intègrent cette modification de la structure des dépenses d'investissement et s'élèvent à 15 M€ contre 20 M€ au BP 2016. S'agissant de l'élargissement de l'assiette de FCTVA aux dépenses d'entretien et de la voirie, l'impact financier de cette mesure est estimé à 0,10 M€ par an rattaché à la section de fonctionnement.

Les opérations financières

Au titre des recettes liées aux opérations financières, 2,02 M€ de recettes sont inscrites au budget primitif 2017, un montant en diminution de 59,6 % par rapport à 2016.

Les inscriptions en recettes de fonctionnement sont proposées à 1,3 M€ et les recettes d'investissement à 0,72 M €.

En Investissement, les produits issus des désinvestissements des différents fonds communs de placements à risques (Ouest venture 1 et 2, Atalaya et Aerofund) conduisent à l'inscription de 0,72 M€ de recettes. En Fonctionnement, les recettes sont issues des reprises de provisions pour dépréciation d'actifs (0,6 M€) ainsi que des produits des opérations de marché (0,7 M€).

LES CONDITIONS DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

L'équilibre formel du budget et de chacune de ses deux sections de fonctionnement et d'investissement fait intervenir des crédits de dépenses et de recettes destinées aux opérations dites d'ordre. Ces dernières sont cependant exclues des calculs financiers déterminant l'épargne et l'emprunt de l'exercice.

Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre, généralement équilibrées en dépenses et en recettes, sont destinées à affiner l'information comptable relative au résultat de l'exercice et au patrimoine de la collectivité.

Elles sont imputées sur des chapitres budgétaires spécifiques et ne donneront pas nécessairement lieu à exécution budgétaire.

L'amortissement des immobilisations

La dotation aux amortissements des immobilisations s'élève à 300 M€ à inscrire en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement.

Les dispositions adoptées pour atténuer l'impact budgétaire de ces mouvements sont proposées à hauteur de 270 M€ (recettes de fonctionnement / dépenses d'investissement). Egalement, 30 M€ de recettes de fonctionnement et dépenses d'investissement sont nécessaires à la reprise comptable de subventions d'investissement, ce mécanisme concernant principalement la Dotation Régionale d'Equipement Scolaire (DRES).

Les opérations patrimoniales

Les opérations patrimoniales sont des opérations d'ordre impactant la seule section d'investissement. Il s'agit le plus souvent de modifications d'imputations faisant suite à des changements de nature des éléments constitutifs du patrimoine régional. 120 M€ sont proposés à ce titre, en dépenses et recettes d'investissement.

L'ajustement du virement entre sections budgétaires

Les dépenses de fonctionnement budgétées au titre du virement entre sections budgétaires constituent la variable d'ajustement de cette section ; il s'agit d'un résultat prévisionnel ne donnant pas lieu à la passation d'écritures comptables.

Recettes et dépenses réelles et d'ordre de la section de fonctionnement faisant ainsi apparaître un excédent de 246,7 M€, ce montant fait l'objet d'un transfert en section d'investissement matérialisé par une dépense de fonctionnement complémentaire et une recette d'investissement équivalente.

Les opérations de gestion active de la dette

Les opérations neutres de gestion active de la dette inscrites à hauteur de 150 M€ en dépenses et en recettes, sont constituées d'opérations réelles et d'opérations d'ordre. A ce titre, 75 M€ sont inscrits en mouvements réels et 75 M€ en mouvements d'ordre, en dépenses comme en recettes.

Au total, les opérations d'ordre s'établissent comme suit :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	**546 703 341**	**300 000 000**
Amortissement des immobilisations / neutralisation	300 000 000	270 000 000
Reprise des subventions (DRES)		30 000 000
Virement entre sections	**246 703 341**	
Investissement	**495 000 000**	**741 703 341**
Gestion active de la dette	75 000 000	75 000 000
Amortissement des immobilisations / neutralisation	270 000 000	300 000 000
Reprise des subventions (DRES)	30 000 000	
Virement entre sections		**246 703 341**
Opérations patrimoniales	120 000 000	120 000 000
TOTAL	**1 041 703 341 €**	**1 041 703 341 €**

Après intégration des opérations d'ordre, l'équilibre comptable du budget primitif 2016 est donc obtenu dans les conditions schématisées comme suit :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	**1 603 083 222**	**1 603 083 222**
Opérations réelles	1 056 379 881	1 303 083 222
Opérations d'ordre	546 703 341	300 000 000
Investissement	**1 269 702 481**	**1 269 702 481**
Opérations réelles	699 702 481	452 999 140
Gestion de la dette	75 000 000	75 000 000
Opérations d'ordre	300 000 000	546 703 341
Opérations patrimoniales	120 000 000	120 000 000
Gestion de la dette (ordre)	75 000 000	75 000 000
TOTAL	2 872 785 703	2 872 785 703

Epargne et emprunt

Les propositions budgétaires permettent de dégager une épargne brute de 246,7 M€ qui viendra ainsi autofinancer l'effort d'investissement annuel.

Déduction faite de l'amortissement de la dette, l'épargne nette s'établit à 139,7 M€.

		BP 2016	BP 2017
	Recettes de fonctionnement	1 051 600 326	1 303 083 222
-	Dépenses de fonctionnement	815 728 735	1 056 379 881
=	**Epargne brute**	235 871 591	246 703 341
-	Amortissement de la dette	90 000 000	107 000 000
=	**Epargne nette**	145 871 591	139 703 341

La préservation d'un haut niveau d'autofinancement des investissements, par l'épargne et diverses recettes de la section d'investissement, conduit à maitriser l'emprunt à 219,73 M€ soit un recul par rapport à 2016 (-6,8 %).

	BP 2016	BP 2017
Dépenses d'investissement (hors amortissement de la dette)	557 035 770	592 702 481
(-) Epargne nette	145 871 591	139 703 341
(-) Recettes d'investissement)	175 395 045	233 268 811
Emprunt de l'exercice	235 769 134	219 730 329

LES TROIS COMBATS DU REDRESSEMENT RÉGIONAL : LE COMBAT POUR L'EMPLOI LOCAL, LE COMBAT POUR L'ÉQUITÉ TERRITORIALE, LE COMBAT POUR L'EFFICACITÉ RÉGIONALE

MISSION 1 Le combat pour l'emploi local

ACTION 1 Faire émerger les PME du futur

La Région prévoit, dans le cadre de l'exécution du schéma de développement, une approche efficace et complète de soutien aux entreprises. Par la construction d'un contrat de croissance, les dispositifs d'aides s'inscriront dans une chaîne de valeur orientée vers la croissance pour toutes les étapes de développement de l'entreprise. L'objectif sera de développer une politique de confiance fondée sur un engagement à moyen terme avec les entreprises dans le cadre du contrat de croissance entreprise.

Cette approche cohérente vise à simplifier le panel d'aides disponibles, afin qu'il soit à la fois accessible et mobilisé à bon escient. De même, la région poursuivra avec la CRCI la poursuite de l'optimisation du portail pmepaysdelaloire.fr (bientôt entrepriseenpaysdelaloire.fr) sous les angles de la dématérialisation et de la lisibilité.

Afin de soutenir les étapes clés de l'évolution des TPE et PME, d'appuyer leur prise de décision en termes de croissance ou de repositionnement et de renforcer leur compétitivité, le volet amont du contrat de croissance entreprises sera composé du nouveau dispositif pays de la Loire conseil (fusion de 9 dispositifs d'aides au conseil sectorielles) et du dispositif Dinamic animé par le réseau consulaire.

L'accès au crédit pour les entreprises sera facilité par une implication forte de la région sur ce thème, avec la constitution et la capitalisation des fonds de prêts, des fonds de garantie et des fonds de participation ou de quasi fonds propres, grâce à la mobilisation ambitieuse de 28M€ d'autorisation de programme et 27M€ de crédits de paiements. La région souhaite en effet mettre l'accent sur ces outils qui maximisent l'effet de recyclage dans l'utilisation des fonds publics ainsi que la mobilisation de capitaux privés.

La région fait également de la création et de la reprise d'entreprises l'une de ses priorités, en combinant des approches complémentaires : collaboration renforcée avec les associations de prêts d'honneur (prévoyant notamment l'abondement de leurs fonds de prêt), modernisation du dispositif Pays de la Loire création sous forme d'avance remboursable, et création d'un dispositif supplantant NACRE dans le cadre du transfert de la compétence d'accompagnement des demandeurs d'emploi dans la création d'entreprise.

A cet égard, il est important que la dynamique de croissance concerne tous les territoires. L'économie résidentielle est un vecteur de cette dynamique et son développement fera l'objet de mesures incitatives par la région : ce sont près de 4 M€ qui y sont destinés, à travers les partenariats avec la chambre des métiers et de l'artisanat, et la création d'un fonds régional d'aide au commerce Pays de la Loire Artisanat Commerce.

Plus généralement, la Région est particulièrement mobilisée dans le soutien aux évolutions économiques qui constituent des leviers de croissance pour ses territoires : transition numérique, innovation, appui aux filières en développement comme l'économie maritime, économie sociale et solidaire, RSE. Afin que ces nouvelles pratiques pénètrent efficacement le tissu économique, la région s'appuie sur plusieurs structures de développement économiques qui accompagnent les filières, à travers un plan de soutien de l'ordre de 11 M€ en autorisation de programme et crédits de paiement. La Région engagera aussi un dialogue de gestion avec les pôles et clusters afin que la mobilisation de moyens vise à répondre au plus près des attentes et besoins des entreprises. La réalisation d'un audit des plateformes régionales d'innovation débouchera par ailleurs en 2017 sur l'exploitation de synergies et l'appréciation de leur efficience. D'ores et déjà, la région demande à ces structures d'animation de partager la contrainte budgétaire et de réaliser des économies sur leur fonctionnement (10 % sur les pôles et cluster, 15 % pour les PRI).

La Région consacre en outre 37 M€ d'autorisation de programme et 30 M€ de crédits de paiements à toutes les formes d'innovation, en particulier les projets de recherche et développement et les infrastructures d'innovation. Pour son implication, la région privilégie le recours prioritaire à des soutiens sous la forme de prise de participation, de prêts ou d'avance remboursable, réservant le versement de subventions aux dossiers qui le nécessitent parmi les plus structurants. De même, la Région fera appel au concours de fonds privés pour le financement des projets immobiliers coûteux.

La Région entend enfin appuyer les entreprises dans leurs ambitions à l'international. Les acteurs économiques régionaux, et en particulier les PME, doivent être fortement sensibilisés aux atouts et chances de réussite que représente le développement de l'export. L'internationalisation de l'économie, et notamment un positionnement renforcé des entreprises ligériennes à l'export, constitue aujourd'hui un levier essentiel pour la croissance et l'emploi des territoires. La Région mobilise donc 5 M€ pour financer l'accompagnement des parcours pour aider les entreprises, en fonction de leurs objectifs, à « franchir une succession d'étapes » (conseil, accompagnement ciblé, salons, missions de prospection, VIE, joint-venture, implantation de filiale, groupement export etc...).

La Région veillera à coordonner un programme annuel de « missions de prospection collectives » et de participation à des grands salons et évènements internationaux, en lien avec ses partenaires (chambres consulaires, Etat, business France, BPI, COFACE, réseau des CCEF). Elle incitera dans la mesure du possible, au « jeu collectif » à l'international, en ciblant quelques grandes zones prioritaires à potentiel et en mettant en place, pour le grand export, sur 3 zones cibles (Amérique du Nord, Asie, Afrique).

ACTION 2 Faire des grandes mutations un moteur de production

De grands secteurs économiques sont particulièrement concernés par des mutations majeures. Parmi eux figurent l'énergie, l'agriculture, l'économie sociale et solidaire, le tourisme et la recherche.

La transition énergétique sera le défi majeur du XXIème siècle. C'est une troisième révolution industrielle, rendue possible par la convergence des énergies renouvelables et des technologies Internet, électroniques et satellitaires, qui est en train d'émerger. Elle constitue une porte de sortie pour retrouver une croissance, dite croissance verte, face à l'enjeu de l'épuisement des ressources fossiles et du changement climatique.

Forte de nouvelles dispositions législatives la plaçant en tant que chef de file sur l'énergie et le climat, la Région entend être le chef d'orchestre de la politique de transition énergétique pour accélérer la mise en œuvre de projets concrets sur l'ensemble du territoire régional. Pour cela, elle prend une initiative forte et s'engage au travers d'une feuille de route régionale de transition énergétique sur la période 2017-2021. Elle le fait avec la volonté de dépasser un discours écologique culpabilisant pour favoriser une écologie positive. La feuille de route transition énergétique est ainsi au cœur de la stratégie économique régionale, car il s'agit de construire dans les quarante prochaines années une infrastructure, qui génèrera à l'échelle régionale des milliers d'emplois. Elle le fait également avec l'envie de travailler étroitement avec ses partenaires, avec la volonté de s'appuyer sur les initiatives concrètes et innovantes des territoires, et avec le souhait que chaque Ligérien devienne acteur pour réussir cette transition. Enfin, elle s'engage à être une collectivité exemplaire en interne, sur sa consommation énergétique, ses bâtiments et ses modes de déplacement.

Elle s'engage au travers de 52 actions concrètes, organisées en 5 piliers thématiques (développement des énergies renouvelables ; transformation du parc immobilier et efficacité des entreprises ; développement de la mobilité durable ; stockage de l'énergie, du carbone et développement des usages innovants ; construction des réseaux intelligents), auxquels s'ajoutent 5 piliers transversaux. Le projet SMILE (SMart Ideas to Link Energies) sera au cœur des actions de la feuille de route.

La Région entend a minima atteindre les objectifs fixés dans le SRCAE, et plus concrètement : tripler sa production d'énergie d'origine renouvelable, rénover 100 000 logements d'ici 2021, et être la 1ère région de France en terme de mobilité durable.

Pour atteindre ces objectifs, la Région mobilisera 121 M€ sur 2017-2021, en complément de 71 M€ de fonds FEDER. En interne, la Région s'engage à consacrer 15 % des travaux du futur Plan d'investissement des Lycées (PIL) à la transition énergétique.

Ces moyens viendront compléter ceux mobilisés par les syndicats départementaux d'énergie (114 M€). L'ADEME s'est également d'ores et déjà engagée à consacrer 15 M€ à la transition énergétique dans le CPER 2015-2020. Ce partenariat sera conforté via une convention d'objectifs ADEME-Région sur la transition énergétique.

Dès 2017, la Région mobilisera sur l'ensemble des programmes budgétaires environ 50 M€.

Autres secteurs en profonde mutation, les filières agricoles et agroalimentaires. Ils sont en effet majeurs pour le développement économique régional avec plus de 110 000 emplois directs et une couverture de l'ensemble du territoire régional.

Suite à la présentation de la stratégie « agro-alimentaire » le 2 décembre 2016, la Région proposera, en mobilisant plus de 28 M€ d'AP et 5,1 M€ d'AE, des stratégies pour toutes les filières agricoles, du producteur au consommateur. Elle affirme par exemple l'importance de l'installation et de la

transmission en agriculture en proposant de nouveaux outils de financement, de sécurisation et de portage du foncier agricole. Afin de développer une agriculture multiperformante (économique, environnementale et sociale, la rénovation de l'écosystème de l'innovation collective en agriculture et en agroalimentaire sera une priorité. La modernisation des outils de production (PCAE, aides aux IAA,...) sera renforcée avec la mobilisation de plus 12 M€. Les outils de conseil seront pleinement mobilisés pour accompagner les entreprises dans cette mutation. Afin que ces secteurs rayonnent encore plus au niveau national et international, le « chasser en meute » sera favorisé, en lien avec une montée en puissance de la Région au niveau européen. En complément, le manger régional sera poursuivi afin d'atteindre les objectif de 100 % français, 50 % régional et 20 % de qualité.

La Région mobilisera pour la première année le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche afin d'accompagner la modernisation de la pêche et de l'aquaculture. Elle donnera les moyens aux flottilles, aux sites aquacoles marins et continentaux et des unités de première commercialisations se développer et de s'adapter aux marchés. De plus, les actions collectives et l'innovation seront particulièrement soutenues.

Troisième secteur économique en profonde mutation, l'économie sociale et solidaire fait également l'objet d'une stratégie régionale dédiée et bénéficiera en 2017 d'un soutien de la Région de l'ordre de 1 M€ en autorisation de programme et crédits de paiement. Ces moyens sont destinés à faciliter l'accès des acteurs de l'ESS aux dispositifs régionaux génériques.

La filière touristique connaît également des adaptations majeures. C'est pourquoi, la Région mobilise 5 M€ d'autorisation de programme et de crédits de paiement pour répondre aux enjeux de la filière tourisme, à travers quatre priorités identifiées dans le nouveau schéma régional de développement du tourisme et des loisirs : plus d'attractivité avec la reconquête de l'international, plus d'équilibre avec l'accompagnement de tous les territoires, plus compétitivité avec le soutien apporté aux professionnels et plus de proximité avec le renforcement du réseau CRT/acteurs du tourisme.

Enfin, dans un environnement en forte mutation, marqué par une concurrence croissante entre les acteurs à l'échelle nationale comme internationale, la Région participe au renforcement de la compétitivité de la recherche ligérienne. La Région porte en particulier l'ambition de contribuer à l'attractivité du territoire (au travers de l'appel à projets « connect talent » et du soutien aux « étoiles montantes ») et d'accompagner des investissements structurants. De plus, la Région soutient l'internationalisation des laboratoires (mobilisation des financements européens du programme Horizon 2020) et leur ouverture vers les entreprises (diffusion de l'innovation) et le grand public (diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle). Globalement, le BP 2017 de la Région prévoit 22,5 M€ d'AP, 8,5 M€ d'AE, et 35 M€ de CP pour mettre en œuvre ces priorités.

ACTION 3 Faire de la formation la garantie des emplois de demain

Pour permettre aux ligériens un accès facilité à l'emploi, il est nécessaire d'adapter l'ensemble de nos actions de formations, du lycée à l'enseignement supérieur et de l'apprentissage à la formation professionnelle.

La politique régionale des lycées concerne aussi bien les travaux de constructions, de rénovation ou d'entretien que le fonctionnement quotidien des lycées.

Au titre de la politique d'investissement dans les lycées, l'année 2016, fin de la période de programmation du Plan d'Investissement des Lycées 2011-2016, a été marquée par la nécessité pour la nouvelle majorité de voter une autorisation de programme de 399 000 000 € afin de pouvoir procéder à l'affectation budgétaire totale nécessaire à la réalisation des opérations de ce Plan.

L'action régionale portée par la nouvelle majorité est tournée vers l'avenir, avec l'élaboration en cours d'un nouveau Plan pluriannuel d'Investissement des Lycées, dans une démarche de prospective opérationnelle et budgétaire objectivée et réaliste. Ce Plan tirera les conséquences des résultats des études démographiques lancées à l'échelle du territoire régional, pour une mise en œuvre en 2018.

L'année 2017 se présente donc comme une année de transition, avec la volonté de répondre pleinement aux besoins de travaux dans les établissements nécessitant une réponse avant la mise en œuvre du prochain Plan d'Investissement des Lycées. Une enveloppe de 16 910 000 € est ainsi programmée pour le lancement des opérations urgentes ou prioritaires.

Par ailleurs, une nouvelle enveloppe de 2 M€ sera consacrée à la suite du Plan de sûreté dans les EPLE. Elle permettra de répondre à une deuxième phase d'amélioration de la sûreté, nécessaire pour les établissements ayant présenté des besoins en fin d'exercice 2016.

En 2017, au titre de ses compétences obligatoires, La Région soutient le fonctionnement des lycées publics à travers les 32,668 M€ de la DACF. L'évolution de ce montant prend en compte une résorption proportionnée des fonds de réserves existants dans les EPLE ainsi que le soutien concomitant aux établissements les plus en difficulté des moyens budgétaires (32,668 M€).

Soucieuse de garantir les conditions matérielles d'exercice de la liberté d'enseignement et de choix éducatif des parents, une réévaluation des moyens de fonctionnement des lycées privés sous contrat est proposée pour tenir compte de la hausse des effectifs constatée à la dernière rentrée (35,189 M€), dans l'attente de la future contractualisation avec les têtes de réseau de l'enseignement privé ligérien.

La Région veillera à doter les lycées d'équipements adaptés garantissant de bonnes conditions de vie de ses lycéens (9 M€). L'usage et l'appropriation des TICE (6,5 M€) demeurent en 2017 une priorité régionale. La Région accompagne aussi dans ce cadre la forte montée en capacité des ouvertures de formations professionnelles sous statut scolaire (doublement des ouvertures par rapport à l'an dernier). La Région accompagnera les lycées privés dans leurs projets d'investissements, établissements qui, à l'instar du public, font face à une poussée démographique (25,350 M€), avec des soutiens à des opérations structurantes (ex : lycée J. Wresinski d'Angers pour 2,8 M€).

Les divers dispositifs d'aides sociales en faveur des lycées publics et de tous les lycées privés sont maintenus et amplifient l'effort de rattrapage au profit des établissements privés sous contrat qui se fera sur 3 et non 5 années (+ 174000 €) : Gratuité des manuels scolaires, Dotation de crédits d'équipement professionnel, Fonds social lycéen régional, Aides aux besoins spécifiques, Bourse au mérite seront poursuivis.

L'action éducative en faveur des jeunes se déclinera pour cette année scolaire 2016/2017 en cours, à travers la poursuite des dispositifs de Déconcentration de crédits éducatifs et de crédits éducatifs – Mobilité européenne, complétés des actions à dimension régionale, qui confortent l'autonomie et la responsabilisation des établissements. Au terme du travail de mise en cohérence de l'ensemble des

actions du Programme d'Actions Educatives, qui sera opéré au cours du 1er semestre, un nouveau programme « Jeunesse et Civisme » verra le jour. Il sera proposé aux établissements et aux acteurs du territoire à la prochaine rentrée scolaire 2017.

Dans le cadre de ses nouvelles responsabilités, la Région se mobilisera plus encore en faveur de l'orientation des jeunes et de lutte contre le décrochage. Son action s'illustrera notamment à travers les dispositifs d'aides à l'information sur les métiers, les emplois et les formations mais aussi à travers la création et la montée en puissance des nouvelles écoles de production sur le territoire régional (0,687 M€).

Par ailleurs, pour 2017, les orientations des politiques régionales d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle poursuivent 5 ambitions :

- Combattre pour l'emploi en organisant une offre de formation professionnelle totalement renouvelée à destination de près de 30 0000 apprenants, dont 22 000 demandeurs d'emploi qui est efficace, lisible, souple et réactive et qui répond aux attentes des entreprises et des chômeurs ligériens (jeunes, décrocheurs, adultes, séniors, demandeurs d'emploi sans qualification...). Cette nouvelle offre régionale de formation, dans un cadre financier rationnalisé et dans un partenariat renouvelé avec Pôle emploi et les partenaires sociaux, met notamment l'accent sur les formations courtes d'adaptation à l'emploi, en particulier à destination des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans. Ces actions permettent en effet de répondre aux besoins immédiats en compétences et aux engagements des entreprises de recruter des demandeurs d'emploi. Entièrement repensée, la nouvelle offre s'organise autour de 3 objectifs « PREPA » (formations préparatoires et d'insertion), « VISA » (formations qualifiantes sur les métiers porteurs) et « ACCES » (formations de professionnalisation directement connectées à l'emploi). Elle repose sur une logique de performance afin que chaque euro engagé dans la formation soit un euro en faveur de l'emploi. Une attention particulière sera donc attendue des organismes de formation quant à la qualité des formations délivrés et aux résultats atteints en matière d'insertion professionnelle.
- Assurer la mise en œuvre de la compétence régionale renforcée en matière de formations sanitaires et sociales, en réponse aux enjeux de santé et d'inclusion/insertion sociale des Ligériens ;
- Franchir un nouveau cap en exerçant de nouvelles missions d'animation territoriale des acteurs de la formation et de coordination des acteurs locaux de l'orientation et de l'emploi en cohérence avec sa demande de délégation de compétences auprès de l'Etat ;
- Sécuriser les parcours des publics en formation en agissant sur les conditions de vie et la rémunération et des élèves, étudiants et stagiaires en formation professionnelle ;
- Simplifier la vie des demandeurs d'emploi, des élèves et stagiaires, des prestataires de formations et des partenaires de la Région dans le champ de la formation, en misant sur la dématérialisation des échanges (marchés publics, émargements dématérialisée des stagiaires...), la modernisation et l'interfaçage des systèmes d'informations des acteurs publics ainsi que l'accès à une information claire et actualisée par les usagers sur les dispositifs régionaux (site web, applications mobiles).

La Région mobilisera un budget d'environ 196 M€ en CF (dont 156,4 M€ hors Plan 500 000) et 173 M€ en AE. Des dotations complémentaires sont également prévues en matière d'investissement (2,9 M€ en AP et en CP).

Dans un contexte budgétaire très contraint, le budget global de l'Apprentissage pour l'année 2017 a été préservé par un engagement financier ambitieux, en lien avec le Plan de relance de l'Apprentissage et la mise en œuvre de ses trente mesures. L'objectif premier est de conforter les premiers effets déjà produits et l'évolution significative du nombre de nouveaux apprentis (+ 6,8 %) observée lors de cette rentrée. Tous les programmes de cette politique évoluent à la hausse à l'exception des primes aux employeurs d'apprentis dont les crédits de paiement sont désormais mieux régulés en lien avec une mise en œuvre plus fluide des différentes aides désormais stabilisées.

L'accompagnement financier du fonctionnement des CFA est en évolution de 3,3 % pour prendre en compte la volonté forte de renouvellement de l'offre de formation. Ce sont 34 nouvelles ouvertures de formation qui ont ainsi été actées dans la continuité du Grenelle de l'Apprentissage, portant à 98 le nombre total de ouvertures de cette rentrée. Ce budget concernant le fonctionnement des CFA intègre également l'ensemble des mesures ayant pour objectif le développement du nombre de contrats via le renforcement des postes de développeurs et de conseillers jeunes-entreprises dans les CFA ainsi que la sécurisation des parcours grâce au déploiement de différents dispositifs : garantie de poursuite de fin de formation, scolaires alternants, préparations à l'apprentissage.

Les aides aux apprentis évoluent également de 6 % pour prendre en compte l'évolution des effectifs, 1 200 apprentis supplémentaires attendus d'ici le 31 décembre 2016 ainsi que le tout nouveau Pass Permis.

Les actions éducatives qui concernent principalement la mobilité européenne et internationale et l'ingénierie de formation qui traite de la professionnalisation des acteurs sont également en hausse dans un objectif de développement qualitatif de l'apprentissage

Le programme orientation et la valorisation des métiers est en diminution pour ce qui concerne les crédits de paiement du fait de la périodicité des Olympiades des métiers dont les prochaines sélections régionales auront lieu en février 2018, il est par contre en augmentation pour ce qui est des autorisations d'engagement ; Il s'agit de prendre en compte les nouvelles mesures du Plan de relance ayant vocation à mieux faire connaître l'apprentissage auprès des jeunes, des familles et des entreprises, ce sont notamment : l'ApprentiBus, les Ambassadeurs de l'Apprentissage, l'évènement annuel dédié à la valorisation de l'Apprentissage « Le plus court chemin vers l'emploi ».

Par ailleurs, dans le cadre du soutien aux projets et investissements des acteurs de l'enseignement supérieur, réaffirmé à l'occasion de l'adoption du rapport d'orientations sur l'Enseignement supérieur et la recherche, la Région participe aux investissements menés, par les établissements publics et privés, en réponse au défi démographique : des projets immobiliers importants seront ainsi soutenus en 2017 (projets ajoutés au CPER ESR, extension de l'ICES, reconstruction des ateliers de l'ICAM...), ainsi que des investissements nécessaires à la transition numérique de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, une réflexion sera conduite sur l'évolution des dispositifs d'accompagnement de l'orientation des jeunes (en particulier pour renforcer le continuum Lycée – enseignement supérieur) et une nouvelle contractualisation sera proposée aux universités et à l'Université Bretagne Loire, en privilégiant les projets qui contribuent à la réussite des jeunes. Dans ces perspectives, le BP 2017 prévoit 15,5 M€ d'AP 1,96 M€ d'AE et près de 15 M€ de CP.

Dans le prolongement de l'enseignement supérieur, la Région contribue à la mobilité étudiante. En effet, l'ouverture internationale des jeunes participe de leur formation et de leur réussite. La Région

soutient ainsi fortement la mobilité « sortante » des étudiants : le dispositif Envoléo accompagne chaque année plus de 3 000 étudiants ligériens dans leur mobilité à l'étranger ; il sera ajusté pour davantage de complémentarité avec les soutiens accordés dans le cadre du programme Erasmus plus. Dans ce cadre, une AE de 2,9 M€ est proposée, ainsi qu'un volume de CP de 3,1 M€ (notamment pour honorer les bourses d'ores et déjà accordées pour l'année 2016-2017)

MISSION 2 Le combat pour l'équité territoriale

ACTION 4 Développer les infrastructures et les réseaux de demain

L'équité territoriale, c'est d'abord l'accès aux infrastructures routières, ferroviaires et portuaires mais aussi l'accès à la téléphonie mobile et au Très Haut Débit.

Disposer d'infrastructures et de services de transport de qualité et performants constitue un enjeu fondamental pour notre Région, afin d'assurer la mobilité au quotidien, favoriser le développement économique et combattre l'enclavement de certains territoires. A ce titre, 2017 sera une année historique pour les Pays de la Loire.

2017 verra le lancement d'une nouvelle politique routière d'intérêt régional à un niveau d'ambition jamais atteint, avec un montant global de plus de 115 M€. Par ailleurs, la Région portera une étude sur un nouveau franchissement de Loire en proche aval de Cheviré, infrastructure nécessaire à la continuité et au développement des liaisons stratégiques au sein de notre territoire et avec les autres Régions et l'Europe.

Elle verra aussi la livraison et la mise en service commercial de la LGV Bretagne Pays de la Loire qui permettra à Laval de se rapprocher de Paris avec un gain de temps significatif, tandis que les agglomérations d'Angers et de Nantes gagneront elles aussi quelques minutes avec la capitale. En même temps sera ouverte la virgule dite de Sablé-sur-Sarthe, permettant des liaisons rapides en TER entre Nantes, Ancenis, Angers et Sablé avec Laval, Vitré ou encore Rennes, avec un matériel régional qui empruntera pour la première fois en France, une ligne à Grande Vitesse. 2017 sera également l'année de mise en œuvre du cadencement généralisé des services ferroviaires régionaux. L'offre de transport sera ainsi restructurée et les missions de trains, clarifiées et plus cohérentes, seront de nature à encore mieux répondre aux différents types de marchés de déplacements à satisfaire (intervilles, périurbain, et la desserte de proximité en milieu rural).

La Région s'engagera sur de nouveaux projets d'infrastructures ferroviaires structurants, en particulier la modernisation des lignes Nantes-Bordeaux et Clisson-Cholet. Les études pour améliorer la fiabilité du trafic de la ligne actuelle Nantes-Angers et identifier des solutions permettant des gains de capacité significatifs et de temps de parcours sur cet axe, seront lancées.. La Région mobilisera au total 54 M€ sur ces projets en 2017. La concertation et les études se poursuivront aussi sur le projet ferroviaire structurant et d'avenir du grand ouest dit Liaisons Nouvelles Ouest Bretagne Pays de la Loire. La Région mobilisera au total 54 M€ sur ces projets en 2017.

Une nouvelle convention régira les relations Région-SNCF à compter du 1er juillet 2017. Les négociations sont en cours, avec trois objectifs majeurs fixés à la SNCF : un service équilibré sur le territoire, une exigence accrue sur la qualité de service et une amélioration de la performance économique du système.

Cette nouvelle convention s'inscrit dans un cadre plus large, qui est celui du transfert en 2017 des Départements à la Région des transports interurbains, à la demande et scolaires, suite à la loi NOTRe (200 M€ inscrit au BP à ce titre), ainsi que d'un nouveau rôle de chef de file en matière d'intermodalité, dans un paysage de la mobilité en mutation, avec une concurrence accrue du fait de nouvelles pratiques de déplacements tels que le covoiturage et les autocars dits Macron.

La Région saisit cette opportunité pour agir avec plusieurs projets forts : travailler sur l'optimisation des réseaux de transport entre les modes routiers et ferroviaires dans le cadre d'une grande étude sur la mobilité régionale, revisiter la gamme tarifaire TER dans le cadre d'une nouvelle liberté tarifaire qui devrait être octroyée aux Régions, mettre en place un billet unique multimodal digitalisé, et préparer l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux afin de challenger l'exploitant historique.

Enfin, le développement industriel de la zone portuaire du grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire et l'enrichissement de son offre multimodale aux acteurs économiques sont des leviers de croissance majeurs pour l'économie ligérienne. La région s'engage donc à les accélérer par un accompagnement à hauteur de 5 M€ environ ciblés sur les projets d'investissements tels que l'aménagement des voiries et des ouvrages fluviaux du site industriel de Saint Nazaire, l'aménagement du pôle logistique du Grand Tourteau, la restructuration de l'avant-port de Saint Nazaire, la création d'équipements pour la mise en place d'un service fluvial

Par ailleurs, l'accès à la téléphonie mobile et à une connexion Très Haut Débit fixe est aussi indispensable au développement économique des territoires qu'aux besoins de la vie quotidienne. Dans le cadre du pacte régional pour la Ruralité, la nouvelle majorité a adopté des mesures fortes en faveur du déploiement du très haut débit et de l'amélioration de la couverture en téléphonie mobile des territoires ruraux.

Dans ce cadre, la Région soutient les opérations de montée en débit et de déploiement de la fibre à l'abonné (FttH) des 5 départements de la Région. La Région s'est engagée à consacrer 118,8 M€ à cette politique.

Elle a également créé un fond régional pour la téléphonie mobile doté de 2,8 M€, destiné à cofinancer les opérations de résorption des centres bourgs situés en zone blanche et à prendre part à l'appel à projet lancé par l'Etat pour permettre le déploiement de la téléphonie mobile dans une quarantaine de sites stratégiques qui en sont dépourvus. Par ailleurs, le fond finance une étude qui sera menée en 2017, destinée à réaliser une analyse fine de la réalité de couverture des territoires en téléphonie mobile, toutes technologies confondues, à effectuer une comparaison avec les données des opérateurs et engager la discussion avec eux. Dans le cadre de cette étude, en septembre 2016, le syndicat mixte Gigalis a développé une application ayant permis le lancement d'une démarche participative ouverte à tous les Ligériens afin d'établir un meilleur diagnostic de la qualité des réseaux de téléphonie mobile.

15,8 M€ seront consacrés dans le budget 2017 à la mise en œuvre de ces engagements en faveur des infrastructures de très haut débit et de téléphonie mobile.

La Région concrétisera par ailleurs une des mesures annoncées dans le pacte pour la ruralité, avec la mise en place d'un soutien exceptionnel pour le raccordement final en très haut débit de 200 sites touristiques structurant en secteur isolé. La Région mobilisera 250 000 € en 2017 à ce titre.

ACTION 5 Agir au plus près des habitants

Agir au plus près des habitants, c'est à la fois, développer les projets portés par les élus locaux et défendre les projets des ligériens au niveau européen.

Les Pays de la Loire tirent leur force d'un modèle d'aménagement territorial équilibré entre un maillage serré de communes rurales, une solide armature de villes moyennes auxquels s'ajoutent de grandes agglomérations et la métropole nantaise.

Ce modèle est aujourd'hui bousculé par une nouvelle donne institutionnelle, budgétaire et territoriale qui risque de créer une fracture profonde entre les territoires et alimente le sentiment de déclassement chez beaucoup de nos concitoyens, en particulier des zones rurales.

Pour lutter contre ce phénomène préoccupant, la Région refonde sa stratégie territoriale. La première étape de cet engagement s'est traduite par l'adoption du Plan régional pour la Ruralité en juin dernier. La réforme de la contractualisation, présentée à cette session, complète cette nouvelle ambition.

Elle consacre la poursuite d'un soutien structurant et équilibré envers tous les territoires ; la volonté de s'engager vers de nouveaux partenariats, notamment avec les Départements et l'engagement d'outils plus simples et plus souples.

Cette priorité s'exprime aussi en termes financiers puisque la Région s'engage à hauteur du mandat sur un effort de 200 M€ au titre du soutien aux collectivités, qui s'ajoute aux actions nouvelles présentées lors du pacte régional pour la ruralité.

La Région a fixé comme priorité de ce mandat la lutte contre la fracture territoriale. Celle-ci se caractérise notamment par l'inégalité qui existe entre nos concitoyens d'un accès garanti à la santé partout et pour tous. Ce phénomène frappe durement de nombreux territoires ruraux mais également certains quartiers urbains. C'est autour de cet enjeu que se développe une «Région à plusieurs vitesses», comme l'a révélé la concertation sur le pacte régional pour la ruralité.

A cet égard, le Plan régional d'accès la santé partout et pour tous, présenté à cette session, est l'outil structurant et concret sur lequel la Région veut développer sa nouvelle stratégie d'accès aux soins.

Autrefois limitée au soutien à la construction des maisons de santé, l'ambition de la Région s'élargit pour s'inscrire désormais dans une action volontariste d'anticipation et d'accompagnement des territoires, en lien avec tous les acteurs locaux et régionaux.

Cet engagement se double d'un effort financier conséquent. Ainsi, sont inscrits 10 M€ en investissement qui seront consacrés à cet enjeu durant la mandature.

Le budget 2017 témoigne également d'une volonté d'agir rapidement. Certaines mesures du Plan régional sont opérationnelles immédiatement, comme le fonds régional d'accompagnement à l'innovation en santé (90 K€ en AP et 90 K€ en AE) ou le soutien aux territoires confrontés à une situation d'urgence d'accès aux soins (100 K€ en AE).

Parallèlement, la Région souhaite renforcer son action en faveur de la lutte contre les addictions. Un Programme régional spécifique y sera consacré et présenté à une prochaine session.

Mais agir au plus près des habitants c'est aussi faire la démonstration sur les territoires de la Région de l'intérêt de l'Europe. C'est le fil conducteur de la nouvelle stratégie régionale européenne, adoptée en octobre dernier, fixe ainsi le cap de l'action de la Région pour l'ensemble du mandat.

Cette stratégie a pour triple objectif de mieux porter les priorités régionales sur la scène européenne, de développer de nouvelles opportunités de financements européens et d'optimiser la mobilisation des fonds européens;

L'enjeu est clair : créer plus de richesses, d'activités et d'emplois dans nos territoires.

Le nouveau programme budgétaire 529 – « actions européennes »- rassemble notamment les moyens consacrés à cette stratégie :

- accompagner et soutenir plus fortement les porteurs de projets européens, au moyen notamment d'un fonds régional d'aide au montage de projets européens restructuré et renforcé ;
- développer un lobbying plus offensif pour mieux porter les priorités régionales et développer de nouveaux partenariats ; la Présidence de la Commission Arc Atlantique s'inscrit notamment dans cette volonté ;
- fédérer les énergies locales en développant un réseau efficace et actif comme la Région a su le faire au travers de sa candidature au projet européen Clipper en faveur de la compétitivité des PME dans le domaine des industries maritimes.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie, le Bureau de la Région à Bruxelles a un rôle majeur. C'est la raison pour laquelle la Région souhaite le renforcer, l'engager vers une stratégie plus offensive mais également le réorganiser autour d'une structure intrarégionale. Cela permet en effet de renforcer la visibilité de la Région, d'accroitre les synergies entre les acteurs et de favoriser une action ciblée sur des sujets clés.

Les 3 chambres consulaires régionales ont déjà confirmé leur volonté de rejoindre notre structure.

Enfin, suite aux assises de l'agriculture, le renforcement des relations et de la confiance entre la chaine alimentaire et les consommateurs apparaissent clairement comme un enjeu majeur. Les agriculteurs ont un rôle primordial dans cette relation avec les habitants.

ACTION 6 Renforcer notre qualité de vie

Notre qualité de vie au quotidien, c'est à la fois, un environnement naturel préservé et un environnement culturel, sportif et associatif développé.

L'état des masses d'eau est particulièrement préoccupant en Pays de la Loire. La Région entend se donner les moyens, en lien avec ses partenaires, pour agir sur cette situation. Ainsi, la Région signera en 2017 un partenariat avec l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Elle souhaite aussi développer les contrats

régionaux de bassins versants sur tous les territoires qui possèdent un schéma d'aménagement de gestion des eaux (SAGE) approuvés. L'objectif est de couvrir d'ici fin 2017 près de 90 % du territoire. Le renouvellement du contrat pour la Loire et ses annexes, avec les acteurs locaux et l'Agence de l'eau constitue également un enjeu fort pour ce fleuve qui traverse toute la région. Près de 6 M€ seront consacrés à l'eau et la Loire en 2017.

En matière de biodiversité, la Région, désormais chef de file, fait l'effort de maintenir son soutien aux 4 parcs naturels régionaux, et aux 20 réserves naturelles régionales, et souhaite accompagner les nouveaux projets de labellisation en réserves naturelles régionales. 2017 sera l'occasion de formaliser une gouvernance régionale sur la biodiversité et d'étudier les conséquences régionales de la loi Biodiversité de 2016.

La région fait le choix de formaliser la poursuite de son implication dans le soutien des territoires littoraux à la mise en œuvre de leurs plans d'actions et de prévention des inondations (PAPI). La Région prévoit de doubler son effort budgétaire entre 2016 et 2017 en faveur des digues en passant de 1,4 à 2,8 millions d'euros pour soutenir ces travaux essentiels à la sécurité des biens et des personnes.

Un budget de 7,8 millions sera consacré à la biodiversité et au littoral.

Après avoir augmenté le nombre de territoires pouvant bénéficier de mesures agri environnementales en 2016, la région maintient son effort pour 2017 sur ces mêmes territoires, pour soutenir les exploitations agricoles prenant en compte l'environnement ou favorisant des changements de pratiques favorables à la préservation de l'eau et de la biodiversité.

Enfin, en matière de déchets, l'année 2017 sera essentiellement consacrée à l'élaboration du plan régional de prévention et de gestion des déchets, dont la compétence a été confiée aux régions par la loi NOTRe. En parallèle, et conformément à la loi NOTRe et la loi de transition énergétique et de croissance verte, la région engagera un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Simultanément, en investissant de manière ambitieuse dans les champs culturel, sportif et associatif, la Région des Pays de la Loire œuvre à promouvoir des valeurs essentielles à la qualité de vie de chacun et à la construction de l'individu et de la société.

Sur le plan culturel tout d'abord, cet engagement lui permettra de soutenir la création et la diffusion aussi bien dans les domaines des arts visuels, du cinéma et de l'audiovisuel, des arts de la scène et du livre que dans le domaine des musiques classiques, traditionnelles et actuelles. Dans l'objectif de décloisonner l'offre culturelle sur le territoire, la Région favorisera les échanges entre création contemporaine et culture classique pour toucher un large public et encouragera la création de ponts entre salles de diffusion d'esthétiques différentes afin de croiser les publics et les acteurs.

La Région accompagnera également les territoires (communes, départements, associations) dans leurs animations et investissements culturels (3,8 M€) et proposera une offre culturelle d'excellence à destination des territoires de la ruralité. Elle soutiendra également l'élaboration d'une offre culturelle spécifique pour les publics très éloignés. Plaçant la transmission et la médiation au cœur de son ambition culturelle, elle réalisera un plan culturel numérique axé notamment sur les nouveaux outils de médiation culturelle et soutiendra le développement de liens entre pratique amateur et pratique professionnelle afin d'impliquer les professionnels dans leur rôle de vecteur de transmission. Enfin, la Région accompagnera les nouveaux modèles économiques, l'emploi et la formation dans le secteur culturel, en s'appuyant sur sa compétence en ce domaine.

Le volontarisme de la Région sur le plan culturel se traduira en outre par l'ouverture de nouveaux programmes de protection permettant de répondre aux attentes des habitants et des communes en matière de patrimoines protégé et non protégé, et par la création de deux nouveaux appels à projets destinés à restaurer et animer le patrimoine remarquable et le patrimoine vernaculaire.

La Région reconduit en 2017 un budget de 28,13 M€ en direction des politiques culturelle et patrimoniale.

La loi NOTRe a confirmé la compétence régionale sur le sport. Afin de permettre à notre territoire de rester parmi les plus sportifs de France et de lui conserver sa forte identité sur un certain nombre de disciplines très repérées, la Région poursuivra les actions de promotion du sport pour tous et la pratique de proximité (3, 2 M€) ; elle consacrera également 2 ,7 M€ au soutien du sport de haut niveau, ainsi que 1, 5 M€ au développement des équipements sportifs et de partenariats institutionnels emblématiques du territoire. Le lancement du projet de CREPS en 2016 (2, 1 M€ de crédits de paiement en 2017) vise à constituer un pôle régional de compétences en matière sportive, capable de mettre en synergie les missions de formation, d'entraînement, de recherche et de répondre aux enjeux sociétaux du sport pour en faire un établissement innovant du XXIe siècle.

Le renforcement de la qualité de vie pour chacun passe également par le soutien aux dynamiques associatives – essentielles à la construction de liens sociaux solides et pérennes –, à la lutte contre la grande précarité, à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'engagement des jeunes. La Région impulsera du reste, avec le monde économique et le monde associatif, la création d'un Fonds de dotation en soutien au bénévolat, valeur d'avenir. La Région consacrera 5, 5 M€ sur l'ensemble de ces politiques qui comportent un important volet jeunes avec le Pack 15-30.

MISSION 3 Le combat pour l'efficacité régionale

Plus que jamais, l'ensemble des administrations publiques de notre pays se doivent d'être exemplaires dans la gestion des deniers publics. Si les collectivités locales sont parfaitement légitimes à dénoncer les baisses successives des dotations décidées unilatéralement par l'Etat ou les transferts de compétence insuffisamment compensés, elles doivent cependant contribuer pleinement à l'effort indispensable de redressement des comptes publics de la France.

Pour notre collectivité régionale, il s'agit donc de poursuivre et d'amplifier l'effort de réduction des dépenses de fonctionnement engagé par la nouvelle majorité régionale dès son installation. C'est par ailleurs la condition indispensable pour maintenir à un haut niveau l'épargne brute du Conseil régional.

Au-delà des économies indispensables, il s'agit de construire, avec les agents de cla ollectivité, une administration régionale moderne, innovante et agile qui tire le meilleur parti des transformations à l'œuvre dans la société, au premier chef de la révolution du numérique, pour bâtir un service public de proximité, simplifié, qui réponde aux attentes des usagers ligériens.

ACTION 7 Des politiques régionales mieux évaluées et plus économes

Maintenir un haut niveau d'épargne brute de notre collectivité, objectif fondamental pour le pilotage financier du Conseil régional, suppose à la fois de faire des choix courageux et clairs sur les missions et le périmètre des politiques publiques poursuivies mais également de réaliser des économies sur les charges de structures générales de la collectivité. Mais au-delà de la réduction du train de vie de la collectivité, il s'agit de renforcer fortement la gouvernance financière de la collectivité régionale, dont les carences ont pu être soulignées par l'audit financier réalisé par le cabinet Ernst & Young et sanctionnées par l'agence Standard & Poor's au printemps dernier avec la dégradation de la notation du Conseil régional des Pays de la Loire. Il s'agit enfin d'introduire progressivement au sein des services du Conseil régional une culture nouvelle de l'évaluation des politiques publiques régionales.

Poursuivre en 2017 les efforts de la collectivité régionale engagés en 2016 pour diminuer son train de vie

A l'appui de cette priorité, il est possible de citer, entre autres :

- La volonté d'exemplarité des élus, qui ont réduit leurs indemnités de 7,6 % en 2016 (ce qui génère une économie de 355 000 € par an). Les indemnités des membres du CESER, indexées sur celles des conseillers régionaux, ont connu une baisse similaire.
- La diminution des frais de bouche des élus, qui continueront à baisser en 2017 (-10 % soit -24 000 €) avec un nouveau prestataire moins couteux qui a été retenu ;
- La révision de la politique de déplacement : fin des voyages de grandes délégations à l'étranger ; plus grande rigueur dans les conditions de déplacement ; diminution du parc automobile de 8 % (8 véhicules supprimés en deux ans) et moindre recours aux chauffeurs pour les élus ;
- Le budget de communication, qui avait baissé de 20% en 2016, est à nouveau diminué de 4,5% en 2017 (il passe ainsi de 7 M€ à 5,2 M€ en deux ans). Cela est possible grâce à la suppression de plusieurs actions de communication non prioritaires, comme le site web fildesterritoires.fr (205 000 €/an) ou des lettres d'information. D'autres actions ont fait l'objet d'une réintégration pour une prise en charge par les équipes de la direction de la communication et notamment les relations presse nationales ou le community management piloté par le service digital.
- La poursuite des économies sur les charges générales de la collectivité : la dématérialisation de l'envoi des rapports aux élus engagée en 2016 évite désormais d'imprimer plus de 200 000 pages par an ; les frais d'affranchissement baisseront en 2017 de 18 % (-70 000 €) tandis que la suppression de l'adhésion à plusieurs organismes dont l'intérêt n'était plus avéré a fait gagner 123 000 € en deux ans ;
- Le budget du CESER, entièrement pris en charge par la région, sera diminué de 10 % dans un effort similaire à celui exigé de nos partenaires, soit une économie de 200 000 € ;

Renforcer la gouvernance financière de la collectivité et bâtir une stratégie d'achat pour réaliser des économies dans la commande publique

Deux acteurs extérieurs à la collectivité régionale, le cabinet international d'audit EY et l'agence de notation Standard and Poor's, ont clairement établi le besoin d'une gouvernance financière renforcée. C'est pourquoi plusieurs décisions ont été prises dès le premier semestre 2016 pour atteindre cet objectif. En interne, un travail de fond a été mené en mai et juin 2016 pour fiabiliser le niveau des

restes à payer de la collectivité, information indispensable pour construire une prospective financière. Simultanément, un audit des pratiques financières des directions a été initié, par un consultant interne. Les premiers constats ont permis d'établir une grande hétérogénéité des pratiques. C'est pourquoi, des actions de formation et des procédures techniques ont été mises en œuvre. L'outil d'informations financières a également été profondément remanié pour permettre une information plus fiable et plus détaillée.

Pour 2017, outre la poursuite et l'approfondissement des actions engagées, deux nouvelles décisions ont été prises : d'une part la réécriture du règlement budgétaire et financier à échéance du Budget Supplémentaire 2017 ainsi que la rédaction d'un guide des bonnes pratiques et d'autre part, la mise en place de correspondants financiers dans le cadre de la réorganisation des services régionaux. Ces derniers seront rattachés hiérarchiquement à la Direction des Finances et de la commande publique et fonctionnellement auprès des Directeurs généraux Adjoints.

Enfin, il est rappelé qu'avec l'aval de la cour des comptes, la participation de la région des Pays de la Loire à l'expérimentation de la certification des comptes est parue au journal officiel, par un arrêté ministériel datant du 10 novembre 2016. Ce sera naturellement un enjeu fort pour cette mandature, au titre de la gouvernance financière.

Créer et professionnaliser une fonction achat au sein de la collectivité :

Afin de dépasser une démarche axée sur la sécurisation des procédures et de basculer dans une nouvelle approche économique et budgétaire, un service « Commande publique et stratégie d'achats » est créé. Au sein de ce service, un chef de projet « stratégie d'achats » est identifié qui mènera – avec l'appui d'un prestataire externe et en prenant des comparaisons avec d'autres collectivités innovantes – une analyse poussée des secteurs d'achat et proposera des axes de progrès et de nouveaux objectifs de réduction des dépenses. Une « stratégie régionale d'achats » sera présentée lors de la session consacrée au budget supplémentaire de 2017.

Introduire une nouvelle culture de l'évaluation des politiques publiques régionales :

L'évaluation des politiques publiques régionales va être davantage structurée. Tout d'abord, une mission évaluation des politiques publiques au sein du Secrétariat général en lien avec la mission innovation va être identifiée dans le cadre de la réorganisation des services régionaux. Ensuite, cette mission pourra pleinement mobiliser et analyser la collecte et l'exploitation des données produites par l'institution régionale dans le cadre du schéma de transformation numérique du Conseil régional des Pays de la Loire (identification d'une fonction de Chief Data Officer ; développement d'un véritable SIG ; etc.). Enfin, la poursuite et la professionnalisation des contrôles de gestion des organismes extérieurs à la collectivité sera approfondie.

ACTION 8 Des agents mieux accompagnés et mieux valorisés

« *Il n'y a de richesse que d'hommes* » écrivait au 16ème siècle Jean BODIN. Cette célèbre maxime demeure d'une parfaite actualité et ce sont bien les agents du Conseil régional des Pays de la Loire qui font l'excellence de notre collectivité régionale. Sans leur professionnalisme, sans leur implication au quotidien, aucune réussite n'est durablement envisageable pour les élus régionaux.

La nouvelle majorité régionale a donc rapidement souhaité poser et afficher, au cours de l'année 2016, les fondements de la politique de gestion des ressources humaines qu'elle entend poursuivre en 2017 et pour le reste du mandat.

Cette politique poursuit quatre objectifs fondamentaux :

Un objectif de lisibilité et de stabilité de l'organisation institutionnelle de la collectivité. C'est pourquoi la nouvelle majorité régionale a souhaité achever l'ensemble de la réorganisation de la collectivité régionale à la fin de l'année 2017, un an après son installation. Au terme de ce chantier intense :

- L'organisation de la collectivité régionale traduira de manière très claire les priorités politiques du mandat, la volonté de simplification de l'organisation du Conseil régional ainsi que l'allégement des niveaux hiérarchiques au sein de la collectivité ;
- La nouvelle organisation fera une place bien plus importante à un management en mode projet, permettant de diversifier les parcours professionnels des agents et d'offrir des marges d'autonomie plus importante dans les fonctions exercées ;
- Certaines directions seront renforcées en termes d'effectifs traduisant ainsi une priorité pour une politique publique ou remédiant à une carence constatée dans l'organisation antérieure. C'est ainsi que la Direction de la transformation numérique, la Direction de la transition énergétique et de l'environnement, la Direction de l'apprentissage ou encore la Direction des politiques européennes seront, entre autres, renforcées. A l'échelle de la collectivité, se sont une vingtaine de postes qui viendront renforcés les directions au terme de cette réorganisation de début de mandat ;
- La territorialisation des politiques publiques du Conseil régional sera redéfinie à travers la transformation des espaces régionaux actuels en antennes du Conseil régional, localisés à termes dans les guichets uniques territoriaux au sein des Hôtels départementaux pour favoriser la mutualisation des équipes et des moyens. Le premier guichet territorial sera ainsi mis en place en mars 2017 à Angers en réunissant symboliquement, sur un même site, les agents de la Préfecture, du Conseil départemental du Maine-et-Loire et du Conseil régional des Pays de la Loire ;

L'année 2017 constituera enfin une année de transition entre les Départements et la Région pour l'exercice des compétences transports interurbain et scolaires transférées par la loi NOTRe, qui conduira à l'intégration, au 1er janvier 2018, d'un peu moins de 90 agents départementaux supplémentaires dans les effectifs du Conseil régional.

Une volonté de développer une politique de prévention à la hauteur des enjeux de la collectivité et de l'attente des agents. La lecture du bilan social 2015 et du bilan 2015 de la médecine de prévention démontrent à quel point le Conseil régional doit amplifier ses efforts en la matière. C'est pourquoi la nouvelle majorité régionale :

- A pris la décision de recruter, au 1er décembre, un second médecin de prévention, qui sera installé à Angers et couvrira les territoires géographiques des trois départements du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe pour une meilleure prise en charge des enjeux de prévention pour nos agents ;

- Amorcée en 2016 la démarche de réalisation du document unique de la collectivité, y compris dans les lycées, pour laquelle le Conseil régional affichait un retard par rapport aux obligations légales (obligatoire depuis 2003) sera mise en œuvre ;

- La majorité vient de présenter il y a quelques jours, au CHSCT du 8 décembre la première documentation d'orientation en matière de prévention des risques psychosociaux de la collectivité régionale (obligatoire depuis 2015) dont les actions vont se décliner tout au long de l'année 2017 ;
- Elle vient également de décider, dans le cadre de sa réorganisation, de revisiter l'équilibre entre la Direction des Lycées et la DRH du Conseil régional pour mieux affirmer les attentes managériales de la collectivité à l'égard des proviseurs et gestionnaires des lycées de la région pour remédier aux difficultés structurelles liées à la double autorité fonctionnelle sur les agents régionaux dans les lycées qui représentent 70 % des effectifs de l'institution régionale ;

Un objectif de reconnaissance et de valorisation des parcours professionnels des agents. C'est pourquoi la nouvelle majorité régionale :

- S'est engagée à revoir en 2017 le régime indemnité de la collectivité qui n'a pas évolué depuis 2005. La concertation a été engagée en 2016 avec les organisations syndicales et les agents et s'achèvera en 2017 à l'occasion du budget supplémentaire 2017. Ce chantier permettra tout à la fois de mieux prendre en compte la réalité des fonctions et des responsabilités exercées mais aussi l'engagement professionnel de chacun des agents de la Région ;
- Souhaite renforcer le volet formation de la politique des ressources humaines pour favoriser la formation tout au long de leur vie professionnelle des agents du Conseil régional et encourager la mobilité au sein de l'institution régionale ;
- Entend développer les outils de prospective qui font aujourd'hui défaut à la direction des ressources humaines pour bâtir une véritable politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) ;

Un objectif d'exemplarité, enfin : c'est pourquoi la nouvelle majorité régionale a souhaité en 2016 revoir le règlement intérieur du temps de travail des agents du siège et des lycées pour revenir à l'application des 35 heures effectives en supprimant les « jours Président » qui conduisaient à déroger au respect de la durée légale effective du travail ;

Après une année 2016 d'installation de la nouvelle majorité et de réorganisation des services régionaux, l'année 2017 sera donc consacrée à l'approfondissement des grands axes de cette politique de gestion des ressources humaines avec le souci de travailler, en particulier au niveau du management de la collectivité, sur les valeurs et le sens du travail au sein de l'institution régionale.

ACTION 9 Une administration plus innovante

Dans un monde en profonde mutation, l'administration régionale doit, d'une part, avoir le souci permanent d'adapter ses modes de fonctionnement interne pour gagner en agilité, en rapidité et renforcer l'autonomie de ses agents et, d'autre part, innover pour faire évoluer les politiques publiques qu'elle assume et le service public rendu aux usagers vers toujours plus de réactivité, de simplicité et de proximité.

A titre d'illustration de la volonté de la nouvelle majorité régionale, on peut citer trois chantiers en cours de déploiement au sein de la collectivité régionale :

Engager le chantier de la transformation numérique du Conseil régional :
Le souhait de la nouvelle majorité régionale est de bâtir la stratégie de la transformation numérique de la collectivité dont le vecteur est le Schéma Directeur Numérique proposé pour la période 2017-2021. Les chantiers principaux seront de dématérialiser les processus internes de la collectivité, de construire les nouvelles briques du service public régional à l'occasion de son évolution notamment des transferts induits par la loi NOTRe, d'engager le pilotage stratégique de la collectivité sur la voie numérique, d'apporter des solutions mobiles, multimodales et de renforcer la sécurité juridique, technique, tout en facilitant l'accès aux données.

La Direction de la Transformation Numérique (DTN) sera structurée pour porter cette volonté.

Le budget alloué à ce véritable levier de performance s'établit pour la mandature à 95,6 M€ dont :

- 60,5 M€ inscrits dans les budgets des directions métiers du conseil régional avec 30,6 M€ pour les projets (essentiellement d'informatisation des lycées) et 29,9 M€ pour leur maintien en condition opérationnelle ;
- 35,1 M€ portés par la DTN avec 18,1 M€ pour les nouveaux projets et 17 M€ pour le maintien en condition opérationnelle des systèmes centraux.

Innover en termes de commande publique pour mieux servir l'économie locale :
La nouvelle majorité souhaite utiliser tous les leviers de la gestion publique à sa disposition pour décliner les priorités qu'elle a dégagées pour les politiques publiques qu'elle assume. C'est le cas de l'outil de la commande publique qu'elle entend mobiliser à l'appui de sa politique sur l'apprentissage, sur le retour à l'emploi ou bien encore sur le chantier du « manger local ».

Par ailleurs, des outils techniques sont développés qui permettent l'accélération et l'extension de la gestion dématérialisée des procédures. Ainsi, la télétransmission des marchés publics à la Préfecture est effective, et le projet de dématérialisation des factures sera opérant au 1er janvier 2017.

L'inscription dans les marchés publics d'une clause d'interprétariat a été expérimentée afin de limiter des offres financières très basses fondées sur le dumping social lié au travail détaché. Toutefois, cette démarche n'a pu aboutir, l'Etat ayant fait savoir qu'il s'y opposerait en déférant les marchés publics régionaux devant le juge administratif. Le Premier ministre a été saisi avec une demande de saisine du Conseil d'Etat pour avis mais aucune réponse n'a été adressée pour l'heure au Conseil régional. Le Conseil régional est bien décidé à obtenir de l'Etat l'autorisation d'expérimenter cette clause d'interprétariat.

Enfin, le délai moyen de paiement a été ramené de 33 jours à 30 jours sur le premier semestre 2016. Cette anticipation d'une échéance fixée au mois d'avril 2018 renforce la détermination de passer sous le délai national moyen de 28 jours.

Structurer la collectivité régionale pour lui permettre d'innover en permanence :
Au sein du Secrétariat général, la fonction d'innovation publique se structurera pour accompagner l'évolution de la collectivité : évaluer les politiques publiques, diffuser l'innovation parmi l'administration, moderniser les dispositifs existants et simplifier l'action de la région pour ses partenaires.

Un Lab numérique, lieu de conception et d'émergence des projets innovants, sera ouvert afin d'accompagner la démarche de modernisation numérique de la collectivité.

Ce budget 2017 marque donc un tournant : en fixant des priorités claires, en refusant de disperser les forces de la Région et l'argent des ligériens, la nouvelle majorité engage pleinement notre collectivité dans la bataille du redressement régional. Une bataille qui nécessite :

- des actions fortes et immédiates, prises dans les semaines qui ont suivi l'élection régionale (plan d'actions prioritaires pour l'agriculture, plan de relance de l'apprentissage, pacte régional pour la ruralité, plan en faveur du Trés haut débit...)

- mais également une capacité à anticiper les grands bouleversements : qu'ils soient démographiques avec par exemple tout le travail engagé sur les effectifs dans les lycées ; économiques à travers la nouvelle stratégie économique de la Région ; énergétiques et environnementaux grâce à la nouvelle feuille de route régionale pour la transition énergétique.

Etre à la fois dans l'action et dans l'anticipation. C'est l'exigence que nous portons, afin de protéger les ligériens et de projeter vers l'avenir notre région.

En conséquence, je vous propose :

- d'adopter au niveau du chapitre le projet de budget primitif pour 2017 équilibré à 1 603 083 222 € de dépenses et recettes totales en section de fonctionnement et 1 269 702 481 € de dépenses et recettes totales en section d'investissement et comportant des dotations de 582 564 158 € d'autorisations de programme et de 643 760 644 € d'autorisations d'engagement (conformément aux annexes).

- d'autoriser le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel) dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections de fonctionnement et d'investissement ;

- d'approuver l'intégration de la Région au dispositif d'expérimentation de la certification des comptes ;

- d'approuver l'inscription au Budget Primitif 2017 de 95 000 € d'autorisations d'engagement au titre du programme n° 251 : « Fonds Régional d'intervention, d'études et de promotion » ainsi que l'inscription d'une dotation de 95 000 € en crédits de paiements de fonctionnement ;

- d'autoriser le Président à procéder à la réalisation d'emprunts de toute nature, notamment obligataire, dans la limite des montants inscrits au budget de l'exercice, soit 219 730 329 € (hors opérations de gestion active de la dette). Cette autorisation est encadrée par les limites définies dans la délibération du 18 décembre 2015.

- d'autoriser, à cet effet, le Président à signer les actes, contrats et avenants nécessaires ;

- de donner délégation au Président pour conclure toute opération de placements jugée opportune, dans le respect des dispositions réglementaires et législatives, en particulier l'article L1618-1 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXES

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**664 064 000**	**409 466 000**	**1 073 530 000**	**325 690 858**	**430 947 719**	**756 638 577**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**57 372 200**	**14 629 600**	**72 001 800**	**97 628 108**	**17 665 335**	**115 293 443**
166	Internationalisation de l'économie	5 000 000	728 100	5 728 100	4 950 000	640 000	5 590 000
423	Axe3 FEDER -Compétitivité des PME				3 450 000		3 450 000
510	Appui à la performance - Aide au conseil	3 747 200	50 000	3 797 200	2 585 000		2 585 000
511	Soutien à l'investissement, à la croissance et à l'emploi	12 400 000		12 400 000	28 800 000		28 800 000
513	Soutien à la création et à la transmission d'entreprises	2 500 000	680 000	3 180 000	2 425 000	2 280 000	4 705 000
517	Appui aux filières, croissance bleue et croissance numérique	13 528 000	776 000	14 304 000	10 993 163	386 000	11 379 163
518	Soutien à l'innovation	17 130 000	1 090 000	18 220 000	40 534 945	870 000	41 404 945
519	Rayonnement à l'international	1 577 000	1 170 000	2 747 000	500 000	860 000	1 360 000
516	Animation économique		9 935 500	9 935 500		12 449 335	12 449 335
514	Economie résidentielle	1 490 000	200 000	1 690 000	3 390 000	180 000	3 570 000
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**90 147 800**	**16 069 400**	**106 217 200**	**105 995 000**	**16 632 720**	**122 627 720**
113	Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire	10 900 000	1 900 000	12 800 000	8 650 000	1 571 020	10 221 020
192	Pêche maritime	700 000	50 000	750 000	385 000	50 000	435 000
193	Aquaculture	800 000		800 000	1 500 000		1 500 000
285	Transition énergétique	18 500 000	415 000	18 915 000	8 665 000	1 110 000	9 775 000
304	Programmes de recherche regionaux et interregionaux	12 000 000	3 032 000	15 032 000	11 750 000	2 809 000	14 559 000
310	Agriculture et développement durable	11 700 000	1 400 000	13 100 000	13 160 000	1 250 000	14 410 000
421	Axe1 FEDER -Recherche, developpement technologique et innovation				19 800 000		19 800 000
424	Axe4 FEDER -Transition énergétique				12 400 000		12 400 000
430	Logement et efficacité énergétique	11 500 000	65 000	11 565 000	11 350 000	535 000	11 885 000
431	Tourisme	4 697 800	316 900	5 014 700	4 800 000	312 200	5 112 200
1100	Qualité et commercialisation des produits de la mer	800 000	50 000	850 000	635 000	50 000	685 000
1101	Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture	1 100 000	400 000	1 500 000	900 000	400 000	1 300 000
512	Soutien aux transitions	1 500 000	600 000	2 100 000	1 200 000	657 500	1 857 500
1400	Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche	14 200 000	125 000	14 325 000	10 000 000	120 000	10 120 000
1402	Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale	1 700 000	5 000 000	6 700 000	800 000	4 040 000	4 840 000
1405	Rayonnement de la science et coordination scientifique	50 000	1 750 000	1 800 000		1 500 000	1 500 000
529	Actions européennes		965 500	965 500		2 228 000	2 228 000

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**516 544 000**	**378 767 000**	**895 311 000**	**122 067 750**	**396 649 664**	**518 717 414**
38	Aide à la mobilité sortante		3 760 000	3 760 000		2 933 000	2 933 000
58	Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations		650 000	650 000		1 902 520	1 902 520
189	Fonctionnement du dispositif		92 300 000	92 300 000		94 417 000	94 417 000
190	Mesures en faveur des apprentis		11 700 000	11 700 000		11 680 000	11 680 000
191	Dépenses d'investissements	45 360 000		45 360 000	41 575 000		41 575 000
207	Rémunération et protection sociale des stagiaires		33 320 000	33 320 000		25 734 229	25 734 229
208	Observation, études		100 000	100 000		15 000	15 000
209	Ingénierie de formation		100 000	100 000		336 750	336 750
244	Aides aux employeurs d'apprentis		25 361 000	25 361 000		24 600 000	24 600 000
255	Orientation - Valorisation des métiers		684 000	684 000		1 577 000	1 577 000
258	Bourses sanitaires et sociales		3 540 000	3 540 000		3 948 840	3 948 840
269	Démarches individuelles de formation et VAE		4 550 000	4 550 000			
281	Emplois aidés		350 000	350 000			
311	Région - Formation - Visa social		7 500 000	7 500 000		8 063 895	8 063 895
312	Région - Formation - Visa sanitaire		33 190 000	33 190 000		32 066 680	32 066 680
323	Actions éducatives		1 540 000	1 540 000		1 640 000	1 640 000
330	Fonctionnement des E.P.L.E.	180 000	34 325 600	34 505 600	180 000	33 325 600	33 505 600
331	Travaux dans les E.P.L.E.	399 300 000	1 822 000	401 122 000	18 910 000	100 000	19 010 000
332	Equipements des E.P.L.E.	11 435 000		11 435 000	9 000 000		9 000 000
334	Informatisation des lycées publics et ENT	7 200 000	150 000	7 350 000	6 500 000	157 000	6 657 000
335	Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association		34 661 100	34 661 100		35 394 400	35 394 400
336	Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association	24 285 000		24 285 000	25 350 000		25 350 000
337	Etudes et promotions	20 000	650 000	670 000	20 000	281 000	301 000
338	Aides sociales	2 040 000	6 828 300	8 868 300	40 000	7 132 000	7 172 000
339	Actions éducatives		3 421 000	3 421 000		3 594 800	3 594 800
341	Aide à la mobilité entrante		220 000	220 000			
351	Fonds annuel d'intervention	2 300 000	1 300 000	3 600 000	2 000 000	1 100 000	3 100 000
355	Fonctionnement des établissements d'enseignement et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante		2 150 000	2 150 000		1 935 000	1 935 000
357	Investissements immobiliers et équipements pédagogiques	19 920 000		19 920 000	15 500 000	25 000	15 525 000
370	Région Formation des personnes détenues		1 660 000	1 660 000		1 660 000	1 660 000
373	Investissement sanitaire et social	2 929 000		2 929 000	2 929 000		2 929 000
381	Région - Formation - Accès évolution		3 500 000	3 500 000		2 500 000	2 500 000
386	Ingéniérie		365 000	365 000		365 000	365 000
387	Etudes et promotion		240 000	240 000		350 400	350 400
397	Acquisition et développement des compétences clés		1 000 000	1 000 000			
398	Mobilité internationale		200 000	200 000		135 000	135 000
399	Amélioration des conditions de travail	75 000	166 000	241 000	63 750	149 400	213 150
402	Etudes et projets des partenaires sociaux		110 000	110 000		93 500	93 500
404	Plan d'entretien et de maintenance dans les lycées	1 500 000	300 000	1 800 000			
427	Axe7 FSE -Apprentissage, formation professionnelle et enseignement supérieur					1 600 000	1 600 000
432	Orientation des jeunes et lutte contre le décrochage		222 000	222 000		687 800	687 800
433	Orientation professionnelle – Analyse et prospective de l'emploi et des formations		5 710 000	5 710 000		5 151 350	5 151 350
434	Formations courtes d'adaptation à l'emploi		4 500 000	4 500 000			
435	Jeunesse et civisme		410 000	410 000		700 000	700 000
436	Plan national - 500 000 formations		56 211 000	56 211 000			
500	Région - Formation - Prépa					13 400 000	13 400 000
501	Région - Formation - Visa					71 000 000	71 000 000
502	Région - Formation - Accès emploi					5 000 000	5 000 000
503	Région - Formation - Accès entrepreneur					1 897 500	1 897 500

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**126 508 200**	**180 419 200**	**306 927 400**	**226 423 300**	**194 310 925**	**420 734 225**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**28 193 200**	**139 993 700**	**168 186 900**	**97 342 800**	**155 170 291**	**252 513 091**
104	Fonctionnement du réseau de transport régional		137 293 000	137 293 000		151 622 291	151 622 291
106	Modernisation du parc de matériel roulant régional	3 650 000		3 650 000	7 050 000		7 050 000
107	Infrastructures ferroviaires	14 300 000		14 300 000	53 923 000		53 923 000
221	Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité	5 473 200		5 473 200	3 807 800		3 807 800
246	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire	4 170 000		4 170 000	4 312 000		4 312 000
305	Désenclavement urbain et rural	600 000		600 000			
359	Multimodalité et solutions innovantes		2 600 700	2 600 700		3 048 000	3 048 000
378	Aménagement numérique		100 000	100 000	250 000	100 000	350 000
509	Politique routière d'intérêt régional				28 000 000	400 000	28 400 000
Action 5 : agir au plus près des habitants		**76 525 000**	**5 667 000**	**82 192 000**	**93 991 000**	**7 452 500**	**101 443 500**
74	Actions territoriales	925 000	1 304 000	2 229 000	1 165 000	2 194 000	3 359 000
92	Equipements structurants d'intérêt régional	45 605 000		45 605 000	7 841 000		7 841 000
114	Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire	2 100 000	1 830 000	3 930 000	2 850 000	1 830 000	4 680 000
187	Accueil des personnes âgées et handicapées						
188	Santé publique, vieillissement et politique du handicap	1 500 000	1 731 000	3 231 000	2 290 000	1 770 000	4 060 000
259	Equipements et centres d'accueil sportifs	1 295 000	340 000	1 635 000	895 000	1 070 000	1 965 000
265	Développement et animation des territoires	24 100 000	87 000	24 187 000	75 000 000	261 000	75 261 000
298	Initiatives de proximité		200 000	200 000		170 000	170 000
349	Renouvellement urbain	1 000 000		1 000 000			
400	Soutien aux partenaires sociaux		175 000	175 000		157 500	157 500
422	Axe2 FEDER -Accès aux TIC				3 950 000		3 950 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**21 790 000**	**34 758 500**	**56 548 500**	**35 089 500**	**31 688 134**	**66 777 634**
197	Patrimoine	6 920 000	2 850 000	9 770 000	11 381 500	1 960 000	13 341 500
198	Arts de la scène	275 000	12 173 000	12 448 000		6 700 000	6 700 000
199	Livre et lecture	150 000	1 510 000	1 660 000	150 000	1 510 000	1 660 000
266	Biodiversité et littoral	4 745 000	3 100 000	7 845 000	4 745 000	3 056 000	7 801 000
287	Sport de haut niveau	250 000	3 110 000	3 360 000	250 000	2 900 000	3 150 000
288	Sport pour tous	360 000	3 270 000	3 630 000	360 000	2 840 000	3 200 000
315	Arts visuels	1 790 000	1 807 000	3 597 000	1 790 000	1 700 000	3 490 000
376	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	50 000	350 000	400 000	50 000	935 000	985 000
379	Agenda 21 - coordination		237 500	237 500			
388	Autonomie des jeunes	200 000	4 200 000	4 400 000	20 000	4 225 000	4 245 000
389	Economie circulaire, déchets, risques technologiques	350 000	50 000	400 000	218 000	100 000	318 000
390	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité		935 000	935 000			
425	Axe5 FEDER -Prévention des risques et préservation de l'environnement				4 950 000		4 950 000
426	Axe6 FEDER -Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et les discriminations				4 950 000		4 950 000
429	Eau et Loire	6 700 000	1 166 000	7 866 000	5 950 000	680 000	6 630 000
530	Actions musicales structurantes				275 000	5 082 134	5 357 134

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**11 415 000**	**4 189 700**	**15 604 700**	**30 450 000**	**18 502 000**	**48 952 000**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes		**10 550 000**	**4 169 700**	**14 719 700**	**10 700 000**	**2 857 000**	**13 557 000**
77	Audiovisuel régional		1 020 000	1 020 000			
249	Evaluation des politiques publiques		60 000	60 000		110 000	110 000
251	Fonds Régional d'Intervention, d'Etudes et de Promotion		100 000	100 000		95 000	95 000
272	Dépenses imprévues	10 000 000	2 000 000	12 000 000	10 000 000	2 000 000	12 000 000
301	Observation régionale - Etudes et expertises		943 000	943 000		572 000	572 000
380	Etudes préalables	300 000	20 000	320 000	400 000	40 000	440 000
403	Etudes et actions énergétiques	250 000	26 700	276 700	300 000	40 000	340 000
Action 9 : une administration plus innovante		**865 000**	**20 000**	**885 000**	**19 750 000**	**15 645 000**	**35 395 000**
344	Information géographique régionale	265 000	20 000	285 000	250 000	15 000	265 000
531	Schéma directeur numérique 2017-2021				19 500 000	15 630 000	35 130 000
15003	Investissements informatiques	600 000		600 000			
Total général		**801 987 200**	**594 074 900**	**1 396 062 100**	**582 564 158**	**643 760 644**	**1 226 324 802**

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**333 413 328**	**413 550 904**	**746 964 232**	**401 982 181**	**444 120 722**	**846 102 903**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**58 751 650**	**12 888 224**	**71 639 874**	**77 348 820**	**14 652 093**	**92 000 913**
166	Internationalisation de l'économie	4 000 000	520 500	4 520 500	4 491 075	694 000	5 185 075
230	Actions de coopération décentralisée		48 904	48 904			
274	FRASICOD là-bas (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement)	21 875		21 875			
423	Axe3 FEDER -Compétitivité des PME	134 000		134 000	1 000 000		1 000 000
510	Appui à la performance - Aide au conseil	2 745 075	25 000	2 770 075	2 131 245		2 131 245
511	Soutien à l'investissement, à la croissance et à l'emploi	15 960 000		15 960 000	24 080 000		24 080 000
513	Soutien à la création et à la transmission d'entreprises	4 890 000	689 400	5 579 400	1 985 000	1 367 150	3 352 150
517	Appui aux filières, croissance bleue et croissance numérique	18 478 000	758 000	19 236 000	10 614 100	382 250	10 996 350
518	Soutien à l'innovation	9 967 750	1 090 000	11 057 750	28 503 900	775 000	29 278 900
519	Rayonnement à l'international	540 000	1 114 300	1 654 300	600 000	1 211 523	1 811 523
516	Animation économique	912 000	8 402 120	9 314 120		10 028 170	10 028 170
514	Economie résidentielle	1 102 950	240 000	1 342 950	3 943 500	194 000	4 137 500
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**131 666 878**	**16 037 280**	**147 704 158**	**194 873 837**	**13 673 145**	**208 546 982**
113	Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire	6 178 000	1 200 000	7 378 000	5 057 000	1 029 715	6 086 715
192	Pêche maritime	280 000	30 000	310 000	150 000	30 000	180 000
193	Aquaculture	720 000		720 000	1 270 000		1 270 000
213	Contrat Etat-Région - Actions internationales		176 000	176 000			
285	Transition énergétique	15 700 000	390 000	16 090 000	9 500 000	828 000	10 328 000
304	Programmes de recherche regionaux et interregionaux	17 000 000	3 400 000	20 400 000	17 339 538	2 420 660	19 760 198
310	Agriculture et développement durable	5 919 000	1 300 000	7 219 000	6 507 000	1 225 000	7 732 000
345	Axe Innovation et Economie de la Connaissance	8 182 953		8 182 953			
421	Axe1 FEDER -Recherche, developpement technologique et innovation	4 281 000		4 281 000	5 500 000		5 500 000
424	Axe4 FEDER -Transition énergétique	3 459 000		3 459 000	1 300 000		1 300 000
430	Logement et efficacité energétique	2 750 000	65 000	2 815 000	10 300 000	308 000	10 608 000
431	Tourisme	4 562 725	1 124 880	5 687 605	4 630 000	325 280	4 955 280
1100	Qualité et commercialisation des produits de la mer	400 000	35 000	435 000	320 000	35 000	355 000
1101	Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture	700 000	345 000	1 045 000	570 000	345 000	915 000
512	Soutien aux transitions	2 871 500	459 000	3 330 500	994 130	372 150	1 366 280
1400	Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche	18 259 000		18 259 000	8 850 451	120 000	8 970 451
1402	Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale	780 000	5 000 000	5 780 000	777 565	4 037 840	4 815 405
1405	Rayonnement de la science et coordination scientifique	23 700	1 585 000	1 608 700	30 000	1 426 500	1 456 500
UE FEADE	Gestion des fonds européens 2014-2020 FEADER	39 600 000		39 600 000	121 778 153		121 778 153
529	Actions européennes		927 400	927 400		1 170 000	1 170 000

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**142 994 800**	**384 625 400**	**527 620 200**	**129 759 524**	**415 795 484**	**545 555 008**
38	Aide à la mobilité sortante		3 400 000	3 400 000		3 070 000	3 070 000
58	Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations		1 476 700	1 476 700		1 515 800	1 515 800
184	Contrat Etat-Région-Investissements Immobiliers	1 337 800		1 337 800	403 274		403 274
189	Fonctionnement du dispositif		91 247 000	91 247 000		94 738 861	94 738 861
190	Mesures en faveur des apprentis		10 700 000	10 700 000		11 500 985	11 500 985
191	Dépenses d'investissements	18 000 000		18 000 000	18 000 000		18 000 000
207	Rémunération et protection sociale des stagiaires		30 962 000	30 962 000		27 984 491	27 984 491
208	Observation, études		19 900	19 900		71 154	71 154
209	Ingénierie de formation		235 000	235 000		233 718	233 718
210	Dépenses d'investissement	850 000		850 000	236 013		236 013
228	Contrat Etat-Région - Investissements (fonds de concours)	410 000		410 000			
244	Aides aux employeurs d'apprentis		27 100 000	27 100 000		22 379 490	22 379 490
255	Orientation - Valorisation des métiers		1 070 000	1 070 000		948 428	948 428
258	Bourses sanitaires et sociales		3 480 000	3 480 000		3 582 420	3 582 420
269	Démarches individuelles de formation et VAE		1 573 000	1 573 000		277 500	277 500
281	Emplois aidés		1 476 800	1 476 800		804 454	804 454
311	Région - Formation - Visa social		7 500 000	7 500 000		7 895 957	7 895 957
312	Région - Formation - Visa sanitaire		33 190 000	33 190 000		32 216 680	32 216 680
323	Actions éducatives		1 362 000	1 362 000		1 799 700	1 799 700
325	Logement pour les jeunes	5 000 000		5 000 000	2 100 000		2 100 000
330	Fonctionnement des E.P.L.E.	180 000	33 269 500	33 449 500	180 000	32 300 000	32 480 000
331	Travaux dans les E.P.L.E.	70 000 000	686 000	70 686 000	57 795 152	440 000	58 235 152
332	Equipements des E.P.L.E.	8 500 000		8 500 000	7 700 000		7 700 000
334	Informatisation des lycées publics et ENT	7 500 000	160 000	7 660 000	7 200 000	161 000	7 361 000
335	Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association		34 661 100	34 661 100		35 394 400	35 394 400
336	Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association	19 800 000		19 800 000	14 860 000		14 860 000
337	Etudes et promotions	17 000	241 300	258 300	20 000	281 000	301 000
338	Aides sociales	2 040 000	5 828 300	7 868 300	2 040 000	5 603 180	7 643 180
339	Actions éducatives		3 418 000	3 418 000		3 594 800	3 594 800
341	Aide à la mobilité entrante		220 000	220 000		60 000	60 000
351	Fonds annuel d'intervention	2 350 000	1 242 800	3 592 800	2 000 000	1 740 000	3 740 000
355	Fonctionnement des établissements d'enseignement et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante		1 900 000	1 900 000		1 700 000	1 700 000
356	Contrat Etat-Région : investissements	970 000		970 000	1 368 678		1 368 678
357	Investissements immobiliers et équipements pédagogiques	1 220 000		1 220 000	11 230 494	25 000	11 255 494
370	Région Formation des personnes détenues		1 555 000	1 555 000		1 616 920	1 616 920
373	Investissement sanitaire et social	2 230 000		2 230 000	2 582 975		2 582 975
381	Région - Formation - Accès évolution		2 108 500	2 108 500		2 613 569	2 613 569
386	Ingéniérie		573 000	573 000		637 435	637 435
387	Etudes et promotion		258 000	258 000		305 101	305 101
392	Emplois de solidarité		300 000	300 000		110 893	110 893
397	Acquisition et développement des compétences clés		3 797 000	3 797 000		4 000 000	4 000 000
398	Mobilité internationale		155 000	155 000		158 591	158 591
399	Amélioration des conditions de travail	90 000	166 000	256 000	138 090	157 700	295 790
402	Etudes et projets des partenaires sociaux		110 000	110 000		85 000	85 000
404	Plan d'entretien et de maintenance dans les lycées	2 500 000	353 500	2 853 500	1 904 848	170 000	2 074 848
407	Je m'oriente, je me prépare		11 750 000	11 750 000		9 869 260	9 869 260
408	Je me qualifie		52 836 000	52 836 000		47 017 072	47 017 072
409	Je crée ou je reprends une entreprise		1 021 000	1 021 000		1 042 196	1 042 196
427	Axe7 FSE -Apprentissage, formation professionnelle et enseignement supérieur		3 600 000	3 600 000		5 000 000	5 000 000
432	Orientation des jeunes et lutte contre le décrochage		213 000	213 000		567 500	567 500
433	Orientation professionnelle – Analyse et prospective de l'emploi et des formations		4 750 000	4 750 000		5 168 000	5 168 000
434	Formations courtes d'adaptation à l'emploi		4 500 000	4 500 000		200 000	200 000
435	Jeunesse et civisme		160 000	160 000		328 120	328 120
436	Plan national - 500 000 formations					36 670 484	36 670 484
500	Région - Formation - Prépa					1 396 750	1 396 750
501	Région - Formation - Visa					6 640 500	6 640 500
502	Région - Formation - Accès emploi					1 500 000	1 500 000
503	Région - Formation - Accès entrepreneur					221 375	221 375

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**210 514 444**	**186 471 300**	**396 985 744**	**181 912 250**	**371 581 186**	**553 493 436**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**105 298 375**	**148 229 200**	**253 527 575**	**95 826 250**	**334 435 158**	**430 261 408**
93	Contrat Etat-Région (2000-2006)	264 200		264 200	550 000		550 000
104	Fonctionnement du réseau de transport régional		147 586 000	147 586 000		150 864 513	150 864 513
106	Modernisation du parc de matériel roulant régional	49 600 000		49 600 000	36 000 000		36 000 000
107	Infrastructures ferroviaires	26 790 000		26 790 000	12 628 508		12 628 508
221	Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité	15 237 500		15 237 500	15 262 385		15 262 385
246	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire	2 110 000		2 110 000	5 825 000		5 825 000
270	Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP)	2 860 675		2 860 675	429 825		429 825
290	CERProgrammes complémentaires	143 000		143 000	700 000		700 000
305	Désenclavement urbain et rural	2 693 000		2 693 000	1 829 282		1 829 282
359	Multimodalité et solutions innovantes		365 000	365 000		505 487	505 487
378	Aménagement numérique	5 600 000	128 200	5 728 200	15 800 000	170 000	15 970 000
391	Financement du syndicat mixte aéroportuaire		150 000	150 000		150 000	150 000
509	Politique routière d'intérêt régional				5 000 000	170 000	5 170 000
TRANS CHGE	Charges générales transport routier				1 672 300	6 477 688	8 149 988
TRANS SCOL	Transports scolaires				40 000	123 596 729	123 636 729
TRANS INTE	Transports interurbains				68 950	48 535 408	48 604 358
TRANS MARI	Transports maritimes				20 000	3 965 333	3 985 333
Action 5 : agir au plus près des habitants		**81 393 069**	**4 988 750**	**86 381 819**	**64 061 159**	**6 396 500**	**70 457 659**
74	Actions territoriales	1 547 000	1 000 000	2 547 000	1 632 300	2 194 000	3 826 300
92	Equipements structurants d'intérêt régional	14 140 000		14 140 000	5 313 859		5 313 859
114	Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire	1 400 000	1 490 000	2 890 000	1 920 000	1 460 000	3 380 000
187	Accueil des personnes âgées et handicapées	462 000		462 000	186 960		186 960
188	Santé publique, vieillissement et politique du handicap	3 145 000	1 640 000	4 785 000	2 842 640	1 703 000	4 545 640
259	Equipements et centres d'accueil sportifs	1 050 000	253 750	1 303 750	1 019 000	450 000	1 469 000
265	Développement et animation des territoires	38 375 000	230 000	38 605 000	41 346 400	262 000	41 608 400
283	Habitat et logement social	5 000 000		5 000 000	2 500 000		2 500 000
298	Initiatives de proximité		200 000	200 000		170 000	170 000
346	Axe Accessibilité aux services de transports	4 667 069		4 667 069			
347	Axe Dimension Urbaine	5 500 000		5 500 000			
349	Renouvellement urbain	5 000 000		5 000 000	6 300 000		6 300 000
400	Soutien aux partenaires sociaux		175 000	175 000		157 500	157 500
422	Axe2 FEDER -Accès aux TIC	1 107 000		1 107 000	1 000 000		1 000 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**23 823 000**	**33 253 350**	**57 076 350**	**22 024 841**	**30 749 528**	**52 774 369**
197	Patrimoine	6 110 300	2 671 850	8 782 150	6 250 933	1 619 538	7 870 471
198	Arts de la scène	275 000	12 055 000	12 330 000		6 632 830	6 632 830
199	Livre et lecture	120 000	1 390 800	1 510 800	167 000	1 396 441	1 563 441
266	Biodiversité et littoral	4 000 000	3 056 800	7 056 800	4 000 000	3 100 000	7 100 000
268	Axe Ligérien	3 993 100	41 500	4 034 600	1 000 000	52 719	1 052 719
286	Gestion de l'eau dans les bassins versants	3 138 300	31 900	3 170 200	2 600 000		2 600 000
287	Sport de haut niveau	150 000	3 000 000	3 150 000	100 000	2 660 000	2 760 000
288	Sport pour tous	260 000	3 000 000	3 260 000	360 000	2 840 000	3 200 000
315	Arts visuels	1 250 000	1 720 000	2 970 000	1 771 908	1 700 000	3 471 908
376	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	50 300	511 000	561 300	50 000	661 105	711 105
379	Agenda 21 - coordination		330 000	330 000		195 000	195 000
388	Autonomie des jeunes	192 700	3 280 000	3 472 700	150 000	4 295 000	4 445 000
389	Economie circulaire, déchets, risques technologiques	300 600	90 000	390 600	200 000	90 000	290 000
390	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	100 000	1 180 000	1 280 000		346 895	346 895
425	Axe5 FEDER -Prévention des risques et préservation de l'environnement	1 370 000		1 370 000	700 000		700 000
426	Axe6 FEDER -Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et les discriminations	1 384 000		1 384 000	1 500 000		1 500 000
429	Eau et Loire	1 128 700	894 500	2 023 200	2 900 000	660 000	3 560 000
530	Actions musicales structurantes				275 000	4 500 000	4 775 000

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**103 107 998**	**215 706 531**	**318 814 529**	**115 808 050**	**240 677 973**	**356 486 023**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes		**101 152 598**	**70 980 531**	**172 133 129**	**114 314 898**	**90 000 973**	**204 315 871**
Hors programme		97 072 598	69 224 131	166 296 729	113 014 898	88 319 450	201 334 348
77	Audiovisuel régional		577 900	577 900		596 023	596 023
249	Evaluation des politiques publiques		40 000	40 000		107 500	107 500
251	Fonds Régional d'Intervention, d'Etudes et de Promotion		100 000	100 000		95 000	95 000
301	Observation régionale - Etudes et expertises		853 500	853 500		723 000	723 000
380	Etudes préalables	500 000	30 000	530 000	300 000	30 000	330 000
403	Etudes et actions énergétiques	300 000	20 000	320 000	300 000	30 000	330 000
410	Agence France Locale	2 500 000		2 500 000			
428	Appui à la gestion des fonds européens 2014-2020		135 000	135 000		100 000	100 000
15002	Investissements immobiliers	780 000		780 000	700 000		700 000
Action 8 : des agents mieux accompagnés et mieux valorisés			**143 013 000**	**143 013 000**		**148 250 000**	**148 250 000**
Charges de personnel			143 013 000	143 013 000		148 250 000	148 250 000
Action 9 : une administration plus innovante		**1 955 400**	**1 713 000**	**3 668 400**	**1 493 152**	**2 427 000**	**3 920 152**
250		83 000	100 000	183 000	70 000	21 000	91 000
344	Information géographique régionale	440 000	48 700	488 700	376 152	25 000	401 152
531					895 000	2 381 000	3 276 000
15003		812 600		812 600	152 000		152 000
SYIN APPLI		354 800	423 000	777 800			
SYIN MATIN		67 000	359 000	426 000			
SYIN PHONE		25 000	387 300	412 300			
SYIN RESIN		173 000	395 000	568 000			
Total général		**647 035 770**	**815 728 735**	**1 462 764 505**	**699 702 481**	**1 056 379 881**	**1 756 082 362**
Gestion active de la dette		**200 000 000**		**200 000 000**	**75 000 000**		**75 000 000**
Dépenses d'ordre		**620 000 000**	**535 871 591**	**1 155 871 591**	**495 000 000**	**546 703 341**	**1 041 703 341**
Opérations d'ordre de section à section		**300 000 000**	**535 871 591**	**835 871 591**	**300 000 000**	**546 703 341**	**846 703 341**
Ajustement des opérations d'ordre			*235 871 591*	*235 871 591*		*246 703 341*	*246 703 341*
Dotations aux amortissements			*300 000 000*	*300 000 000*		*300 000 000*	*300 000 000*
Neutralisation des amortissements		*270 000 000*		*270 000 000*	*270 000 000*		*270 000 000*
Reprise DRES et subventions perçues		*30 000 000*		*30 000 000*	*30 000 000*		*30 000 000*
Gestion active de la dette		**200 000 000**		**200 000 000**	**75 000 000**		**75 000 000**
Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement)		**120 000 000**		**120 000 000**	**120 000 000**		**120 000 000**
Avances sur immobilisations (réimputations)		*120 000 000*		*120 000 000*	*120 000 000*		*120 000 000*
TOTAL GENERAL		**1 467 035 770**	**1 351 600 326**	**2 818 636 096**	**1 269 702 481**	**1 603 083 222**	**2 872 785 703**

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Finances, ressources humaines, affaires générales, coopération interrégionale, affaires européennes et coopération international		**11 150 000**	**4 567 200**	**15 717 200**	**79 700 000**	**22 070 500**	**101 770 500**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local			**965 500**	**965 500**	**35 650 000**	**3 828 000**	**39 478 000**
Action 1 : faire émerger les PME du futur					**3 450 000**		**3 450 000**
423	Axe3 FEDER -Compétitivité des PME				3 450 000		3 450 000
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production			**965 500**	**965 500**	**32 200 000**	**2 228 000**	**34 428 000**
345	Axe Innovation et Economie de la Connaissance						
421	Axe1 FEDER -Recherche, developpement technologique et innovation				19 800 000		19 800 000
424	Axe4 FEDER -Transition énergétique				12 400 000		12 400 000
529	Actions européennes		965 500	965 500		2 228 000	2 228 000
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain						**1 600 000**	**1 600 000**
427	Axe7 FSE -Apprentissage, formation professionnelle et enseignement supérieur					1 600 000	1 600 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale			**375 000**	**375 000**	**13 850 000**	**327 500**	**14 177 500**
Action 5 : agir au plus près des habitants			**375 000**	**375 000**	**3 950 000**	**327 500**	**4 277 500**
298	Initiatives de proximité		200 000	200 000		170 000	170 000
400	Soutien aux partenaires sociaux		175 000	175 000		157 500	157 500
422	Axe2 FEDER -Accès aux TIC				3 950 000		3 950 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie					**9 900 000**		**9 900 000**
425	Axe5 FEDER -Prévention des risques et préservation de l'environnement				4 950 000		4 950 000
426	Axe6 FEDER -Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et les discriminations				4 950 000		4 950 000
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**11 150 000**	**3 226 700**	**14 376 700**	**30 200 000**	**17 915 000**	**48 115 000**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes		**10 550 000**	**3 226 700**	**13 776 700**	**10 700 000**	**2 285 000**	**12 985 000**
77	Audiovisuel régional		1 020 000	1 020 000			
249	Evaluation des politiques publiques		60 000	60 000		110 000	110 000
251	Fonds Régional d'Intervention, d'Etudes et de Promotion		100 000	100 000		95 000	95 000
272	Dépenses imprévues	10 000 000	2 000 000	12 000 000	10 000 000	2 000 000	12 000 000
380	Etudes préalables	300 000	20 000	320 000	400 000	40 000	440 000
403	Etudes et actions énergétiques	250 000	26 700	276 700	300 000	40 000	340 000
410	Agence France Locale						
428	Appui à la gestion des fonds européens 2014-2020						
15002	Investissements immobiliers						
Action 9 : une administration plus innovante		**600 000**		**600 000**	**19 500 000**	**15 630 000**	**35 130 000**
250	Schéma Directeur des Systèmes d'Information						
531	Schéma directeur numérique 2017-2021				19 500 000	15 630 000	35 130 000
15003	Investissements informatiques	600 000		600 000			

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Entreprise, développement international, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche		**115 610 000**	**31 583 500**	**147 193 500**	**142 540 108**	**31 997 035**	**174 537 143**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**111 440 000**	**31 583 500**	**143 023 500**	**138 228 108**	**31 997 035**	**170 225 143**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**57 372 200**	**14 629 600**	**72 001 800**	**94 178 108**	**17 665 335**	**111 843 443**
166	Internationalisation de l'économie	5 000 000	728 100	5 728 100	4 950 000	640 000	5 590 000
510	Appui à la performance - Aide au conseil	3 747 200	50 000	3 797 200	2 585 000		2 585 000
511	Soutien à l'investissement, à la croissance et à l'emploi	12 400 000		12 400 000	28 800 000		28 800 000
513	Soutien à la création et à la transmission d'entreprises	2 500 000	680 000	3 180 000	2 425 000	2 280 000	4 705 000
517	Appui aux filières, croissance bleue et croissance numérique	13 528 000	776 000	14 304 000	10 993 163	386 000	11 379 163
518	Soutien à l'innovation	17 130 000	1 090 000	18 220 000	40 534 945	870 000	41 404 945
519	Rayonnement à l'international	1 577 000	1 170 000	2 747 000	500 000	860 000	1 360 000
516	Animation économique		9 935 500	9 935 500		12 449 335	12 449 335
514	Economie résidentielle	1 490 000	200 000	1 690 000	3 390 000	180 000	3 570 000
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**34 147 800**	**10 823 900**	**44 971 700**	**28 550 000**	**9 438 700**	**37 988 700**
304	Programmes de recherche regionaux et interregionaux	12 000 000	3 032 000	15 032 000	11 750 000	2 809 000	14 559 000
431	Tourisme	4 697 800	316 900	5 014 700	4 800 000	312 200	5 112 200
512	Soutien aux transitions	1 500 000	600 000	2 100 000	1 200 000	657 500	1 857 500
1400	Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche	14 200 000	125 000	14 325 000	10 000 000	120 000	10 120 000
1402	Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale	1 700 000	5 000 000	6 700 000	800 000	4 040 000	4 840 000
1405	Rayonnement de la science et coordination scientifique	50 000	1 750 000	1 800 000		1 500 000	1 500 000
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**19 920 000**	**6 130 000**	**26 050 000**	**15 500 000**	**4 893 000**	**20 393 000**
38	Aide à la mobilité sortante		3 760 000	3 760 000		2 933 000	2 933 000
341	Aide à la mobilité entrante		220 000	220 000			
355	Fonctionnement des établissements d'enseignement et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante		2 150 000	2 150 000		1 935 000	1 935 000
357	Investissements immobiliers et équipements pédagogiques	19 920 000		19 920 000	15 500 000	25 000	15 525 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**4 170 000**		**4 170 000**	**4 312 000**		**4 312 000**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**4 170 000**		**4 170 000**	**4 312 000**		**4 312 000**
246	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire	4 170 000		4 170 000	4 312 000		4 312 000

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Emploi, apprentissage, formation professionnelle, insertion		**48 364 000**	**288 547 000**	**336 911 000**	**44 567 750**	**307 684 064**	**352 251 814**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**48 364 000**	**288 547 000**	**336 911 000**	**44 567 750**	**307 684 064**	**352 251 814**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**48 364 000**	**288 547 000**	**336 911 000**	**44 567 750**	**307 684 064**	**352 251 814**
58	Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations		650 000	650 000		1 902 520	1 902 520
189	Fonctionnement du dispositif		92 300 000	92 300 000		94 417 000	94 417 000
190	Mesures en faveur des apprentis		11 700 000	11 700 000		11 680 000	11 680 000
191	Dépenses d'investissements	45 360 000		45 360 000	41 575 000		41 575 000
207	Rémunération et protection sociale des stagiaires		33 320 000	33 320 000		25 734 229	25 734 229
208	Observation, études		100 000	100 000		15 000	15 000
209	Ingénierie de formation		100 000	100 000		336 750	336 750
244	Aides aux employeurs d'apprentis		25 361 000	25 361 000		24 600 000	24 600 000
255	Orientation - Valorisation des métiers		684 000	684 000		1 577 000	1 577 000
258	Bourses sanitaires et sociales		3 540 000	3 540 000		3 948 840	3 948 840
269	Démarches individuelles de formation et VAE		4 550 000	4 550 000			
281	Emplois aidés		350 000	350 000			
311	Région - Formation - Visa social		7 500 000	7 500 000		8 063 895	8 063 895
312	Région - Formation - Visa sanitaire		33 190 000	33 190 000		32 066 680	32 066 680
323	Actions éducatives		1 540 000	1 540 000		1 640 000	1 640 000
370	Région Formation des personnes détenues		1 660 000	1 660 000		1 660 000	1 660 000
373	Investissement sanitaire et social	2 929 000		2 929 000	2 929 000		2 929 000
381	Région - Formation - Accès évolution		3 500 000	3 500 000		2 500 000	2 500 000
386	Ingéniérie		365 000	365 000		365 000	365 000
387	Etudes et promotion		240 000	240 000		350 400	350 400
397	Acquisition et développement des compétences clés		1 000 000	1 000 000			
398	Mobilité internationale		200 000	200 000		135 000	135 000
399	Amélioration des conditions de travail	75 000	166 000	241 000	63 750	149 400	213 150
402	Etudes et projets des partenaires sociaux		110 000	110 000		93 500	93 500
433	Orientation professionnelle – Analyse et prospective de l'emploi et des formations		5 710 000	5 710 000		5 151 350	5 151 350
434	Formations courtes d'adaptation à l'emploi		4 500 000	4 500 000			
436	Plan national - 500 000 formations		56 211 000	56 211 000			
500	Région - Formation - Prépa					13 400 000	13 400 000
501	Région - Formation - Visa					71 000 000	71 000 000
502	Région - Formation - Accès emploi					5 000 000	5 000 000
503	Région - Formation - Accès entrepreneur					1 897 500	1 897 500
Education et Lycées, orientation et lutte contre le décrochage, civisme		**448 260 000**	**84 090 000**	**532 350 000**	**62 000 000**	**82 472 600**	**144 472 600**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**448 260 000**	**84 090 000**	**532 350 000**	**62 000 000**	**82 472 600**	**144 472 600**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**448 260 000**	**84 090 000**	**532 350 000**	**62 000 000**	**82 472 600**	**144 472 600**
330	Fonctionnement des E.P.L.E.	180 000	34 325 600	34 505 600	180 000	33 325 600	33 505 600
331	Travaux dans les E.P.L.E.	399 300 000	1 822 000	401 122 000	18 910 000	100 000	19 010 000
332	Equipements des E.P.L.E.	11 435 000		11 435 000	9 000 000		9 000 000
334	Informatisation des lycées publics et ENT	7 200 000	150 000	7 350 000	6 500 000	157 000	6 657 000
335	Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association		34 661 100	34 661 100		35 394 400	35 394 400
336	Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association	24 285 000		24 285 000	25 350 000		25 350 000
337	Etudes et promotions	20 000	650 000	670 000	20 000	281 000	301 000
338	Aides sociales	2 040 000	6 828 300	8 868 300	40 000	7 132 000	7 172 000
339	Actions éducatives		3 421 000	3 421 000		3 594 800	3 594 800
351	Fonds annuel d'intervention	2 300 000	1 300 000	3 600 000	2 000 000	1 100 000	3 100 000
404	Plan d'entretien et de maintenance dans les lycées	1 500 000	300 000	1 800 000			
432	Orientation des jeunes et lutte contre le décrochage		222 000	222 000		687 800	687 800
435	Jeunesse et civisme		410 000	410 000		700 000	700 000

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Transports, mobilité, infrastructures		**24 023 200**	**139 993 700**	**164 016 900**	**93 030 800**	**155 170 291**	**248 201 091**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**24 023 200**	**139 993 700**	**164 016 900**	**93 030 800**	**155 170 291**	**248 201 091**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**24 023 200**	**139 993 700**	**164 016 900**	**93 030 800**	**155 170 291**	**248 201 091**
104	Fonctionnement du réseau de transport régional		137 293 000	137 293 000		151 622 291	151 622 291
106	Modernisation du parc de matériel roulant régional	3 650 000		3 650 000	7 050 000		7 050 000
107	Infrastructures ferroviaires	14 300 000		14 300 000	53 923 000		53 923 000
221	Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité	5 473 200		5 473 200	3 807 800		3 807 800
305	Désenclavement urbain et rural	600 000		600 000			
359	Multimodalité et solutions innovantes		2 600 700	2 600 700		3 048 000	3 048 000
378	Aménagement numérique		100 000	100 000	250 000	100 000	350 000
509	Politique routière d'intérêt régional				28 000 000	400 000	28 400 000
Territoires, ruralité, santé, environnement, transition énergétique, croissance verte et logement		**68 660 000**	**7 814 500**	**76 474 500**	**108 468 000**	**8 099 000**	**116 567 000**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**30 000 000**	**480 000**	**30 480 000**	**20 015 000**	**1 645 000**	**21 660 000**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**30 000 000**	**480 000**	**30 480 000**	**20 015 000**	**1 645 000**	**21 660 000**
285	Transition énergétique	18 500 000	415 000	18 915 000	8 665 000	1 110 000	9 775 000
430	Logement et efficacité energétique	11 500 000	65 000	11 565 000	11 350 000	535 000	11 885 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**38 395 000**	**6 371 500**	**44 766 500**	**88 203 000**	**5 867 000**	**94 070 000**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**26 600 000**	**1 818 000**	**28 418 000**	**77 290 000**	**2 031 000**	**79 321 000**
187	Accueil des personnes âgées et handicapées						
188	Santé publique, vieillissement et politique du handicap	1 500 000	1 731 000	3 231 000	2 290 000	1 770 000	4 060 000
265	Développement et animation des territoires	24 100 000	87 000	24 187 000	75 000 000	261 000	75 261 000
349	Renouvellement urbain	1 000 000		1 000 000			
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**11 795 000**	**4 553 500**	**16 348 500**	**10 913 000**	**3 836 000**	**14 749 000**
266	Biodiversité et littoral	4 745 000	3 100 000	7 845 000	4 745 000	3 056 000	7 801 000
379	Agenda 21 - coordination		237 500	237 500			
389	Economie circulaire, déchets, risques technologiques	350 000	50 000	400 000	218 000	100 000	318 000
429	Eau et Loire	6 700 000	1 166 000	7 866 000	5 950 000	680 000	6 630 000
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**265 000**	**963 000**	**1 228 000**	**250 000**	**587 000**	**837 000**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes			**943 000**	**943 000**		**572 000**	**572 000**
301	Observation régionale - Etudes et expertises		943 000	943 000		572 000	572 000
Action 9 : une administration plus innovante		**265 000**	**20 000**	**285 000**	**250 000**	**15 000**	**265 000**
344	Information géographique régionale	265 000	20 000	285 000	250 000	15 000	265 000

BUDGET PRIMITIF 2017

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total	Autorisations de Programme	Autorisations d'engagement	Total
Culture, sport vie associative, bénévolat et solidarités		**57 820 000**	**31 849 000**	**89 669 000**	**24 177 500**	**31 116 134**	**55 293 634**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**57 820 000**	**31 849 000**	**89 669 000**	**24 177 500**	**31 116 134**	**55 293 634**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**47 825 000**	**1 644 000**	**49 469 000**	**9 901 000**	**3 264 000**	**13 165 000**
74	Actions territoriales	925 000	1 304 000	2 229 000	1 165 000	2 194 000	3 359 000
92	Equipements structurants d'intérêt régional	45 605 000		45 605 000	7 841 000		7 841 000
259	Equipements et centres d'accueil sportifs	1 295 000	340 000	1 635 000	895 000	1 070 000	1 965 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**9 995 000**	**30 205 000**	**40 200 000**	**14 276 500**	**27 852 134**	**42 128 634**
197	Patrimoine	6 920 000	2 850 000	9 770 000	11 381 500	1 960 000	13 341 500
198	Arts de la scène	275 000	12 173 000	12 448 000		6 700 000	6 700 000
199	Livre et lecture	150 000	1 510 000	1 660 000	150 000	1 510 000	1 660 000
287	Sport de haut niveau	250 000	3 110 000	3 360 000	250 000	2 900 000	3 150 000
288	Sport pour tous	360 000	3 270 000	3 630 000	360 000	2 840 000	3 200 000
315	Arts visuels	1 790 000	1 807 000	3 597 000	1 790 000	1 700 000	3 490 000
376	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	50 000	350 000	400 000	50 000	935 000	985 000
388	Autonomie des jeunes	200 000	4 200 000	4 400 000	20 000	4 225 000	4 245 000
390	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité		935 000	935 000			
530	Actions musicales structurantes				275 000	5 082 134	5 357 134
Agriculture, agroalimentaire, forêt, pêche et mer		**28 100 000**	**5 630 000**	**33 730 000**	**28 080 000**	**5 151 020**	**33 231 020**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**26 000 000**	**3 800 000**	**29 800 000**	**25 230 000**	**3 321 020**	**28 551 020**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**26 000 000**	**3 800 000**	**29 800 000**	**25 230 000**	**3 321 020**	**28 551 020**
113	Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire	10 900 000	1 900 000	12 800 000	8 650 000	1 571 020	10 221 020
192	Pêche maritime	700 000	50 000	750 000	385 000	50 000	435 000
193	Aquaculture	800 000		800 000	1 500 000		1 500 000
310	Agriculture et développement durable	11 700 000	1 400 000	13 100 000	13 160 000	1 250 000	14 410 000
1100	Qualité et commercialisation des produits de la mer	800 000	50 000	850 000	635 000	50 000	685 000
1101	Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture	1 100 000	400 000	1 500 000	900 000	400 000	1 300 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**2 100 000**	**1 830 000**	**3 930 000**	**2 850 000**	**1 830 000**	**4 680 000**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**2 100 000**	**1 830 000**	**3 930 000**	**2 850 000**	**1 830 000**	**4 680 000**
114	Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire	2 100 000	1 830 000	3 930 000	2 850 000	1 830 000	4 680 000
		801 987 200	**594 074 900**	**1 396 062 100**	**582 564 158**	**643 760 644**	**1 226 324 802**

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Finances, ressources humaines, affaires générales, coopération interrégionale, affaires européennes et coopération internationale		**132 753 020**	**219 706 731**	**352 459 751**	**126 431 898**	**246 427 473**	**372 859 371**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**16 056 953**	**4 527 400**	**20 584 353**	**7 800 000**	**6 170 000**	**13 970 000**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**134 000**		**134 000**	**1 000 000**		**1 000 000**
423	Axe3 FEDER -Compétitivité des PME	134 000		134 000	1 000 000		1 000 000
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**15 922 953**	**927 400**	**16 850 353**	**6 800 000**	**1 170 000**	**7 970 000**
345	Axe Innovation et Economie de la Connaissance	8 182 953		8 182 953			
421	Axe1 FEDER -Recherche, developpement technologique et innovation	4 281 000		4 281 000	5 500 000		5 500 000
424	Axe4 FEDER -Transition énergétique	3 459 000		3 459 000	1 300 000		1 300 000
529	Actions européennes		927 400	927 400		1 170 000	1 170 000
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain			**3 600 000**	**3 600 000**		**5 000 000**	**5 000 000**
427	Axe7 FSE -Apprentissage, formation professionnelle et enseignement supérieur		3 600 000	3 600 000		5 000 000	5 000 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**14 028 069**	**375 000**	**14 403 069**	**3 200 000**	**327 500**	**3 527 500**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**11 274 069**	**375 000**	**11 649 069**	**1 000 000**	**327 500**	**1 327 500**
298	Initiatives de proximité		200 000	200 000		170 000	170 000
346	Axe Accessibilité aux services de transports	4 667 069		4 667 069			
347	Axe Dimension Urbaine	5 500 000		5 500 000			
400	Soutien aux partenaires sociaux		175 000	175 000		157 500	157 500
422	Axe2 FEDER -Accès aux TIC	1 107 000		1 107 000	1 000 000		1 000 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**2 754 000**		**2 754 000**	**2 200 000**		**2 200 000**
425	Axe5 FEDER -Prévention des risques et préservation de l'environnement	1 370 000		1 370 000	700 000		700 000
426	Axe6 FEDER -Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et les discriminations	1 384 000		1 384 000	1 500 000		1 500 000
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**102 667 998**	**214 804 331**	**317 472 329**	**115 431 898**	**239 929 973**	**355 361 871**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes		**101 152 598**	**70 127 031**	**171 279 629**	**114 314 898**	**89 277 973**	**203 592 871**
Hors programme		97 072 598	69 224 131	166 296 729	113 014 898	88 319 450	201 334 348
77	Audiovisuel régional		577 900	577 900		596 023	596 023
249	Evaluation des politiques publiques		40 000	40 000		107 500	107 500
251	Fonds Régional d'Intervention, d'Etudes et de Promotion		100 000	100 000		95 000	95 000
380	Etudes préalables	500 000	30 000	530 000	300 000	30 000	330 000
403	Etudes et actions énergétiques	300 000	20 000	320 000	300 000	30 000	330 000
410	Agence France Locale	2 500 000		2 500 000			
428	Appui à la gestion des fonds européens 2014-2020		135 000	135 000		100 000	100 000
15002	Investissements immobiliers	780 000		780 000	700 000		700 000
Action 8 : des agents mieux accompagnés et mieux valorisés			**143 013 000**	**143 013 000**		**148 250 000**	**148 250 000**
Charges de personnel			143 013 000	143 013 000		148 250 000	148 250 000
Action 9 : une administration plus innovante		**1 515 400**	**1 664 300**	**3 179 700**	**1 117 000**	**2 402 000**	**3 519 000**
250		83 000	100 000	183 000	70 000	21 000	91 000
531					895 000	2 381 000	3 276 000
15003		812 600		812 600	152 000		152 000
SYIN APPLI		354 800	423 000	777 800			
SYIN MATIN		67 000	359 000	426 000			
SYIN PHONE		25 000	387 300	412 300			
SYIN RESIN		173 000	395 000	568 000			

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Entreprise, développement international, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche		**108 162 375**	**30 153 104**	**138 315 479**	**127 797 950**	**28 209 523**	**156 007 473**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**106 052 375**	**30 153 104**	**136 205 479**	**121 972 950**	**28 209 523**	**150 182 473**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**58 617 650**	**12 888 224**	**71 505 874**	**76 348 820**	**14 652 093**	**91 000 913**
166	Internationalisation de l'économie	4 000 000	520 500	4 520 500	4 491 075	694 000	5 185 075
230	Actions de coopération décentralisée		48 904	48 904			
274	FRASICOD là-bas (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement)	21 875		21 875			
510	Appui à la performance - Aide au conseil	2 745 075	25 000	2 770 075	2 131 245		2 131 245
511	Soutien à l'investissement, à la croissance et à l'emploi	15 960 000		15 960 000	24 080 000		24 080 000
513	Soutien à la création et à la transmission d'entreprises	4 890 000	689 400	5 579 400	1 985 000	1 367 150	3 352 150
517	Appui aux filières, croissance bleue et croissance numérique	18 478 000	758 000	19 236 000	10 614 100	382 250	10 996 350
518	Soutien à l'innovation	9 967 750	1 090 000	11 057 750	28 503 900	775 000	29 278 900
519	Rayonnement à l'international	540 000	1 114 300	1 654 300	600 000	1 211 523	1 811 523
516	Animation économique	912 000	8 402 120	9 314 120		10 028 170	10 028 170
514	Economie résidentielle	1 102 950	240 000	1 342 950	3 943 500	194 000	4 137 500
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**43 496 925**	**11 744 880**	**55 241 805**	**32 621 684**	**8 702 430**	**41 324 114**
213	Contrat Etat-Région - Actions internationales		176 000	176 000			
304	Programmes de recherche regionaux et interregionaux	17 000 000	3 400 000	20 400 000	17 339 538	2 420 660	19 760 198
431	Tourisme	4 562 725	1 124 880	5 687 605	4 630 000	325 280	4 955 280
512	Soutien aux transitions	2 871 500	459 000	3 330 500	994 130	372 150	1 366 280
1400	Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche	18 259 000		18 259 000	8 850 451	120 000	8 970 451
1402	Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale	780 000	5 000 000	5 780 000	777 565	4 037 840	4 815 405
1405	Rayonnement de la science et coordination scientifique	23 700	1 585 000	1 608 700	30 000	1 426 500	1 456 500
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**3 937 800**	**5 520 000**	**9 457 800**	**13 002 446**	**4 855 000**	**17 857 446**
38	Aide à la mobilité sortante		3 400 000	3 400 000		3 070 000	3 070 000
184	Contrat Etat-Région-Investissements Immobiliers	1 337 800		1 337 800	403 274		403 274
228	Contrat Etat-Région - Investissements (fonds de concours)	410 000		410 000			
341	Aide à la mobilité entrante		220 000	220 000		60 000	60 000
355	Fonctionnement des établissements d'enseignement et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante		1 900 000	1 900 000		1 700 000	1 700 000
356	Contrat Etat-Région : investissements	970 000		970 000	1 368 678		1 368 678
357	Investissements immobiliers et équipements pédagogiques	1 220 000		1 220 000	11 230 494	25 000	11 255 494
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**2 110 000**		**2 110 000**	**5 825 000**		**5 825 000**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**2 110 000**		**2 110 000**	**5 825 000**		**5 825 000**
246	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire	2 110 000		2 110 000	5 825 000		5 825 000

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Emploi, apprentissage, formation professionnelle, insertion		**21 170 000**	**295 271 900**	**316 441 900**	**20 957 078**	**325 360 484**	**346 317 562**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**21 170 000**	**295 271 900**	**316 441 900**	**20 957 078**	**325 360 484**	**346 317 562**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**21 170 000**	**295 271 900**	**316 441 900**	**20 957 078**	**325 360 484**	**346 317 562**
58	Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations		1 476 700	1 476 700		1 515 800	1 515 800
189	Fonctionnement du dispositif		91 247 000	91 247 000		94 738 861	94 738 861
190	Mesures en faveur des apprentis		10 700 000	10 700 000		11 500 985	11 500 985
191	Dépenses d'investissements	18 000 000		18 000 000	18 000 000		18 000 000
207	Rémunération et protection sociale des stagiaires		30 962 000	30 962 000		27 984 491	27 984 491
208	Observation, études		19 900	19 900		71 154	71 154
209	Ingénierie de formation		235 000	235 000		233 718	233 718
210	Dépenses d'investissement	850 000		850 000	236 013		236 013
244	Aides aux employeurs d'apprentis		27 100 000	27 100 000		22 379 490	22 379 490
255	Orientation - Valorisation des métiers		1 070 000	1 070 000		948 428	948 428
258	Bourses sanitaires et sociales		3 480 000	3 480 000		3 582 420	3 582 420
269	Démarches individuelles de formation et VAE		1 573 000	1 573 000		277 500	277 500
281	Emplois aidés		1 476 800	1 476 800		804 454	804 454
311	Région - Formation - Visa social		7 500 000	7 500 000		7 895 957	7 895 957
312	Région - Formation - Visa sanitaire		33 190 000	33 190 000		32 216 680	32 216 680
323	Actions éducatives		1 362 000	1 362 000		1 799 700	1 799 700
370	Région Formation des personnes détenues		1 555 000	1 555 000		1 616 920	1 616 920
373	Investissement sanitaire et social	2 230 000		2 230 000	2 582 975		2 582 975
381	Région - Formation - Accès évolution		2 108 500	2 108 500		2 613 569	2 613 569
386	Ingéniérie		573 000	573 000		637 435	637 435
387	Etudes et promotion		258 000	258 000		305 101	305 101
392	Emplois de solidarité		300 000	300 000		110 893	110 893
397	Acquisition et développement des compétences clés		3 797 000	3 797 000		4 000 000	4 000 000
398	Mobilité internationale		155 000	155 000		158 591	158 591
399	Amélioration des conditions de travail	90 000	166 000	256 000	138 090	157 700	295 790
402	Etudes et projets des partenaires sociaux		110 000	110 000		85 000	85 000
407	Je m'oriente, je me prépare		11 750 000	11 750 000		9 869 260	9 869 260
408	Je me qualifie		52 836 000	52 836 000		47 017 072	47 017 072
409	Je crée ou je reprends une entreprise		1 021 000	1 021 000		1 042 196	1 042 196
433	Orientation professionnelle – Analyse et prospective de l'emploi et des formations		4 750 000	4 750 000		5 168 000	5 168 000
434	Formations courtes d'adaptation à l'emploi		4 500 000	4 500 000		200 000	200 000
436	Plan national - 500 000 formations					36 670 484	36 670 484
500	Région - Formation - Prépa					1 396 750	1 396 750
501	Région - Formation - Visa					6 640 500	6 640 500
502	Région - Formation - Accès emploi					1 500 000	1 500 000
503	Région - Formation - Accès entrepreneur					221 375	221 375
Education et Lycées, orientation et lutte contre le décrochage, civisme		**112 887 000**	**80 233 500**	**193 120 500**	**93 700 000**	**80 580 000**	**174 280 000**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**112 887 000**	**80 233 500**	**193 120 500**	**93 700 000**	**80 580 000**	**174 280 000**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**112 887 000**	**80 233 500**	**193 120 500**	**93 700 000**	**80 580 000**	**174 280 000**
330	Fonctionnement des E.P.L.E.	180 000	33 269 500	33 449 500	180 000	32 300 000	32 480 000
331	Travaux dans les E.P.L.E.	70 000 000	686 000	70 686 000	57 795 152	440 000	58 235 152
332	Equipements des E.P.L.E.	8 500 000		8 500 000	7 700 000		7 700 000
334	Informatisation des lycées publics et ENT	7 500 000	160 000	7 660 000	7 200 000	161 000	7 361 000
335	Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association		34 661 100	34 661 100		35 394 400	35 394 400
336	Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association	19 800 000		19 800 000	14 860 000		14 860 000
337	Etudes et promotions	17 000	241 300	258 300	20 000	281 000	301 000
338	Aides sociales	2 040 000	5 828 300	7 868 300	2 040 000	5 603 180	7 643 180
339	Actions éducatives		3 418 000	3 418 000		3 594 800	3 594 800
351	Fonds annuel d'intervention	2 350 000	1 242 800	3 592 800	2 000 000	1 740 000	3 740 000
404	Plan d'entretien et de maintenance dans les lycées	2 500 000	353 500	2 853 500	1 904 848	170 000	2 074 848
432	Orientation des jeunes et lutte contre le décrochage		213 000	213 000		567 500	567 500
435	Jeunesse et civisme		160 000	160 000		328 120	328 120

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Transports, mobilité, infrastructures		**103 188 375**	**148 229 200**	**251 417 575**	**90 001 250**	**334 435 158**	**424 436 408**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**103 188 375**	**148 229 200**	**251 417 575**	**90 001 250**	**334 435 158**	**424 436 408**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**103 188 375**	**148 229 200**	**251 417 575**	**90 001 250**	**334 435 158**	**424 436 408**
93	Contrat Etat-Région (2000-2006)	264 200		264 200	550 000		550 000
104	Fonctionnement du réseau de transport régional		147 586 000	147 586 000		150 864 513	150 864 513
106	Modernisation du parc de matériel roulant régional	49 600 000		49 600 000	36 000 000		36 000 000
107	Infrastructures ferroviaires	26 790 000		26 790 000	12 628 508		12 628 508
221	Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité	15 237 500		15 237 500	15 262 385		15 262 385
270	Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP)	2 860 675		2 860 675	429 825		429 825
290	CERProgrammes complémentaires	143 000		143 000	700 000		700 000
305	Désenclavement urbain et rural	2 693 000		2 693 000	1 829 282		1 829 282
359	Multimodalité et solutions innovantes		365 000	365 000		505 487	505 487
378	Aménagement numérique	5 600 000	128 200	5 728 200	15 800 000	170 000	15 970 000
391	Financement du syndicat mixte aéroportuaire		150 000	150 000		150 000	150 000
509	Politique routière d'intérêt régional				5 000 000	170 000	5 170 000
TRANS CHGE	Charges générales transport routier				1 672 300	6 477 688	8 149 988
TRANS SCOL	Transports scolaires				40 000	123 596 729	123 636 729
TRANS INTE	Transports interurbains				68 950	48 535 408	48 604 358
TRANS MARI	Transports maritimes				20 000	3 965 333	3 985 333
Territoires, ruralité, santé, environnement, transition énergétique, croissance verte et logement		**88 432 700**	**7 671 900**	**96 104 600**	**86 152 152**	**7 946 719**	**94 098 871**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**23 450 000**	**455 000**	**23 905 000**	**21 900 000**	**1 136 000**	**23 036 000**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**18 450 000**	**455 000**	**18 905 000**	**19 800 000**	**1 136 000**	**20 936 000**
285	Transition énergétique	15 700 000	390 000	16 090 000	9 500 000	828 000	10 328 000
430	Logement et efficacité energétique	2 750 000	65 000	2 815 000	10 300 000	308 000	10 608 000
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**5 000 000**		**5 000 000**	**2 100 000**		**2 100 000**
325	Logement pour les jeunes	5 000 000		5 000 000	2 100 000		2 100 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**64 542 700**	**6 314 700**	**70 857 400**	**63 876 000**	**6 062 719**	**69 938 719**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**51 982 000**	**1 870 000**	**53 852 000**	**53 176 000**	**1 965 000**	**55 141 000**
187	Accueil des personnes âgées et handicapées	462 000		462 000	186 960		186 960
188	Santé publique, vieillissement et politique du handicap	3 145 000	1 640 000	4 785 000	2 842 640	1 703 000	4 545 640
265	Développement et animation des territoires	38 375 000	230 000	38 605 000	41 346 400	262 000	41 608 400
283	Habitat et logement social	5 000 000		5 000 000	2 500 000		2 500 000
349	Renouvellement urbain	5 000 000		5 000 000	6 300 000		6 300 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**12 560 700**	**4 444 700**	**17 005 400**	**10 700 000**	**4 097 719**	**14 797 719**
266	Biodiversité et littoral	4 000 000	3 056 800	7 056 800	4 000 000	3 100 000	7 100 000
268	Axe Ligérien	3 993 100	41 500	4 034 600	1 000 000	52 719	1 052 719
286	Gestion de l'eau dans les bassins versants	3 138 300	31 900	3 170 200	2 600 000		2 600 000
379	Agenda 21 - coordination		330 000	330 000		195 000	195 000
389	Economie circulaire, déchets, risques technologiques	300 600	90 000	390 600	200 000	90 000	290 000
429	Eau et Loire	1 128 700	894 500	2 023 200	2 900 000	660 000	3 560 000
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**440 000**	**902 200**	**1 342 200**	**376 152**	**748 000**	**1 124 152**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes			**853 500**	**853 500**		**723 000**	**723 000**
301	Observation régionale - Etudes et expertises		853 500	853 500		723 000	723 000
Action 9 : une administration plus innovante		**440 000**	**48 700**	**488 700**	**376 152**	**25 000**	**401 152**
344	Information géographique régionale	440 000	48 700	488 700	376 152	25 000	401 152

BUDGET PRIMITIF 2017
CREDITS DE PAIEMENT

		Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
		Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Culture, sport vie associative, bénévolat et solidarités		**25 245 300**	**30 062 400**	**55 307 700**	**17 090 000**	**29 295 809**	**46 385 809**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**25 245 300**	**30 062 400**	**55 307 700**	**17 090 000**	**29 295 809**	**46 385 809**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**16 737 000**	**1 253 750**	**17 990 750**	**7 965 159**	**2 644 000**	**10 609 159**
74	Actions territoriales	1 547 000	1 000 000	2 547 000	1 632 300	2 194 000	3 826 300
92	Equipements structurants d'intérêt régional	14 140 000		14 140 000	5 313 859		5 313 859
259	Equipements et centres d'accueil sportifs	1 050 000	253 750	1 303 750	1 019 000	450 000	1 469 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**8 508 300**	**28 808 650**	**37 316 950**	**9 124 841**	**26 651 809**	**35 776 650**
197	Patrimoine	6 110 300	2 671 850	8 782 150	6 250 933	1 619 538	7 870 471
198	Arts de la scène	275 000	12 055 000	12 330 000		6 632 830	6 632 830
199	Livre et lecture	120 000	1 390 800	1 510 800	167 000	1 396 441	1 563 441
287	Sport de haut niveau	150 000	3 000 000	3 150 000	100 000	2 660 000	2 760 000
288	Sport pour tous	260 000	3 000 000	3 260 000	360 000	2 840 000	3 200 000
315	Arts visuels	1 250 000	1 720 000	2 970 000	1 771 908	1 700 000	3 471 908
376	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	50 300	511 000	561 300	50 000	661 105	711 105
388	Autonomie des jeunes	192 700	3 280 000	3 472 700	150 000	4 295 000	4 445 000
390	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	100 000	1 180 000	1 280 000		346 895	346 895
530	Actions musicales structurantes				275 000	4 500 000	4 775 000
Agriculture, agroalimentaire, forêt, pêche et mer		**55 197 000**	**4 400 000**	**59 597 000**	**137 572 153**	**4 124 715**	**141 696 868**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**53 797 000**	**2 910 000**	**56 707 000**	**135 652 153**	**2 664 715**	**138 316 868**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**53 797 000**	**2 910 000**	**56 707 000**	**135 652 153**	**2 664 715**	**138 316 868**
113	Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire	6 178 000	1 200 000	7 378 000	5 057 000	1 029 715	6 086 715
192	Pêche maritime	280 000	30 000	310 000	150 000	30 000	180 000
193	Aquaculture	720 000		720 000	1 270 000		1 270 000
310	Agriculture et développement durable	5 919 000	1 300 000	7 219 000	6 507 000	1 225 000	7 732 000
1100	Qualité et commercialisation des produits de la mer	400 000	35 000	435 000	320 000	35 000	355 000
1101	Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture	700 000	345 000	1 045 000	570 000	345 000	915 000
UE FEADE	Gestion des fonds européens 2014-2020 FEADER	39 600 000		39 600 000	121 778 153		121 778 153
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**1 400 000**	**1 490 000**	**2 890 000**	**1 920 000**	**1 460 000**	**3 380 000**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**1 400 000**	**1 490 000**	**2 890 000**	**1 920 000**	**1 460 000**	**3 380 000**
114	Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire	1 400 000	1 490 000	2 890 000	1 920 000	1 460 000	3 380 000
		647 035 770	**815 728 735**	**1 462 764 505**	**699 702 481**	**1 056 379 881**	**1 756 082 362**
Gestion active de la dette		**200 000 000**		**200 000 000**	**75 000 000**		**75 000 000**
Dépenses d'ordre		**620 000 000**	**535 871 591**	**1 155 871 591**	**495 000 000**	**546 703 341**	**1 041 703 341**
Opérations d'ordre de section à section		**300 000 000**	**535 871 591**	**835 871 591**	**300 000 000**	**546 703 341**	**846 703 341**
Ajustement des opérations d'ordre			*235 871 591*	*235 871 591*		*246 703 341*	*246 703 341*
Dotations aux amortissements			*300 000 000*	*300 000 000*		*300 000 000*	*300 000 000*
Neutralisation des amortissements		*270 000 000*		*270 000 000*	*270 000 000*		*270 000 000*
Reprise DRES et subventions perçues		*30 000 000*		*30 000 000*	*30 000 000*		*30 000 000*
Gestion active de la dette		**200 000 000**		**200 000 000**	**75 000 000**		**75 000 000**
Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement)		**120 000 000**		**120 000 000**	**120 000 000**		**120 000 000**
Avances sur immobilisations (réimputations)		*120 000 000*		*120 000 000*	*120 000 000*		*120 000 000*
TOTAL GENERAL		**1 467 035 770**	**1 351 600 326**	**2 818 636 096**	**1 269 702 481**	**1 603 083 222**	**2 872 785 703**

BUDGET PRIMITIF 2017
RECETTES

	Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
	Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
RECETTES REELLES DE L'EXERCICE (hors emprunt)	**175 395 045**	**1 051 600 326**	**1 226 995 371**	**233 268 811**	**1 303 083 222**	**1 536 352 033**
FISCALITE	**39 664 054**	**744 300 030**	**783 964 084**	**39 900 000**	**969 085 000**	**1 008 985 000**
Recettes de compensation de la réforme fiscale		**252 116 099**	**252 116 099**		**478 990 000**	**478 990 000**
Contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		202 677 615	202 677 615		429 400 000	429 400 000
Imposition forfaitaire sur les entrepises de réseau (IFER) - ferroviaire		11 762 850	11 762 850		12 000 000	12 000 000
Imposition forfaitaire sur les entrepises de réseau (IFER) - télécommunications		21 746 036	21 746 036		21 700 000	21 700 000
Dotation complémentaire FNGIR		15 890 728	15 890 728		15 890 000	15 890 000
Rôles supplémentaires		38 870	38 870			
Fiscalité indirecte	**39 664 054**	**492 183 931**	**531 847 985**	**39 900 000**	**490 095 000**	**529 995 000**
Taxe sur les cartes grises		127 477 061	127 477 061		127 800 000	127 800 000
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)	39 664 054	191 753 960	231 418 014	39 900 000	192 075 000	231 975 000
TICPE Fraction		*151 805 567*	*151 805 567*		152 075 000	*152 075 000*
TICPE Modulation		*39 948 393*	*39 948 393*		*40 000 000*	*40 000 000*
Recettes de substitution - Formation Professionnelle et Apprentissage		172 952 910	172 952 910		170 220 000	170 220 000
Ressources régionales de la formation professionnelle		*43 280 336*	*43 280 336*		*43 450 000*	*43 450 000*
dont TICPE FPA		*13 954 111*	*13 954 111*		*13 950 000*	*13 950 000*
dont Frais gestion		*29 326 225*	*29 326 225*		*29 500 000*	*29 500 000*
Compensation primes employeurs d'apprentis		*23 844 310*	*23 844 310*		*20 700 000*	*20 700 000*
dont TICPE Primes employeurs apprentis		*16 044 310*	*16 044 310*		*15 000 000*	*15 000 000*
dont Aides au recrutement d'apprentis - art 123 LFI 2015		*7 800 000*	*7 800 000*		*5 700 000*	*5 700 000*
Ressources régionales de l'apprentissage		*105 828 264*	*105 828 264*		*106 070 000*	*106 070 000*
dont TICPE - ressource régionale de l'apprentissage		*9 458 808*	*9 458 808*		*9 300 000*	*9 300 000*
dont fraction régionale de la taxe d'apprentissage		*96 369 456*	*96 369 456*		*96 770 000*	*96 770 000*
CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT	**23 123 412**	**250 278 666**	**273 402 078**	**23 123 000**	**223 326 000**	**246 449 000**
Dotations de décentralisation	**23 123 412**	**243 023 207**	**266 146 619**	**23 123 000**	**216 411 000**	**239 534 000**
Dotation Globale de fonctionnement (DGF) Forfaitaire		208 873 302	208 873 302		185 440 000	185 440 000
Dotation complémentaire DCRTP		15 871 355	15 871 355		12 371 000	12 371 000
Dotation Générale de Décentralisation (DGD)		18 278 550	18 278 550		18 600 000	18 600 000
Dotation Régionale d'Equipement Scolaire (DRES)	23 123 412		23 123 412	23 123 000		23 123 000
Allocations compensatrices de fiscalité		**7 255 459**	**7 255 459**		**6 915 000**	**6 915 000**
Compensation contribution énonomique territoriale (CVAE compensée)		16 073	16 073		15 000	15 000
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité (DTCE)		7 239 386	7 239 386		6 900 000	6 900 000
FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA	**20 000 000**		**20 000 000**	**15 000 000**	**100 000**	**15 100 000**
Fonds de compensation pour la TVA	20 000 000		20 000 000	15 000 000		15 000 000
FCTVA Entretrien des bâtiments					100 000	100 000
COMPENSATION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					**27 400 000**	**27 400 000**

BUDGET PRIMITIF 2017
RECETTES

	Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
	Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
RECETTES ASSOCIEES AUX POLITIQUES REGIONALES	**90 343 644**	**54 271 630**	**144 615 274**	**154 670 811**	**81 722 222**	**236 393 033**
Participations	**11 460 474**	**11 781 539**	**23 242 013**	**8 583 374**	**45 104 973**	**53 688 347**
Technocampus Océan (communes et intercom.)	4 012 500		4 012 500			
Autres participations Etat					200 000	200 000
Pôle Régional de Formation Santé Social-Laval-Etat				200 000		200 000
Participation Pôle Emploi		1 400 000	1 400 000		1 500 000	1 500 000
ANRU internat d'excellence -Chevrollier - Ville d'Angers	31 002		31 002			
ANRU internat d'excellence - Ile de Nantes (Nelson Mandela)	153 803		153 803			
ANRU internat d'excellence - A Briand - St Nazaire	9 196		9 196			
Refonte sce restauration - lycée Duplessis Mornay - CG 49	431 960		431 960			
Travaux d'adaptation service restauration - David d'Angers	92 700		92 700	51 500		51 500
Gymnase - Lycée de Clisson	479 035		479 035	70 000		70 000
Ecole Polytechnique de Nantes	72 000		72 000	72 000		72 000
I.U.T. Angers	1 037 200		1 037 200			
ESGT extension	320 000		320 000	160 000		160 000
Agrocampus Ouest INH Angers				500 000		500 000
IUT ANGERS 2				500 000		500 000
ISTIA Angers	90 000		90 000	180 000		180 000
IRIS 2 - Institut Monteclair	1 000 000		1 000 000	2 550 000		2 550 000
LINA AtlanSTIC	1 087 878		1 087 878	153 574		153 574
IRT2 Nantes	2 333 200		2 333 200	4 146 300		4 146 300
ENV -ONIRIS	290 000		290 000			
Participations FEDER (NEA 2)		7 039	7 039		13 500	13 500
Participation du Centre National du Livre		50 000	50 000		50 000	50 000
Festival d'Avignon - Grenier à sel - participation Région		70 000	70 000		70 000	70 000
Maison Julien Gracq	20 000		20 000			
Participation du Centre National du Cinéma		420 000	420 000		420 000	420 000
Crèche le Petit Prince - participation CAF		252 000	252 000		252 000	252 000
Crèche le Petit Prince - participation Ville de Nantes		38 000	38 000		38 000	38 000
Compétences 2020		20 000	20 000			
Participation AGEFIPH		1 252 500	1 252 500		1 151 500	1 151 500
Participation de Pôle emploi		3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
Compte personnel de formation		5 038 000	5 038 000		4 519 488	4 519 488
Autres participations Etat - 500 000 formations					33 670 485	33 670 485
Expérimentation de la formation des détenus - compensation DISP		14 000	14 000			
ITISS - Destineo - Départements		220 000	220 000		220 000	220 000

BUDGET PRIMITIF 2017
RECETTES

	Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
	Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Gestion des fonds structurels européens	**68 419 544**	**17 451 552**	**85 871 096**	**136 238 954**	**6 448 668**	**142 687 622**
Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 1 - Innovation	10 875 642		10 875 642	3 656 014		3 656 014
Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 3 - Transports	2 378 695		2 378 695			
Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 4- Villes attractives	4 698 283		4 698 283			
Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 1		6 732 299	6 732 299			
Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 2		7 398 219	7 398 219			
Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 3		279 306	279 306			
Fonds Social européen 2007 - 2013 - Assistance technique		335 854	335 854			
FSE	721 086	2 090 336	2 811 422		4 880 653	4 880 653
FEADER	39 600 000		39 600 000	121 778 153		121 778 153
FEDER	10 145 838	615 538	10 761 376	10 804 787	1 568 015	12 372 802
Recettes de gestion	**290 000**	**21 591 513**	**21 881 513**		**28 987 040**	**28 987 040**
Redevances et loyers		**6 170 713**	**6 170 713**		**7 887 618**	**7 887 618**
Loyers divers		2 042 400	2 042 400		2 102 100	2 102 100
Locations divers -Autoclave et étuve		305 806	305 806		305 806	305 806
Loyer Technocampus Océan					1 584 000	1 584 000
Loyer et charges Technocampus EMC2		1 320 000	1 320 000		1 232 910	1 232 910
Redevance Cité de la formation Santé Social Marion Cahour		897 777	897 777		695 411	695 411
Charges - Cité de la formation Santé Social Marion Cahour					228 811	228 811
Lycee Valère Mathé		1 600	1 600		92 600	92 600
Redevance IFMTS - Laval - Pôle Régional de Formation Santé Social		182 930	182 930		182 930	182 930
Redevance Beautour		10 000	10 000		10 000	10 000
Redevance d'occupation du domaine public régional - Fontevraud		200 000	200 000		200 000	200 000
Autres redevances Fontevraud		200 000	200 000		200 000	200 000
Loyer PRI Design		130 000	130 000		125 100	125 100
Loyer CIRV Montoir de Bretagne		199 200	199 200		200 900	200 900
Locations diverses - CIRV Montoir de Bretagne		455 500	455 500		499 200	499 200
Loyer Prox'innov		168 000	168 000		170 250	170 250
Location local vélo LRSY		3 500	3 500		3 600	3 600
Loyer Gérontopôle		54 000	54 000		54 000	54 000

BUDGET PRIMITIF 2017
RECETTES

	Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
	Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Autres recettes de gestion	**290 000**	**15 420 800**	**15 710 800**		**21 099 422**	**21 099 422**
Recettes tarifaires "Folle journée"		300 000	300 000		250 000	250 000
Vente de tickets déjeuners		575 000	575 000		575 000	575 000
Reversement de charges personnel hors EPLE		50 000	50 000		50 000	50 000
Remboursement sur détachement et mises à disposition		200 000	200 000		200 000	200 000
Remboursement sur rémunération du personnel EPLE		50 000	50 000		50 000	50 000
Remboursement de charges personnel EPLE		200 000	200 000		200 000	200 000
Chèques déjeuner (non précomptés)		50 000	50 000		50 000	50 000
Emplois d'avenir		1 420 000	1 420 000		1 200 000	1 200 000
Crèche le Petit Prince - participations des familles		150 000	150 000		150 000	150 000
Recouvrements divers					21 000	21 000
Cafeteria		100 000	100 000		95 000	95 000
Ordipass	290 000		290 000			
cession energie - Lycée Aimée Césaire		25 000	25 000			
Fonds Académique de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI)		9 000 000	9 000 000		9 000 000	9 000 000
Pack 15-30 (Pass Culture Sport)		460 000	460 000		440 000	440 000
Transports scolaires					4 734 822	4 734 822
Transports interurbains					2 481 967	2 481 967
Transports maritimes					437 333	437 333
Lignes routières régionales - reversement année n-1		550 000	550 000		475 000	475 000
Lignes routières régionales - reversement année n (régie)		288 000	288 000		165 500	165 500
Nantes-Métropole : compensation intégration tarifaire/réseaux TAN & TER n-1		1 494 000	1 494 000			
Carène : compensation pour intégration tarifaire sur les réseaux STAN et TER		16 000	16 000		18 000	18 000
Métrocéane : compensations tarifaires Départements		200	200		200	200
Métrocéane : compensations tarifaires n-1 Nantes Métro et Carène		5 600	5 600		5 600	5 600
Métrocéane : compensations tarifaires n-1 SNCF		487 000	487 000		500 000	500 000
Remboursements de prêts et d'avances	**9 154 046**	**1 114 526**	**10 268 572**	**6 460 042**	**1 036 541**	**7 496 583**
Amortissement du capital Developpement industriel et innovation	2 153 800		2 153 800	2 546 145		2 546 145
Intérêts Developpement industriel et innovation		38 609	38 609		239 106	239 106
Amortissement du capital Patrimoine				86 700		86 700
Reversement avances de fonds excédentaires PRI et developpement				107 500		107 500
Amortissement du capital Economie de proximité et création d'entreprises	12 500		12 500	12 500		12 500
Intérêts Economie de proximité et création d'entreprises		2 033	2 033		5 414	5 414
Amortissement du capital Fonds d'investissement des Pays de la Loire	3 782 694		3 782 694	3 316 283		3 316 283
Intérêts Fonds d'investissement des Pays de la Loire		1 037 648	1 037 648		749 955	749 955
Amortissement du capital Equipements structurants d'intérêt régional	108 374		108 374			
Amortissement du capital Enseignement secondaire				65 000		65 000
Amortissement du capital Pêche maritime et aquaculture	124 433		124 433	59 703		59 703
Remboursement avance CG 85/ Modernisation ligne Nantes-St Gilles-Pornic	2 747 320		2 747 320			
Amortissement du capital Tourisme	224 925		224 925	266 211		266 211
Intérêts Tourisme		36 236	36 236		42 066	42 066

BUDGET PRIMITIF 2017
RECETTES

	Budget Primitif 2016			Budget Primitif 2017		
	Investissement	Fonctionnement	Total	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes exceptionnelles	**1 019 580**	**2 332 500**	**3 352 080**	**3 388 441**	**145 000**	**3 533 441**
Reversement d'aide à la mobilité N-1		20 000	20 000		25 000	25 000
Reversement d'aide à la mobilité N		40 000	40 000		40 000	40 000
Reversement subvention - Fermeture lycée privé	181 843		181 843			
Subventions d'équip. versées - Lurçat Mounier				903 000		903 000
Revst subv organismes publics divers	87 737		87 737	5 981		5 981
Clôture comptable conventions ASP		2 000 000	2 000 000			
Reversement subvention	190 000		190 000			
Reversement soldes d'opérations	560 000		560 000	2 479 460		2 479 460
Autres subventions exceptionnelles					20 000	20 000
Reversement divers		200 000	200 000			
Produits exceptionnels divers		12 500	12 500			
Indemnités d'assurances		60 000	60 000		60 000	60 000
OPERATIONS FINANCIERES	**2 263 935**	**2 750 000**	**5 013 935**	**575 000**	**1 450 000**	**2 025 000**
Services assujettis à la TVA	1 713 935		1 713 935			
IFMTS	64 670		64 670			
IFMTS Rémunération	7 000		7 000			
CIRV	32 800		32 800			
CIRV Rémunération	6 000		6 000			
Technocampus Océan	502 017		502 017			
Technocampus Océan Rémunération	15 000		15 000			
Fontevraud énergie Rémunération	2 000		2 000			
Fontevraud St Lazare Rémunération	3 000		3 000			
Usine élévatoire	1 071 148		1 071 148			
Usine élévatoire Rémunération	10 300		10 300			
Desinvestissements participations FCPR Ouest Vent II	150 000		150 000	150 000		150 000
Produits des désinvestissements FCPR Ouest Vent I		600 000	600 000		150 000	150 000
Désinvestissements FCPR ATALAYA				125 000		125 000
Desinvestissements participations FCPR Aerofound	400 000		400 000	300 000		300 000
Reprises de provisions pour dépréciation d'actifs		1 700 000	1 700 000		600 000	600 000
Produits des opérations de marché		450 000	450 000		700 000	700 000
EMPRUNT	**235 769 134**		**235 769 134**	**219 730 329**		**219 730 329**
RECETTES REELLES (hors gestion de la dette)	**411 164 179**	**1 051 600 326**	**1 462 764 505**	**452 999 140**	**1 303 083 222**	**1 756 082 362**
Gestion active de la dette	**200 000 000**		**200 000 000**	**75 000 000**		**75 000 000**
RECETTES D'ORDRE	**855 871 591**	**300 000 000**	**1 155 871 591**	**741 703 341**	**300 000 000**	**1 041 703 341**
Opérations d'ordre de section à section	**535 871 591**	**300 000 000**	**835 871 591**	**546 703 341**	**300 000 000**	**846 703 341**
Ajustement des opérations d'ordre	*235 871 591*		*235 871 591*	*246 703 341*		*246 703 341*
Amortissements	*300 000 000*		*300 000 000*	*300 000 000*		*300 000 000*
Neutralisation des amortissements		*270 000 000*	*270 000 000*		*270 000 000*	*270 000 000*
Reprise DRES et subventions perçues		*30 000 000*	*30 000 000*		*30 000 000*	*30 000 000*
Gestion active de la dette	***200 000 000***		***200 000 000***	***75 000 000***		***75 000 000***
Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement)	**120 000 000**		**120 000 000**	**120 000 000**		**120 000 000**
Avances sur immobilisations	*120 000 000*		*120 000 000*	*120 000 000*		*120 000 000*
RECETTES TOTALES	**1 467 035 770**	**1 351 600 326**	**2 818 636 096**	**1 269 702 481**	**1 603 083 222**	**2 872 785 703**

BUDGET PRIMITIF 2017 — IV
Etat des Restes à payer — D.4.4

		Restes à payer estimés au 25-11-16	Autorisations de Programme proposées au BP 2017	Crédits de paiement proposés au BP 2017	Crédits de paiement 2017 et années suivantes
Finances, ressources humaines, affaires générales, coopération interrégionale, affaires européennes et coopération internationale		**109 891 277**	**79 700 000**	**13 417 000**	**176 174 277**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**72 967 880**	**35 650 000**	**7 800 000**	**100 817 880**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**6 433 836**	**3 450 000**	**1 000 000**	8 883 836
423	Axe3 FEDER -Compétitivité des PME	6 433 836	3 450 000	1 000 000	8 883 836
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**66 534 044**	**32 200 000**	**6 800 000**	91 934 044
345	Axe Innovation et Economie de la Connaissance	2 963 362			2 963 362
421	Axe1 FEDER -Recherche, developpement technologique et innovation	38 770 682	19 800 000	5 500 000	53 070 682
424	Axe4 FEDER -Transition énergétique	24 800 000	12 400 000	1 300 000	35 900 000
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**28 580 062**	**13 850 000**	**3 200 000**	**39 230 062**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**8 971 357**	**3 950 000**	**1 000 000**	11 921 357
346	Axe Accessibilité aux services de transports	1 055 003			1 055 003
347	Axe Dimension Urbaine	16 355			16 355
422	Axe2 FEDER -Accès aux TIC	7 900 000	3 950 000	1 000 000	10 850 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**19 608 705**	**9 900 000**	**2 200 000**	27 308 705
425	Axe5 FEDER -Prévention des risques et préservation de l'environnement	9 708 705	4 950 000	700 000	13 958 705
426	Axe6 FEDER -Inclusion sociale, lutte contre la pauvreté et les discriminations	9 900 000	4 950 000	1 500 000	13 350 000
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**8 343 335**	**30 200 000**	**2 417 000**	**36 126 335**
Action 7 : des politiques régionales mieux évaluées et plus économes		**7 007 785**	**10 700 000**	**1 300 000**	16 407 785
272	Dépenses imprévues		10 000 000		10 000 000
380	Etudes préalables	717 495	400 000	300 000	817 495
403	Etudes et actions énergétiques	690 348	300 000	300 000	690 348
410	Agence France Locale	158 800			158 800
15002	Investissements immobiliers	5 441 142		700 000	4 741 142
Action 9 : une administration plus innovante		**1 335 550**	**19 500 000**	**1 117 000**	19 718 550
250	Schéma Directeur des Systèmes d'Information	774 996		70 000	704 996
531	Schéma directeur numérique 2017-2021		19 500 000	895 000	18 605 000
15003	Investissements informatiques	560 554		152 000	408 554
Entreprise, développement international, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche		**296 323 643**	**142 540 108**	**127 797 950**	**311 065 801**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**284 954 326**	**138 228 108**	**121 972 950**	**301 209 484**
Action 1 : faire émerger les PME du futur		**130 878 012**	**94 178 108**	**76 348 820**	148 707 300
166	Internationalisation de l'économie	6 628 334	4 950 000	4 491 075	7 087 259
215	Environnement Energie dans les entreprises (ADEME Région)	84 930			84 930
274	FRASICOD là-bas (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement)	7 218			7 218
308	Fonds de soutien aux entreprises de l'économie Sociale et Solidaire	1 472 226			1 472 226
309	Animation économique et expertises pour l'économie de proximité et la création d'entreprises	2 701 566			2 701 566
394	Fonds littoral	2 840 000			2 840 000
510	Appui à la performance - Aide au conseil	5 159 730	2 585 000	2 131 245	5 613 485
511	Soutien à l'investissement, à la croissance et à l'emploi	24 625 714	28 800 000	24 080 000	29 345 714
513	Soutien à la création et à la transmission d'entreprises	16 555 051	2 425 000	1 985 000	16 995 051
514	Economie résidentielle	759 730	3 390 000	3 943 500	206 230
517	Appui aux filières, croissance bleue et croissance numérique	14 346 056	10 993 163	10 614 100	14 725 119
518	Soutien à l'innovation	14 346 056	40 534 945	28 503 900	26 377 101
519	Rayonnement à l'international	631 718	500 000	600 000	531 718
516	Animation économique	14 346 056			14 346 056
1404	PRI et developpement technologique	26 373 626			26 373 626

BUDGET PRIMITIF 2017

		Restes à payer estimés au 25-11-16	Autorisations de Programme proposées au BP 2017	Crédits de paiement proposés au BP 2017	Crédits de paiement 2017 et années suivantes
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**108 163 068**	**28 550 000**	**32 621 684**	104 091 384
304	Programmes de recherche regionaux et interregionaux	58 880 235	11 750 000	17 339 538	53 290 697
431	Tourisme	14 553 915	4 800 000	4 630 000	14 723 915
512	Soutien aux transitions		1 200 000	994 130	205 870
1400	Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche	31 642 091	10 000 000	8 850 451	32 791 640
1402	Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale	2 983 504	800 000	777 565	3 005 939
1405	Rayonnement de la science et coordination scientifique	103 323		30 000	73 323
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**45 913 246**	**15 500 000**	**13 002 446**	48 410 800
68	Investissements immobiliers	1 350 521			1 350 521
184	Contrat Etat-Région-Investissements Immobiliers	579 466		403 274	176 192
356	Contrat Etat-Région : investissements	12 154 299		1 368 678	10 785 621
357	Investissements immobiliers et équipements pédagogiques	31 828 960	15 500 000	11 230 494	36 098 466
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**11 369 317**	**4 312 000**	**5 825 000**	**9 856 317**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**11 369 317**	**4 312 000**	**5 825 000**	9 856 317
246	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire	11 369 317	4 312 000	5 825 000	9 856 317
Emploi, apprentissage, formation professionnelle, insertion		**91 707 714**	**44 567 750**	**20 957 078**	**115 318 386**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**91 707 714**	**44 567 750**	**20 957 078**	**115 318 386**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**91 707 714**	**44 567 750**	**20 957 078**	**115 318 386**
191	Dépenses d'investissements	80 900 695	41 575 000	18 000 000	104 475 695
210	Dépenses d'investissement	692 752		236 013	456 739
373	Investissement sanitaire et social	9 944 376	2 929 000	2 582 975	10 290 401
399	Amélioration des conditions de travail	169 890	63 750	138 090	95 550
Education et Lycées, orientation et lutte contre le décrochage, civisme		**592 230 513**	**62 000 000**	**93 700 000**	**560 530 513**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**592 230 513**	**62 000 000**	**93 700 000**	**560 530 513**
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**592 230 513**	**62 000 000**	**93 700 000**	**560 530 513**
15	Constructions rénovations lourdes extensions	2 405 612			2 405 612
16	Maintenance et sécurité	145 815			145 815
17	Travaux d'urgence	11 868			11 868
18	Rénovation des logements de fonction	17 281			17 281
20	Etudes techniques	281 294			281 294
330	Fonctionnement des E.P.L.E.	62 096	180 000	180 000	62 096
331	Travaux dans les E.P.L.E.	525 648 149	18 910 000	57 795 152	486 762 997
332	Equipements des E.P.L.E.	9 214 717	9 000 000	7 700 000	10 514 717
334	Informatisation des lycées publics et ENT	5 482 873	6 500 000	7 200 000	4 782 873
336	Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association	42 415 459	25 350 000	14 860 000	52 905 459
337	Etudes et promotions	265 714	20 000	20 000	265 714
338	Aides sociales	2 405 762	40 000	2 040 000	405 762
351	Fonds annuel d'intervention	1 598 196	2 000 000	2 000 000	1 598 196
404	Plan d'entretien et de maintenance dans les lycées	2 275 678		1 904 848	370 830

BUDGET PRIMITIF 2017

		Restes à payer estimés au 25-11-16	Autorisations de Programme proposées au BP 2017	Crédits de paiement proposés au BP 2017	Crédits de paiement 2017 et années suivantes
Transports, mobilité, infrastructures		**510 186 522**	**93 030 800**	**88 200 000**	**515 017 322**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**510 186 522**	**93 030 800**	**88 200 000**	**515 017 322**
Action 4 : développer les infrastructures et les réseaux de demain		**510 186 522**	**93 030 800**	**88 200 000**	**515 017 322**
93	Contrat Etat-Région (2000-2006)	2 364 810		550 000	1 814 810
106	Modernisation du parc de matériel roulant régional	227 398 956	7 050 000	36 000 000	198 448 956
107	Infrastructures ferroviaires	57 149 869	53 923 000	12 628 508	98 444 361
221	Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité	55 695 180	3 807 800	15 262 385	44 240 595
264	Echangeurs autoroutiers	117 989			117 989
270	Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP)	1 663 525		429 825	1 233 700
290	CERProgrammes complémentaires	4 324 847		700 000	3 624 847
305	Désenclavement urbain et rural	9 967 519		1 829 282	8 138 237
378	Aménagement numérique	122 310 191	250 000	15 800 000	106 760 191
391	Financement du syndicat mixte aéroportuaire	29 193 637			29 193 637
509	Politique routière d'intérêt régional		28 000 000	5 000 000	23 000 000
Territoires, ruralité, santé, environnement, transition énergétique, croissance verte et logement		**275 093 500**	**108 468 000**	**86 152 152**	**297 409 348**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**43 209 157**	**20 015 000**	**21 900 000**	**41 324 157**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**38 365 955**	**20 015 000**	**19 800 000**	**38 580 955**
285	Transition énergétique	15 980 990	8 665 000	9 500 000	15 145 990
430	Logement et efficacité énergétique	22 384 964	11 350 000	10 300 000	23 434 964
Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain		**4 843 203**		**2 100 000**	**2 743 203**
325	Logement pour les jeunes	4 843 203		2 100 000	2 743 203
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**231 522 244**	**88 203 000**	**63 876 000**	**255 849 244**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**191 374 023**	**77 290 000**	**53 176 000**	**215 488 023**
187	Accueil des personnes âgées et handicapées	379 099		186 960	192 139
188	Santé publique, vieillissement et politique du handicap	3 754 199	2 290 000	2 842 640	3 201 559
245	Filière bois	27 166			27 166
265	Développement et animation des territoires	165 959 279	75 000 000	41 346 400	199 612 879
283	Habitat et logement social	7 875 215		2 500 000	5 375 215
349	Renouvellement urbain	13 279 065		6 300 000	6 979 065
350	Fonds régional de solidarité communale	100 000			100 000
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**40 148 221**	**10 913 000**	**10 700 000**	**40 361 221**
266	Biodiversité et littoral	11 969 690	4 745 000	4 000 000	12 714 690
268	Axe Ligérien	9 036 070		1 000 000	8 036 070
286	Gestion de l'eau dans les bassins versants	6 411 917		2 600 000	3 811 917
389	Economie circulaire, déchets, risques technologiques	554 552	218 000	200 000	572 552
429	Eau et Loire	12 175 992	5 950 000	2 900 000	15 225 992
Mission 3 : le combat pour l'efficacité régionale		**362 099**	**250 000**	**376 152**	**235 947**
Action 9 : une administration plus innovante		**362 099**	**250 000**	**376 152**	**235 947**
344	Information géographique régionale	362 099	250 000	376 152	235 947

BUDGET PRIMITIF 2017

		Restes à payer estimés au 25-11-16	Autorisations de Programme proposées au BP 2017	Crédits de paiement proposés au BP 2017	Crédits de paiement 2017 et années suivantes
Culture, sport vie associative, bénévolat et solidarités		**58 663 727**	**24 177 500**	**17 090 000**	**65 751 227**
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**58 663 727**	**24 177 500**	**17 090 000**	**65 751 227**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**48 872 025**	**9 901 000**	**7 965 159**	**50 807 866**
74	Actions territoriales	1 252 758	1 165 000	1 632 300	785 458
92	Equipements structurants d'intérêt régional	46 442 938	7 841 000	5 313 859	48 970 079
259	Equipements et centres d'accueil sportifs	1 176 328	895 000	1 019 000	1 052 328
Action 6 : renforcer notre qualité de vie		**9 791 702**	**14 276 500**	**9 124 841**	**14 943 361**
73	Patrimoine et musées	58 940			58 940
197	Patrimoine	5 837 290	11 381 500	6 250 933	10 967 857
198	Arts de la scène	192 500			192 500
199	Livre et lecture	141 291	150 000	167 000	124 291
287	Sport de haut niveau	155 971	250 000	100 000	305 971
288	Sport pour tous	209 020	360 000	360 000	209 020
315	Arts visuels	2 438 958	1 790 000	1 771 908	2 457 050
376	Vie associative, égalité homme-femme, bénévolat et lutte contre la grande précarité	76 291	50 000	50 000	76 291
388	Autonomie des jeunes	681 441	20 000	150 000	551 441
530	Actions musicales structurantes		275 000	275 000	
Agriculture, agroalimentaire, forêt, pêche et mer		**50 458 898**	**28 080 000**	**15 794 000**	**62 744 898**
Mission 1 : le combat pour l'emploi local		**46 884 998**	**25 230 000**	**13 874 000**	**58 240 998**
Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production		**46 884 998**	**25 230 000**	**13 874 000**	58 240 998
111	Recherche et innovation agricole et agro-alimentaire	217 108			217 108
112	Environnement et agriculture	1 317 054			1 317 054
113	Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire	19 235 738	8 650 000	5 057 000	22 828 738
192	Pêche maritime	15 789	385 000	150 000	250 789
193	Aquaculture	416 391	1 500 000	1 270 000	646 391
310	Agriculture et développement durable	24 498 762	13 160 000	6 507 000	31 151 762
1100	Qualité et commercialisation des produits de la mer	84 034	635 000	320 000	399 034
1101	Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture	1 100 121	900 000	570 000	1 430 121
Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale		**3 573 900**	**2 850 000**	**1 920 000**	**4 503 900**
Action 5 : agir au plus près des habitants		**3 573 900**	**2 850 000**	**1 920 000**	4 503 900
114	Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire	3 573 900	2 850 000	1 920 000	4 503 900
		1 984 555 794	**582 564 158**	**463 108 180**	**2 104 011 772**

l'esprit grand ouvert

Région
PAYS DE LA LOIRE